П 6 3
159

УНИВ БИБЛИОТЕКА
Р. И. Бр. 11259

ERNEST DAUDET

POUSSIÈRE DU PASSÉ

(NOTES ET TABLEAUX D'HISTOIRE)





PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1894

Tous droits réservés

POUSSIÈRE DU PASSÉ

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en juin 1896.

ŒUVRES HISTORIQUES DU MÊME AUTEUR :

La Police et les Chouans sous le Consulat et l'Empire. (*Couronné par l'Académie française, prix Gobert.*).... 1 vol.

Le Cardinal Consalvi. (*Épuisé.*)..... 1 vol.

Histoire des Conspirations royalistes du Midi, sous la Révolution. (*Couronné par l'Académie française*)..... 1 vol.

Histoire de l'Émigration : Les Bourbons et la Russie. — Les Émigrés et la seconde coalition. — Coblentz. (*Couronné par l'Académie française.*)..... 3 vol.

Histoire de la Restauration..... 1 vol.

La Terreur Blanche. (*Épuisé.*)..... 1 vol.

Le Ministère de M. de Martignac. (*Couronné par l'Académie française.*)..... 1 vol.

Le Procès des Ministres de Charles X. (*Épuisé.*). 1 vol.

Souvenirs de la Présidence du Maréchal de Mac Mahon..... 1 vol.

La Vérité sur l'Essai de Restauration monarchique de 1873. (*Épuisé.*)..... 1 vol.

Histoire diplomatique de l'alliance franco-russe. 1 vol.

EN PRÉPARATION :

La Conspiration de Georges.

PARIS. TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1411.

ID=3473355

ERNEST DAUDET

POUSSIÈRE DU PASSÉ

(NOTES ET TABLEAUX D'HISTOIRE)



PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

Tous droits réservés

INTRODUCTION

Depuis qu'ont été publiés les suggestifs et lumineux mémoires du général Marbot, l'ardeur de recherches historiques à laquelle nous devons leur publication et avions dû antérieurement tant d'autres ouvrages révélateurs, d'un prix inestimable pour l'histoire, cette ardeur n'a fait que s'accroître.

Ce sont surtout les grands épisodes de la Révolution et de l'Empire, toute cette tragique épopée qui commence à la convocation des États généraux en 1789 pour finir sur le champ de bataille de Waterloo, qui nous attirent de préférence aux époques précédentes, encore que celles-ci ne présentent ni moins d'intérêt ni moins de grandeur. C'est que ces vingt-sept années, à cheval sur deux siècles,

contiennent en réalité les premiers et les plus émouvants chapitres de notre propre histoire.

Si nous nous passionnons pour toutes les relations qui contribuent à nous les mieux faire connaître, c'est que nous y retrouvons les origines et les causes de la gloire dont nous aimons à nous parer et des maux dont nous souffrons. Comme l'a dit éloquemment M. Taine, la France contemporaine date de là. Les retentissants succès des historiens de ce temps sont dus à cette disposition particulière et incontestable de l'esprit public.

Il est vrai que le talent de ces historiens n'a pas peu aidé à la former, non seulement leur talent, mais encore et surtout, leur inépuisable patience. On peut dire qu'avant eux et sauf quelques rares exceptions qui ont immortalisé les noms de Chateaubriand, d'Augustin Thierry, de Michelet, l'histoire telle qu'on nous la présentait n'avait ni vie ni lumière. En lui imprimant une autre allure, les historiens contemporains et les auteurs de mémoires en ont répandu le goût, les premiers par le constant

souci de vérité dont ils se sont montrés animés, les seconds par leur témoignage.

C'est grâce aux uns et aux autres que nous connaissons, en tous leurs détails, les événements de ce siècle ; que la diplomatie et les guerres de la Révolution sont en quelque sorte percées à jour ; qu'en étudiant les événements, nous avons du même coup pénétré l'âme des acteurs. Les récits de M. Albert Sorel, par exemple, nous en ont plus appris sur la propagande révolutionnaire, à travers le monde, que tous les travaux de ses devanciers, et nous ne connaissons complètement Napoléon Ier que depuis que nous l'avons vu à travers les mémoires de ses contemporains ou les belles études d'Albert Vandal, de Frédéric Masson, d'Henry Houssaye et de quelques autres.

Il est donc vrai de dire qu'en ces dernières années, la science historique s'est transformée, grâce aux efforts des hommes qui ont entrepris de remuer la poussière du passé pour nous le mieux faire voir.

Où est-elle cette poussière vénérable et sacrée? Elle est dans les dépôts de nos archives publiques; elle est dans les chancelleries étrangères, dans les papiers de famille, conservés pieusement par ceux à qui ils ont été transmis et qui, de temps en temps, en livrent à la publicité des fragments. Aux affaires étrangères, les papiers que Louis XVIII rapporta de son long exil forment cent un volumes infolio, — le Fonds Bourbon — où tout est lumière pour l'histoire de la Révolution. Aux Archives nationales, les dossiers des émigrés sont innombrables. Dans les archives départementales, on trouve en tas des documents analogues non moins précieux. A Saint-Pétersbourg et à Moscou, le fonds français se compose de milliers de pièces. Il y en a autant en Espagne, aux archives de Simancas. Et, de même, en Allemagne et en Italie, où notre histoire est écrite documentairement en des recueils formés de pièces authentiques et autographes.

Cette poussière glorieuse, j'ai passé plu-

sieurs années de ma vie à la remuer. J'ai raconté en maints ouvrages ce que j'y avais trouvé. J'essaye aujourd'hui de résumer dans les pages qui suivent quelque chose de ce qu'y ont trouvé les autres. Tableaux rapides, inspirés par les épisodes du jour ou analyses concises d'ouvrages suggestifs et lumineux, ce petit livre n'a d'autre prétention que celle d'avoir condensé des faits d'un haut intérêt historique. Mais, même en cette forme modeste, y trouvera-t-on peut-être quelques-uns de ceux que doit connaître quiconque aime l'histoire.

E. D.

POUSSIÈRE DU PASSÉ

PARIS PENDANT LA RÉVOLUTION

Plus on étudie la période antérieure à 1789, plus on reste convaincu que les réformes accomplies sous le règne de la Révolution se préparaient quand elle éclata ; qu'elles se seraient faites sous la monarchie comme elles se firent sous la République, mais sans coûter à la France ni tant de sang, ni tant de pleurs. Elles se préparaient de longue main ; l'action du temps les avait mûries ; leur subite floraison fut moins le résultat du choc formidable qui se produisit entre une aristocratie épuisée et une démocratie naissante que la conséquence de nécessités antérieures, progressivement accrues, qui devaient tôt ou tard s'imposer sans qu'il fût besoin, pour les rendre plus légitimes et plus pressantes, de



la Terreur ni de ses crimes. Il y eut alors deux faits distincts, quoique liés ensemble par la logique des événements : en premier lieu, un besoin de rénovation sociale dont les manifestations conservèrent d'abord le caractère d'un mouvement libérateur et portèrent d'heureux fruits; en second lieu, un soulèvement d'immondes passions, successivement favorisé par la faiblesse et la complicité du pouvoir, par l'émigration de la noblesse, par la lâcheté des hommes d'ordre, qui stérilisa les conquêtes de la première heure, en façonnant la France en peu d'années au joug du plus terrible despote dont le nom ait figuré sur la longue liste de ses souverains. Voilà l'indéniable vérité qui domine le souvenir de tant de malheurs inutiles, et permet de comprendre par quelle suite de fatalités, des sanglants nuages voilèrent si vite la radieuse aurore qui se levait sur le monde.

Pendant bien des années encore, ce sera un grand sujet de contestation et de disputes que de décider si, comme le prétend l'école révolutionnaire, la Terreur fut la sanction nécessaire de l'admirable évolution de 1789, ou si, comme nous le croyons, elle ne servit qu'à compro-

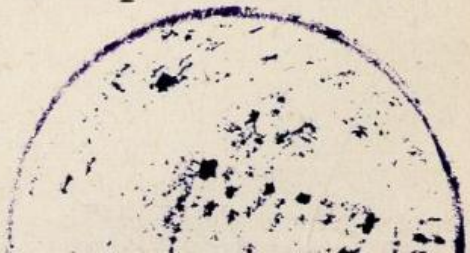
mettre les progrès réalisés ou au moment de l'être. Ce grave débat reste entier devant l'avenir qui prononcera. Mais ce qu'on ne saurait contester, c'est que de toutes les réformes de la Révolution, les seules qui lui aient survécu, sont justement celles qui s'annonçaient comme certaines à la veille de 1789 ; que les autres sont, pour la plupart, demeurées en chemin, soit qu'elles aient été trop brutalement imposées au pays hors d'état d'en jouir, soit qu'en les noyant dans le sang, la Terreur les lui ait rendues odieuses. Le temps, on l'a dit souvent, ne conserve que ce qui s'est fait avec son concours. Aussi, de la Révolution, ne possédons-nous que ce qui s'était lentement préparé, au gré des circonstances et des besoins quotidiens, et vivons-nous, un siècle après elle, sur un programme non encore exécuté, sur des principes quotidiennement contestés. Ce résultat va frapper au point sensible ceux qui avaient trop attendu de la Révolution et oublièrent qu'entre l'apparition et la réalisation d'une idée, il faut, pour la rendre féconde, « que se placent, selon la parole de Humboldt, les vastes intervalles du lieu et du temps. »

Au surplus, qu'elle ait été un moyen d'impulsion, ou, au contraire, un obstacle à tout salutaire progrès, l'action de la Terreur, son influence, ses résultats ont tenu trop de place dans l'ère révolutionnaire, et, par voie de conséquence, dans la société contemporaine, pour qu'il soit aisé de renoncer à en étudier les convulsions. Ce besoin de la serrer de près, de la pénétrer de tous côtés, d'aller, qu'on nous passe l'expression, jusqu'à son cœur, s'est imposé à tous les historiens qui ont tenté de décrire les vicissitudes et les grandeurs nationales depuis un siècle. Les uns l'ont flétrie avec éloquence, les autres l'ont célébrée comme une période d'héroïsme et de gloire. Il nous paraît plus intéressant et plus utile de la juger de sang-froid, de la fouiller dans ses ressorts cachés, de rechercher comment « soixante brigands, pour nous servir du langage de Mercier, ont pu couvrir la France de sang et de deuil, et dominer dans Paris cinq cent mille hommes, témoins de leurs forfaits et trop dépourvus de courage pour s'y opposer ».

Il n'est pas de documents plus propres à faciliter cette tâche que ceux qu'a mis en œuvre

M. Adolf Schmidt dans son ouvrage : *Paris sous la Révolution*. Autorisé à une époque ancienne déjà à copier au Dépôt des archives nationales, où ils sont conservés et tenus à la disposition des érudits, les rapports de la police révolutionnaire, le savant professeur d'histoire de l'Université d'Iéna s'était d'abord contenté de les publier sans commentaires. Plus tard, il a voulu en tirer un meilleur parti ; c'est en les prenant pour guide, mais en s'aidant aussi d'autres documents, qu'il a écrit l'étude traduite par M. Paul Viollet, et dont le premier volume forme sous ce titre : « Affaires politiques, » un tout complet, absolument indépendant des sujets traités dans les deux autres, consacrés aux affaires sociales et aux affaires religieuses.

Ce qui ressort clairement du travail dont nous nous occupons, c'est que si la Révolution fut spontanée et irrésistible dans ce qu'elle eut de généreux et de fécond, la Terreur, au contraire, n'étendit sur la France son règne odieux que par suite de l'audace de quelques énergumènes prompts à appliquer leurs criminelles théories et grâce aussi à la lâcheté de leurs contemporains. Il n'y a pas, dans l'histoire, d'exemple d'une na-



tion poussant au même degré que la France, à cette époque, l'oubli de sa force et l'abandon de ses droits. Les enragés, comme on les appelait, puisèrent leur puissance non dans leur courage, mais dans l'abstention et la mollesse de la grande majorité du peuple de Paris. Dès 1790, les autorités municipales étaient dans la nécessité de reconnaître que les agitateurs appartenaient à la catégorie des gens sans patrie, sans asile et sans aveu. Cet état de choses rapidement s'aggrava. Aux plus mauvais jours de la Terreur, le nombre des chefs du mouvement, héros des cafés, orateurs ordinaires des clubs et des sections, membres du comité central, ne s'élevaient pas au-dessus de deux cents. C'était toujours eux qu'on voyait aux Tuileries, aux Feuillants, au Palais-Royal, aux Champs-Élysées, aux boulevards, sur tous les points qu'ils avaient conquis pour en faire le théâtre de leurs ardentes forfanteries. Autour de deux ou trois d'entre eux, se groupaient souvent des modérés qui se laissaient contraindre à applaudir aux motions les plus incendiaires, alors que d'un mot, ils auraient pu les étouffer, et qui arrivèrent à subir docilement un joug qu'ils maudissaient.

L'influence des agitateurs commença à s'exercer en octobre 1789, quand la Constituante eut commis l'irréparable faute de rentrer dans Paris. Mirabeau ne tarda pas à élever contre eux des accents vengeurs. « Nous démasquerons les coupables, disait-il au nom de l'administration départementale, et nous apprendrons au peuple que si la plus importante de nos fonctions est de veiller à sa sûreté, son poste est celui du travail fécondé par la paix, de l'industrie active et des vertus domestiques et sociales. » Il flétrissait ensuite les auteurs des troubles, « ces mauvais citoyens, ennemis du peuple, instigateurs des plus grands crimes ». Paris comptait alors cent cinquante mille gardes nationaux et cent soixante mille électeurs, ayant tous ou presque tous « une propriété, un mobilier quelconque », désireux de conserver ce qu'ils possédaient. Rabaud Saint-Étienne déclarait qu'il y avait à Paris dix-sept personnes contre une, intéressées à défendre les propriétés, ce qui permet d'évaluer à quelques milliers d'hommes seulement l'armée terroriste.

La grande majorité de la population partageait donc les sentiments de Mirabeau et aurait pu,

avec un peu d'énergie, avoir raison des enragés; elle l'aurait pu d'autant mieux que ceux-ci ne brillaient pas toujours par le courage et ne se montraient téméraires qu'autant qu'ils avaient affaire à des timides. Mais aucune tentative ne fut essayée pour arriver à ce but. Le parti de l'ordre ne déploya qu'une insigne lâcheté; il gémissait, se désolait et redoutait l'action; il ne sut pas barrer le chemin aux agitateurs et l'anarchie se déchaîna. C'est alors que la calomnie put faire son œuvre, et qu'aux Jacobins d'abord, dans d'autres clubs ensuite, s'élevèrent des chaires publiques de diffamation, ouvertes à des orateurs qui avaient pris à tâche d'avilir tout ce qui, en France, était revêtu de quelque autorité : le roi, les tribunaux, les administrateurs, les généraux, et qui s'attaquèrent même aux citoyens les plus inoffensifs.

Tels furent les préludes de l'échafaud. Bientôt l'audace de ces malfaiteurs, ne rencontrant pas d'obstacles, ne connut plus de bornes. La tribune leur envoya des encouragements. On leur apprit que s'il faut obéir à la loi, c'est seulement quand la loi ne blesse pas l'opinion publique. On leur prêcha beaucoup d'autres doctrines non

moins révolutionnaires. Ils les reçurent de la bouche de leurs chefs, s'en emparèrent, les répétèrent, semant autour d'eux la peur. « On a vu dans les clubs, a écrit Stendhal, que toute société qui a peur est à son insu dominée par ceux de ses membres qui ont le moins de lumière et le plus de folie. » C'est ce qui arriva. Les terroristes formaient une infime minorité dans laquelle des étrangers, des aventuriers de tous les pays, tenaient une grande place. Ils purent cependant perpétrer les crimes les plus abominables, par suite de l'effroi de la majorité qui s'éloigna, ou en fut le témoin inerte et curieux. Elle n'osait même pas voter. Les divers scrutins qui eurent lieu en 1791, en 1792 et en 1793, soit pour l'élection d'un maire, soit pour l'élection d'un commandant de la garde nationale, ne purent réunir jamais plus de quinze mille électeurs, alors qu'on n'en comptait pas moins de cent soixante mille. « On croit que le peuple parle, disait alors Garat, et il n'y a qu'un petit nombre d'imposteurs qui aient parlé. »

L'action de la Commune, après le 10 août, apporta aux terroristes un nouvel appui. Les hommes d'ordre placèrent un moment leur es-

poir dans les protestations des départements, attendant d'eux un secours; mais cet espoir ne se réalisa pas. Une poignée de brigands et de fous resta triomphante en face d'une immense armée de braves gens affolés par la peur. Dès ce jour, les forfaits ne se comptèrent plus et furent sans exception le résultat non de mouvements populaires publiquement provoqués, mais de conjurations secrètes. C'est ainsi que les forcenés qui régnaient dans Paris se substituèrent peu à peu aux légitimes détenteurs de la force publique, et dominant par la Commune la Convention elle-même, qui, selon la belle image de M. de Serre, ne vota plus que sous les poignards, ils étendirent sur la France leur despotique et sanglant pouvoir, dont la chute de la Gironde marqua l'apogée. Le 31 mai, le 1er et le 2 juin 1793, ils eurent pour complice une masse facilement conduite, aveuglément et lâchement obéissante à leurs ordres, accoutumée déjà à favoriser, à commettre même le mal qu'au fond elle ne voulait pas et à se laisser asservir par la peur.

Les chefs des terroristes ne se méprenaient pas aux causes réelles de leur influence. Ils savaient bien que, parmi la foule qui les suivait, la

plus grande part leur était hostile, et qu'ils ne la dominaient que par l'effroi. Aussi conservaient-ils prudemment autour d'eux, comme une garde civique, les sans-culottes qui s'étaient faits l'instrument de cette domination. Lorsque, le 31 mai, Barrère demandait qu'une partie de la garde nationale fût envoyée aux frontières, Robespierre lui répondait : « Les patriotes parisiens ont mieux à faire; ils ont à défendre la citadelle de la Révolution, et les citoyens intègres et purs qui conduisent le char révolutionnaire. » La domination des minorités, voilà ce qui caractérise ce temps. Elle s'exerça jusqu'au bout avec une si puissante énergie que, même après le 9 thermidor, les Jacobins purent continuer à payer d'audace, forts du contingent de prolétaires, qui peu à peu s'était rallié à eux. Lorsque la Convention commença à secouer le joug qu'elle avait si longtemps subi, et frappa les sinistres personnages dont la dictature pesait sur elle, on put lui dire avec raison qu'elle punissait des excès encouragés ou couverts par ses votes.

Un simple trait permettra de mesurer la faiblesse et la pusillanimité du parti de l'ordre. Le jour même où Robespierre et ses complices fu-

rent mis en arrestation, des victimes innocentes étaient, comme les jours précédents, conduites à l'échafaud. Les ordres d'Hanriot séparèrent de leur escorte ordinaire les charrettes qui transportaient ces malheureux. Les exécuteurs, las de leur horrible besogne, discernant les sentiments du peuple qui remplissait les rues, lui firent clairement comprendre qu'ils seraient heureux qu'on leur fît violence pour arracher les condamnés à leur sort. Mais aucun des spectateurs n'osa donner le signal d'une virile et sainte révolte; la peur avait si bien stérilisé le courage dans les âmes qu'ils assistèrent silencieux et inertes au défilé du lugubre cortège, et que, Robespierre déjà désarmé, les ordres de ses sicaires furent exécutés.

Assurément, il n'est rien dans un fait semblable qui soit nouveau. Ces honteuses défaillances se retrouvent dans toutes les révolutions; elles n'en sont pas moins incompréhensibles. Elles furent le trait dominant de la Terreur, comme elles devaient être, quatre-vingts ans plus tard, le trait dominant de la Commune insurrectionnelle.

En 1871 comme en 1791, il suffit d'une poignée d'agitateurs, secondés par un petit nombre d'au-

dacieux bandits, la lie de l'Europe, pour égarer une garde nationale composée en grande partie de braves gens excités et crédules, affolés par les souffrances et les énervements du siège, pervertis à peu de frais, qui se laissèrent conduire comme un troupeau jusqu'aux plus exécrables forfaits, et pour faire reculer le parti de l'ordre dont l'énergie, en dépit de quelques efforts isolés, ne se prolongea pas au delà des premiers jours de ces sanglantes saturnales. Les Parisiens, dominés par la peur, méconnaissant les ressources qui leur restaient encore, même quand leurs chefs les eurent abandonnés, laissèrent le comité central et la Commune les envelopper peu à peu dans le réseau de leur tyrannie et favorisèrent le triomphe de l'insurrection en renonçant trop aisément à la combattre.

Les victimes elles-mêmes perdirent jusqu'à la volonté d'un effort qui les eût sauvées; les tragiques péripéties qui se déroulèrent dans les prisons de la Commune, à l'heure même où, prête à disparaître, elle portait ses plus terribles coups, constituent la preuve saisissante de la vérité de ces allégations. Maxime du Camp en a trop éloquemment ressuscité les émouvants souvenirs

pour qu'il y ait lieu d'y insister. Ce qu'il importe d'en retenir, c'est que les otages, à de rares exceptions près, se résignèrent aussi vite à la mort que les victimes qui montèrent sur l'échafaud le 9 thermidor, en y devançant Robespierre. A deux époques par plus d'un point dissemblables, nous constatons le même fait : la terreur exerçant son empire sur la majorité, y choisissant impunément et librement ses victimes et la réduisant en peu de temps à la plus lamentable impuissance.

Du moins, en 1871, le règne des brigands fut-il de courte durée. Possédant autant de moyens d'action que leurs aînés, ils n'eurent pas leur génie et ne leur ressemblèrent que par l'infâme cruauté de leurs excès. L'armée de la France, réorganisée rapidement, vint délivrer Paris ; la tragédie terminée, les acteurs disparurent, les uns châtiés par la mort, les autres fugitifs. Mais, sous la Terreur, l'armée était aux frontières, défendant héroïquement la patrie, rachetant par sa vaillance les forfaits des terroristes ; et ceux-ci furent les maîtres pendant de longs mois. On croit rêver en constatant que, durant cette période, pas une voix ne se fit entendre pour

protester contre leurs crimes ; que pas une tentative ne fut faite pour essayer de les arrêter. L'échafaud à Paris et ailleurs, les mitraillades à Lyon, les noyades à Nantes poursuivirent leur œuvre de destruction, tandis que la France regardait défiler, impassible ou indifférente devant le spectacle du sang innocent versé à flots, le long cortège de ces inoubliables forfaits.

Voilà ce qu'établit avec une netteté saisissante le curieux ouvrage dont nous parlons. L'œuvre révolutionnaire n'y gagne rien, bien au contraire, car en présence de ces pages accusatrices, il devient singulièrement difficile d'établir que la Terreur peut se justifier par les périls que la France courait au dehors. Comment nier, en effet, que ces périls eussent été plus efficacement conjurés par l'union de tous les bons citoyens et qu'ils furent aggravés par les excès des terroristes ? On peut donc conclure de ces faits que, quelle que soit la cause apparente de ces grands courants anarchiques qui se forment parfois à travers les nations et les livrent aux plus horribles désastres, ils trouvent leur principale raison d'être dans la pusillanimité d'une partie des citoyens, lesquels, défenseurs naturels de l'ordre, désertent le com-

bat dès la première attaque. Ce qui est plus grave cependant, ce qui est de nature à altérer la confiance naturelle du pays dans les classes qui le dirigent ou prétendent le diriger, c'est que ce qui s'était déjà vu de 1791 à 1794 ait pu se reproduire en avril et en mai 1871.

Serait-il donc vrai que les hommes ne se corrigent pas ? Serait-il vrai que l'expérience des anciens ne sert pas aux nouveaux et que les défenseurs de la paix, de la sécurité, du travail sont, dans le présent comme dans le passé, incapables des salutaires et viriles résolutions par lesquelles les peuples dominent et détruisent les dangers qui les menacent? Il apparaîtra aisément à ceux qui nous lisent que le seul fait qu'une telle question puisse être posée n'est pas pour éveiller dans nos imaginations et dans nos cœurs, quand nous envisageons l'avenir, un très vif espoir de voir l'anarchie perdre définitivement ses défenseurs. Il faudrait cependant que les modérés s'accoutumassent à la lutte; qu'instruits par l'exemple du passé, ils songeassent à se convaincre qu'ils sont les plus forts, étant les plus nombreux, qu'ils comprissent enfin que si, dans les temps troublés que nous traversons, ils n'é-

lèvent pas de solides barrières entre eux et le loup, le loup les dévorera. Nous ne pensons pas qu'il y ait une moralité plus significative que celle-ci à tirer de la lecture des documents à l'aide desquels M. Adolf Schmidt a composé son livre.

LE 22 SEPTEMBRE 1792

Les historiens ont, mainte fois, agité la question de savoir combien de Grandes Journées avait comptées la Révolution. Mais ils ne se sont pas toujours mis d'accord. L'ancien constituant Rœderer, dont le calcul est d'ailleurs erroné, en comptait quatorze, du 14 juillet 1789 au 18 Brumaire. Un écrivain contemporain, M. de Lescure, en a compté dix-sept. D'autres en ont trouvé dix-huit. Mais, quel que soit le nombre précisé par ceux-ci ou par ceux-là, aucun n'y a compris cette journée du 22 septembre 1792, dont la ville de Paris a voulu célébrer le centenaire.

C'est que, en effet, cette date, par elle-même, ne rappelle rien que le décret de la Convention, qui décida que ses actes de ce jour-là seraient datés du premier jour de l'an 1^er^ de la République française. Ce décret lui-même ne fut que la consé-

cration officielle de celui qui, la veille, avait proclamé l'abolition de la royauté. C'est donc plutôt le centenaire du 21 septembre qu'il faudrait célébrer. Et encore pourrait-on objecter que le décret qui abolissait la royauté n'était que la suite logique des événements.

En fait, la royauté était abolie depuis l'arrestation de la famille royale à Varennes. Depuis ce jour, le Roi était prisonnier dans son palais et n'était plus obéi. Le 20 juin, le peuple était venu le menacer aux Tuileries ; le 14 juillet, jour de la fête de la Fédération, il avait dû se laisser traîner au Champ-de-Mars et prêter serment à une Constitution qui le dépossédait de tout pouvoir. Enfin, le 10 août, obligé de fuir devant les bandes furieuses qui prenaient d'assaut la demeure royale, en massacrant ses défenseurs, il s'était réfugié à l'Assemblée nationale et n'en était sorti, lui et les siens, que pour être enfermé dans la Tour du Temple.

Entre temps avaient lieu, dans les prisons, ces horribles massacres qui ont marqué les premières journées de septembre d'un stigmate ineffaçable. Ces massacres, le roi prisonnier, le tribunal révolutionnaire commençant à fonction-

ner sous le nom de Tribunal criminel, c'est bien là le début de la Terreur.

Ce qu'était Paris à cette époque, un témoin oculaire va nous le dire, le plus puissant évocateur du passé qu'ait eu le siècle actuel, Chateaubriand. Il écrit dans ses *Mémoires d'outre-tombe :*

« Paris n'avait plus, en 1792, la physionomie de 1789 et de 1790 : ce n'était plus la Révolution naissante, c'était un peuple marchant ivre à ses destins, au travers des abîmes, par des voies égarées. L'apparence du peuple n'était plus tumultueuse, curieuse, empressée : elle était menaçante.

« On ne rencontrait dans les rues que des figures effrayées ou farouches, des gens qui se glissaient le long des maisons afin de n'être pas aperçus, ou qui rôdaient cherchant leur proie : des regards peureux et baissés se détournaient de vous, ou d'âpres regards se fixaient sur les vôtres pour vous deviner et vous percer.

« La variété des costumes s'effaçait ; on avait endossé la casaque uniforme du monde nouveau, casaque qui n'était alors que le dernier vêtement des condamnés à venir.

« Les licences sociales manifestées au rajeunissement de la France, les libertés de 1789, ces libertés fantasques et déréglées d'un ordre de choses qui se détruit et qui n'est pas encore l'anarchie, se nivelaient déjà sous le sceptre populaire ; on sentait l'approche d'une jeune tyrannie plébéienne, féconde, il est vrai, et remplie d'espérances, mais aussi, bien autrement formidable que le despotisme caduc de l'ancienne royauté : car le peuple souverain étant partout, quand il devient tyran, le tyran est partout ; c'est la présence universelle d'un universel Tibère. »

Par bonheur pour la gloire de la France, on peut à cette ombre menaçante opposer une pure et radieuse lumière, à la France terrorisée par des fanatiques ou des scélérats, la France électrisée par la nécessité de se défendre contre l'invasion. Dès le 4 juillet, en présenee des dangers que créait à la patrie la marche sur nos frontières des armées coalisées, l'Assemblée nationale, sur la proposition de Vergniaud, développée en paroles de flammes par le véhément orateur, avait décidé que, lorsque le péril national deviendrait extrême, « le Corps législatif le déclarerait lui-

même par cette formule solennelle : « La patrie est en danger. » A cette déclaration, toutes les autorités, sur la surface du royaume, — on disait encore le royaume, — se mettraient en permanence.

Dans les jours qui suivirent, arrivèrent les plus graves nouvelles du théâtre de la guerre. Cinquante mille Prussiens avaient passé la frontière et marchaient sur Paris. Derrière eux s'avançaient, pour les appuyer, deux cent mille soldats, toutes les troupes de la coalition, et vingt mille émigrés. A ces armées, on n'avait à opposer que soixante et dix mille hommes à qui tout manquait, les vivres, les armes, l'argent. Les arsenaux étaient vides, le Trésor l'était aussi. Jamais grande nation ne connut plus effroyable détresse.

L'Assemblée nationale se décide à prononcer les paroles fatidiques : « La Patrie est en danger ! » Et tout aussitôt, s'ouvre l'ère héroïque. Le 22 juillet au matin, dans Paris, pour ne parler que de Paris, le tocsin sonne, le canon d'alarme retentit, tambours et trompettes, de toutes parts, se font entendre. Des gardes à cheval parcourent les rues. Ils portent des bannières aux couleurs éclatantes, sur lesquelles, en

lettres géantes, sont inscrits ces mots : « Citoyens, la patrie est en danger ! » Au milieu des places publiques, on a dressé des estrades décorées de piques que surmontent des bonnets phrygiens et des couronnes de chêne. Les membres de la municipalité y ont pris place derrière une table formée d'une planche posée sur des tambours. C'est là qu'on reçoit les enrôlements. Et de partout les volontaires se présentent. Patriotisme ou désir d'aller chercher dans les camps un abri contre l'horreur de vivre sous le poignard des assassins, le nombre en est considérable. Ils viennent, dès le soir, grossir les rangs des défenseurs de la patrie.

C'est alors qu'un des terroristes de demain, le bourreau le plus implacable de cette époque sanglante, Robespierre, écrit sur son journal ces paroles citées par l'un de ses apologistes : « Notre cause ! Que les peuples de la terre la jugent ! Ou si la terre est le patrimoine de quelques despotes, que le ciel lui-même en décide ! Dieu puissant, cette cause est la tienne. Défends toi-même ces lois éternelles que tu gravas dans les cœurs et absous ta justice accusée par les malheurs du genre humain. »

Le lendemain de Valmy, le roi de Prusse, sur le conseil de Brunswick, songe à demander la paix. Sous prétexte de traiter de l'échange des prisonniers, il envoie aux généraux Dumouriez et Kellermann un de ses aides-de-camp, l'adjudant général colonel Manstein. En réalité, le négociateur est chargé de s'enquérir des conditions de la paix. Pour commencer, il énumère celles des alliés. Elles se formulent ainsi :

1° Le roi de Prusse et ses alliés désirent traiter de la paix avec Louis XVI ;

2° Le Roi et ses alliés désirent que, à l'avenir, les Français s'abstiennent de toute propagande révolutionnaire ;

3° Ils désirent, avant toute chose bien entendu, que la liberté soit rendue à Louis XVI.

— C'est trop tard ! répond Dumouriez.

L'avant-veille de ce jour, en effet, la Convention a proclamé l'abolition de la royauté.

Au mois d'août, avaient eu lieu les élections pour la Convention, à laquelle l'Assemblée législative, élue en 1791 et réduite à l'impuissance, avait décidé de transmettre ses pouvoirs. Mercier, dans ses Tableaux de la Révolution, dit de cette Assemblée législative, si vite devenue caduque :

« Elle a renversé l'édifice de la monarchie, mais elle n'ose y rien substituer. Dans la personne d'un monarque, elle attaque tous les rois de l'univers. Mais cet effort sublime épuise son énergie ; elle présente à la France la royauté abattue, mais elle n'a point le courage de prononcer le nom de république. »

Aux termes des décrets qui avaient décidé sa formation, la Convention nationale devait se réunir le 21 septembre. La veille, elle tint aux Tuileries, dans la salle des Cent Suisses, à deux pas de celle où siégeait encore l'Assemblée législative, une séance préparatoire, et choisit pour président Pétion, l'ancien maire de Paris. Il fut nommé le lendemain, à l'ouverture de la séance officielle.

Cette séance avait attiré une immense foule. Les tribunes étaient pleines de gens ardents et bruyants. Une motion de remerciements à l'Assemblée législative fut d'abord écartée par la question préalable. Quelqu'un fit observer qu'on ne devait pas de remerciements à ceux qui n'avaient fait que leur devoir. Cette décision malveillante n'empêcha pas l'Assemblée législative de solliciter l'honneur de complimenter la

Convention. Son président, François (de Neufchâteau), se présenta, suivi de ceux de ses collègues qui n'avaient pas été réélus. Le président nouveau et l'ancien échangèrent des congratulations en paroles boursouflées et banales. Mais c'étaient là des formalités qui furent vite jugées superflues. Il fallut y couper court. Girondins et Montagnards avaient hâte de passer aux discussions sérieuses. Ils ne se doutaient pas qu'elles allaient, en quelques mois, devenir tragiques et, parmi les sept cent quarante-neuf membres siégeant ce jour-là, en envoyer une centaine à la mort.

Couthon eut le premier la parole : « Jurons tous, s'écria-t-il, la souveraineté du peuple. » Et, faisant allusion à ce qui se disait d'un triumvirat composé de Robespierre, Danton et Marat et de leur dessein de s'emparer du pouvoir, il ajouta : « Votons une exécration égale à la royauté, à la dictature, au triumvirat. »

Danton lui succéda. Comme pour désavouer par avance les actes violents auxquels il devait, à si bref délai, s'associer, il dit : « Abjurons ici toute exagération, déclarons que toutes les propriétés territoriales, individuelles et in-

dustrielles seront éternellement respectées. »

La première partie de la motion fut seule votée. A la seconde on substitua cette disposition : « La Convention nationale déclare que la sûreté des personnes et des propriétés est sous la sauvegarde de la nation. » Ce fut le tour de Manuel. « Avant tout, vociféra-t-il, nous devons nous prononcer sur l'existence du trône. » Des acclamations s'élevèrent sur les bancs de la Montagne. Collot d'Herbois, au milieu des applaudissements, appuya Manuel.

Et comme quelques voix réclamaient timidement un peu moins de hâte, l'évêque constitutionnel Grégoire fit entendre ces paroles : « Les rois sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique... L'histoire des rois est le martyrologe des nations. » Il développa haineusement cette double idée en accusant Louis XVI de forfaiture et, pour finir, il présenta la motion suivante : « La Convention nationale décrète que la royauté est abolie en France. » Aucun conventionnel ne se leva pour protester. Dans les clameurs ardentes des représentants, auxquelles se mêlaient celles des spectateurs, la motion fut votée. La peur avait éteint le courage; la

peur et aussi la certitude de l'inutilité des protestations.

Dans l'après-midi du même jour, tandis que Paris tremblait devant la violence des manifestations populaires, un officier de la municipalité de Paris, escorté par des gendarmes et suivi d'une foule hurlante, alla donner lecture, sous les croisées du Temple, du décret de la Convention. Le Roi lisait quand retentirent les trompettes. Il ne bougea pas. Son âme était déjà cuirassée contre les émotions. Dix-huit jours avant, de la même place, il avait pu voir, au bout d'une pique, la tête de la princesse de Lamballe.

Cependant, on avait oublié de proclamer la République. Ce fut fait le lendemain 22 septembre, sur la proposition de Billaud-Varennes. A cette heure tragique, l'âme de Paris et de la France battait-elle à l'unisson de l'âme de la Convention? On en peut douter. Les plus violents en doutaient eux-mêmes.

— Tout le peuple de France est contre nous, s'écriait Robespierre jeune au club des Jacobins. Notre unique espoir repose sur les citoyens de Paris.

Et un membre du club, Defieu, répondait :

— Frères et amis, ne vous fiez pas trop à cette dernière espérance. Il n'est que trop certain qu'à Paris même nous aurions le dessous, si le scrutin était secret.

LA DIPLOMATIE DE LA RÉVOLUTION

La diplomatie de la Révolution fut quelque peu excentrique et bohème, ce qui s'explique aisément. Tout l'ancien personnel, gardien des traditions, élevé à l'école des grands diplomates du dix-huitième siècle, était dispersé : les uns émigrés et proscrits, les autres guillotinés ou massacrés. Presque partout, les relations de la France avec les gouvernements étrangers s'étaient refroidies ou relâchées : l'Europe nous tenait en défiance. Dès l'arrestation du Roi à Varennes, elles furent brisées. Dans toutes les capitales nos représentants se virent congédiés par les souverains auprès desquels ils étaient accrédités.

Trois États seulement continuèrent à entretenir avec nous des rapports officiels : deux républiques, la Suisse et les États-Unis, et, chose incroyable, une monarchie, l'Espagne, où ré-

gnaient des Bourbons. Ceux-ci ne les cessèrent qu'en apprenant la mort de Louis XVI. Mais, deux ans après, ils s'empressaient de les reprendre, justifiant ainsi cette qualification infligée à l'Espagne par un orateur anglais : « Elle est devenue le fief du régicide. »

Il n'est pas étonnant qu'en de telles conditions, le corps diplomatique français, durant la période révolutionnaire, ait laissé à désirer. Il était à l'image des singuliers ministres que le gouvernement déléguait aux affaires étrangères, et aussi peu digne de confiance et de respect que ce gouvernement lui-même. Il ne commença à revêtir d'autres allures que lorsque Talleyrand prit la direction des affaires extérieures.

Les membres du Directoire qui l'y avaient appelé croyaient le tenir et le dominer. Mais il eut vite fait de se dérober à leur influence. Prévoyant la fortune de Bonaparte, il s'appuya sur lui. En même temps, il s'appliquait à reconstituer un corps diplomatique. Parmi les hommes qu'il trouvait sous sa main, il prit ce qu'il y avait de mieux.

De certains généraux il fit des diplomates. Puis, à mesure qu'il se rendait plus indépendant, il étendit ses choix jusque parmi des émigrés ren-

trés. Peu à peu, la France eut au dehors, partout où à l'état de guerre succédait l'état de paix, des représentants dignes d'elle. Mais ce fut une œuvre longue et laborieuse. En fait, ce n'est que de l'avènement de l'Empire que date, à proprement parler, la réorganisation définitive de la diplomatie française.

Il en résulte que, durant toute la période où elle avait vécu au jour le jour, sans hommes de valeur, sans terrain pour exercer son action, sans but appréciable et tout à fait en désarroi, son histoire se ressentit des circonstances et des crises au milieu desquelles elle fut appelée à vivre. Elle fut véritablement une diplomatie d'aventure et de hasard, et, par-dessus tout, tant que dura la Convention, un instrument de propagande révolutionnaire, sans cesse employé à déjouer les vues politiques des princes français et des émigrés.

Cependant, en dépit de cette décadence accidentelle, son histoire offre presque toujours le plus passionnant intérêt. Ce n'est que là qu'on peut suivre jusqu'en ses dessous les plus cachés l'effroyable lutte de la Révolution contre l'ancien régime, les efforts désespérés de l'émigra-

tion, l'égoïsme des cabinets étrangers, leur lâcheté même. Le grand tort des premiers historiens de ces temps, c'est de s'être désintéressés de l'histoire diplomatique. On peut mesurer tout ce qui manque à leurs récits, depuis que leurs successeurs ont mis la main dans nos archives. Des livres tels que ceux de Sybel ou d'Albert Sorel sur la diplomatie de 1789 à 1804 nous en apprennent plus que les apologies de la Révolution, devenues classiques, grâce au nom de leurs auteurs.

C'est un livre de ce genre que, sous ce titre : *L'Ambassade française en Espagne pendant la Révolution*, nous devons à M. Geoffroy de Grandmaison, déjà connu par un savant travail sur la Congrégation de 1801 à 1830, dont le comte Albert de Mun a écrit la préface. Notre auteur a abordé son sujet sans se préoccuper outre mesure des travaux antérieurs. Il ne s'est servi que de documents originaux, c'est-à-dire de ce que renferment nos archives, si riches et si longtemps négligées. Et, de ce chef déjà, son livre est avant tout un livre de vérité. Il est, en outre, un livre attachant au plus haut degré, non seulement en raison de ce qu'il contient de nouveau

et de révélateur, mais encore parce que une large part y est faite à l'anecdote, aux épisodes accessoires, à tout ce qui, dans une œuvre de cette nature, fait la lumière sur les passions déterminantes des faits.

La cour d'Espagne, dont l'histoire est éminemment suggestive, soit qu'on remonte au temps de Charles-Quint et de Philippe II, soit qu'on s'en tienne à l'époque moderne, n'offrit jamais plus piquant tableau que sous Charles IV, en ces années qui vont de 1789 à 1807. Par les intrigues qui s'y nouent, les influences qui s'y exercent, les conséquences qui en résultent au point de vue général des affaires européennes, ce tableau peut être comparé à celui de la Cour des Valois ou à celui de la Cour de Catherine.

La Cour de Catherine avait eu Potemkin et Zoubof les deux types de favoris les plus complets qui se soient jamais dressés dans l'histoire. La Cour d'Espagne, sous le règne de Charles IV, époux de Marie-Louise de Parme, a Manuel Godoy, favori de cette reine qui, pour n'avoir pas possédé le même pouvoir que Catherine, n'en fut pas moins aussi dissolue qu'elle, sans qu'on puisse invoquer, pour voiler ses fautes, l'excuse de son

génie, — Manuel Godoy, pauvre cadet de province, garde du corps du Roi et que celui-ci, à l'instigation de Marie-Louise, fait successivement prince de la Paix, duc d'Alcudia, grand d'Espagne, premier ministre, chevalier de la Toison d'or, époux d'une de ses nièces, et accable, en son incroyable aveuglement, de tant d'honneurs et de faveurs, en y attachant de si gros traitements, qu'au terme de cette invraisemblable fortune commencée quand il avait à peine vingt-six ans, le favori possède une énorme richesse territoriale que grossissent, d'année en année, les fantastiques revenus de ses places.

La passion de la Reine pour Godoy s'affiche publiquement à partir de 1791. Bien qu'il « la batte et l'insulte », leur liaison se continue, à travers les incidents les plus dramatiques. Godoy lui doit de devenir tour à tour un grand patriote, l'arbitre de la paix, le généralissime des armées espagnoles. Elle est exploitée par Napoléon au profit de sa politique. Après avoir flatté Godoy, tant que celui-ci lui cède, il devient son ennemi quand le favori lui résiste, et, pour peser sur lui, écrit à Charles IV une lettre abominable où il lui dénonce les débordements de

la reine, lettre que, d'ailleurs, Godoy, très habilement, escamote au passage, avec la complicité du souverain dont la femme et lui-même trompent la confiance.

L'édifice magique élevé par le prince de la Paix s'écroule en même temps que la monarchie. Godoy, objet de l'exécration des Espagnols, proscrit par le gouvernement impérial, s'enfuit, se réfugie à Rome auprès de son roi et de sa reine, y vit avec eux sous le même toit, et, finalement, s'éteint à Paris, exilé de son pays, réduit à une pension de cinq mille francs qu'il doit à la générosité de Louis-Philippe.

Telle est la Cour auprès de laquelle se succèdent de 1789 à 1793 et de 1795 à 1804, les ambassadeurs dont M. Geoffroy de Grandmaison a entrepris de nous raconter les ambassades.

Ces ambassadeurs sont au nombre de neuf, en y comprenant le duc de Lavauguyon, qui était en place quand éclata la Révolution, et qui eut M. de Bourgoin pour successeur. Ce dernier, le 19 février 1793, un mois après l'exécution de Louis XVI et pour ce motif, reçut de Charles IV l'ordre de quitter Madrid. Après la paix de Bâle, se succèdent à Madrid, jusqu'à l'avènement de

l'Empire, sept envoyés français que je cite dans l'ordre de leur nomination : le général Pérignon, Truguet, devenu ensuite amiral ; Guillemardet, un inconnu ; Alquier, un diplomate de race ; Lucien Bonaparte, à qui son ambassade valut, dit-on, des présents estimés alors à cinquante millions ; le général Gouvion Saint-Cyr et le général de Beurnonville.

Il s'en faut que tous ces diplomates se soient trouvés aux prises avec les mêmes difficultés ni qu'ils aient déployé pour les résoudre les mêmes talents. Certains d'entre eux se montrèrent notoirement insuffisants, Pérignon surtout, qui fut au-dessous du médiocre, ce qui prouve une fois de plus qu'on peut être un vaillant soldat et un détestable négociateur.

Assurément, la situation était hérissée d'écueils. Placée entre les exigences de la France et celles de l'Angleterre, l'Espagne, bien qu'aux débuts de la Révolution, elle eût foulé aux pieds le pacte de famille, avait quelque peine à se décider à soutenir la politique française. Elle avait donné asile à des centaines de familles émigrées. Madrid était plein de gentilshommes proscrits. Un peu partout dans le pays, on comptait vingt mille prê-

tres insermentés, parmi eux d'illustres prélats.

Le prétendant, comte de Provence, avait un représentant à la Cour, le duc d'Havré, que l'ambassadeur de la République française rencontrait, ainsi que d'autres émigrés, à la table des ministres. Il aurait fallu à cet ambassadeur un tact, un sang-froid, une expérience qui manquaient à Pérignon. On peut dire que, du jour de son arrivée au jour de son départ, il ne cessa de patauger. Les pages que lui a consacrées notre auteur constituent un véritable roman comique et lamentable à la fois, mais un roman vrai et vécu, ce qui en double l'intérêt.

Il y a, notamment, une histoire à mourir de rire, le séjour, à Madrid, d'une aventurière, une certaine Jeanne Riflon, qui, dès son arrivée, s'empare en même temps de la confiance de Pérignon et de celle du duc d'Havré, devient la maîtresse du premier, l'Égérie du second, colporte de l'un à l'autre les secrets d'État, en les trahissant également au profit de Godoy, qu'elle rend infidèle à la reine et qui laisse d'Havré la présenter à la Cour.

Cette intrigante de haute envergure — ce n'est pas la seule fleur d'espionnage que produisit l'é-

migration — disparut un jour, non sans avoir dénoncé au gouvernement français les légèretés galantes de Pérignon qu'elle accusait de la calomnier, poussant l'audace jusqu'à demander des juges à Talleyrand lui-même, auquel elle écrivait : « Vous ne pouvez rejeter les prières d'un sexe que vous n'avez jamais maltraité !!! »

Il faut lire cette étonnante aventure dans M. Geoffroy de Grandmaison, et bien d'autres encore, desquelles on peut dire, d'ailleurs, qu'elles ne diffèrent guère de tout ce que l'histoire de l'Émigration nous a déjà révélé en ce genre. J'en ai moi-même, dans mes ouvrages sur ce sujet, raconté quelques-unes, et dans mes notes, j'en conserve encore plusieurs non moins surprenantes, étroitement liées, en dépit de leur caractère futile et léger, aux événements les plus graves de cette époque. Ainsi, constamment dans l'histoire, le comique se rencontre avec le tragique, sans qu'il soit possible de les séparer, si l'on veut être complet et vrai.

LA STATUE DE DANTON

Robespierre, Danton, Marat composent la trinité sinistre qui domine la Terreur. Marat par sa plume, et Danton par sa parole, la préparèrent. Robespierre la dirigea. Leur responsabilité, à tous trois, est égale devant l'histoire. Mesurés à la hauteur de leurs forfaits, ils dépassent tout ce qui les entoure, les plus fameux acteurs de la Révolution, ceux qu'a flétris la postérité aussi bien que ceux qu'elle a absous.

Ils ont cependant trouvé des défenseurs et des apologistes, lesquels, non contents de plaider les circonstances atténuantes, ont osé arguer de la légitimité des crimes accomplis ; et bien que Danton, pour ne parler que de celui-là, reste, quoi qu'on ait dit, l'inspirateur et l'approbateur des hécatombes de Septembre, on lui a élevé une statue, non loin des lieux où

tombèrent sous la massue des assommeurs payés à tant par jour des centaines de victimes innocentes. Jamais plus injurieux défi ne fut jeté à la vérité, à l'histoire, au bon sens.

La participation du ministre de la justice de 1792 aux massacres de Septembre n'est pas douteuse. Les historiens les moins hostiles à sa mémoire l'ont reconnue, et les preuves en sont abondantes. Voici d'abord quelles paroles, dans la soirée du 27 août, il fait entendre à la Convention : « C'est par une convulsion que nous avons renversé le despotisme ; ce n'est que par une grande convulsion nationale que nous ferons rétrograder les despotes. On a fermé les portes de la capitale, on a eu raison. Il était impossible de se saisir des traîtres. Mais, y en eût-il trente mille, il faut qu'ils soient arrêtés demain. Nous vous demandons de nous autoriser à faire des visites domiciliaires. »

Les visites domiciliaires ont lieu dans la nuit suivante. Elles ne sont qu'une longue suite de vols, d'exactions, de pillages. Trois mille citoyens sont arrêtés. En présence du péril créé par la marche sur Paris de l'armée de Brunswick, une telle mesure serait légitime si elle ne

visait que les espions et les traîtres. En réalité, on n'arrête que des innocents, qui vont remplir les prisons et fourniront, quelques jours plus tard, des victimes aux massacreurs.

Le 2 septembre, à la fin du jour, le tocsin sonne dans Paris.

— C'est le tocsin de la victoire, s'écrie Danton. Et comme celui à qui il s'adresse lui fait part du bruit public qui montre les prisonniers au moment d'être égorgés, il répond : — Je me f... des prisonniers. C'est nous qui devions tous être égorgés cette nuit. On avait fourni à ces coquins d'aristocrates qui sont dans les prisons des armes à feu et des poignards. Le peuple, instruit à temps et irrité, veut faire justice lui-même.

Tout était mensonge dans cette réponse. Les aristocrates étaient sans armes. Les visites domiciliaires n'avaient fait découvrir que deux mille fusils dans tout Paris. Quant au peuple, il songeait si peu à se faire justice lui-même que les assommeurs furent recrutés parmi la plus basse lie de la population. Mais il fallait un prétexte. Danton en trouva deux : la colère populaire et les prétendus complots des aristocrates.

Les massacres commencent le même soir ; ils se continuent plusieurs jours. Le 9 septembre, ils ont leur contre-coup à Versailles sur les marches de l'Orangerie. Pendant ce temps, que font les ministres? Que fait Danton, ministre de la justice? Ils assistent impassibles aux événements.

Dans la soirée du 3, Roland, ministre de l'intérieur, se hasarde à parler d'arrêter l'effusion du sang qui coule depuis vingt-sept heures. Mais dominé, médusé par Danton, il insinue plus qu'il ne propose ; il excuse et ne flétrit pas. La réunion se tient chez le ministre de la justice, qui la préside, vêtu d'un habit de drap rouge. Pétion, Fabre-d'Églantine, Camille Desmoulins, Manuel, Robespierre sont présents. Entre le vice-président de la section du Temple. Il vient, tout ému, demander qu'il soit mis fin aux atrocités qui s'accomplissent dans les prisons. Danton le regarde et lui dit :

— Sieds-toi ; c'était nécessaire.

Oui, il en juge ainsi et, quelques jours plus tard, causant avec le jeune Louis-Philippe d'Orléans, alors officier dans l'armée de Kellermann, venu à Paris en mission et qui va servir sous

les ordres de Dumouriez, il revendique la responsabilité de ce grand crime.

— Un conseil avant votre départ, dit-il au futur roi des Français. Vous avez du talent, vous arriverez; mais défaites-vous d'un défaut: vous parlez trop. Vous êtes à Paris depuis vingt-quatre heures et, déjà plusieurs fois, vous avez blâmé l'affaire de septembre. Je le sais, je suis informé.

— Mais c'est un massacre, s'écrie le jeune officier; peut-on s'empêcher de trouver qu'il est horrible?

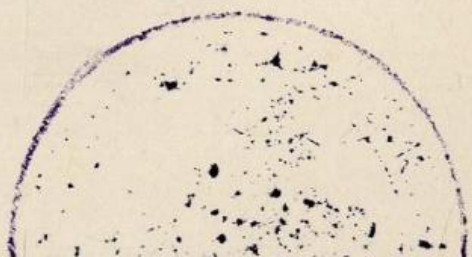
Et Danton de répondre :

— *C'est moi qui l'ai fait.* Tous les Parisiens sont des j... f... Il fallait mettre une rivière de sang entre eux et les émigrés.

Les apologistes de Danton ont invoqué, pour le justifier, les entraînements de son patriotisme exaspéré par les dangers que courait la patrie. Mais, il y eut en ce temps d'autres patriotes qui ne s'associèrent pas à ces exécrables forfaits et qui n'en furent pas moins d'héroïques défenseurs du sol menacé. Et puis, il est des crimes que le patriotisme ne justifie pas, et les massacres de Septembre furent de ceux-là.

Parmi les victimes, il n'y avait ni espions ni traîtres. Il n'y avait que des innocents, et Danton ne l'ignorait pas. Mais, comme il le dit ensuite, il voulait faire couler une rivière de sang et il en creusa le lit. S'il n'organisa rien, ce qu'on n'a pu établir, il ne voulut rien empêcher et encouragea tout.

On n'invoquera, je pense, ni son désintéressement ni son austérité. Comme Mirabeau, auquel il ressemblait par son visage d'une laideur « tour à tour attirante et terrible, brouillé de petite vérole, sillonné, ravagé, bouleversé », l'ancien avocat aux conseils du Roi, qui en 1792 n'avait que trente-trois ans, fut, au plus haut degré, un prodigue de vices. Son désintéressement : « Le fait que Danton ne fut pas sans toucher l'or de la Cour, dit Louis Blanc, ce triste fait si longtemps soupçonné, et dans les Mémoires de Lafayette, affirmé d'une manière si décisive, Mirabeau se trouvait l'avoir consigné déjà dans une lettre qui lève, hélas ! tous les doutes. » Et, en effet, dans cette lettre destinée à rester secrète et datée du 10 mars 1791, Mirabeau écrit : « Danton a reçu hier trente mille livres. » Quant à Lafayette, il est plus affirmatif encore. Voici



son récit : « Après le 6 octobre, Danton reçut de l'argent de M. de Montmorin, qu'il fit en conséquence assassiner. C'est à l'occasion de ce secret où j'étais initié, et dont je profitais pour me plaindre des indécences jacobines contre le Roi et la Reine, qu'il me dit : — Général, je vous connais et vous ne me connaissez pas. Je suis plus monarchiste que vous... J'ai su, depuis, de la personne à qui Mme Élisabeth le confia dans le temps, qu'à l'époque du 10 Août, il avait encore reçu une somme considérable pour tourner en faveur du Roi l'émeute annoncée. »

Ces péremptoires accusations, formulées par un homme tel que Lafayette, trop honnête et trop loyal pour inventer ou pour affirmer ce qu'il n'aurait pas vu ou entendu, sont confirmées par Robespierre, Bertrand de Molleville, Mme Roland, Brissot : « Danton recevait de toutes mains, écrit celui-ci. J'ai vu le reçu de cent mille écus qui lui furent comptés par Montmorin. » Brissot était chargé de contrôler le budget des affaires étrangères et d'en fouiller tous les secrets.

Son austérité ! Un jour, à la table du conventionnel Cavaignac, où il dînait en compagnie de

jacobins, il provoqua un scandale en laissant lire au fond de son âme.

— Notre tour est venu de jouir de la vie, s'écria-t-il tout à coup. Les hôtels somptueux, les mets exquis, les étoffes d'or et de soie, les femmes dont on rêve sont le prix de la force conquise. La Révolution, après tout, est une bataille et doit, comme toutes les batailles, avoir pour résultat le partage des dépouilles opimes entre les vainqueurs. Et comme une surprise, probablement hypocrite chez quelques-uns des convives, accueillait cette sortie, il ajouta : — Croyez-vous que je ne puisse pas, si je m'en mêle, être sans-culottes tout comme un autre? Croyez-vous que, tout comme un autre, je ne puisse pas montrer mon derrière aux passants?

LES MUSCADINS

Quelle soit exercée par un seul homme ou qu'elle soit l'œuvre d'une foule, qu'elle vienne d'en haut ou qu'elle vienne d'en bas, toute tyrannie engendre fatalement une réaction. Les Muscadins constituèrent la forme initiale de la réaction qui s'éleva contre la Terreur. La jeunesse parisienne était lasse, selon l'expression des Goncourt, « de servir la barbarie, » lasse d'être sevrée de plaisirs, d'élégances, de bien-être, de jouissances, de luxe. Déjà, quand fonctionnait encore l'échafaud, elle avait, à diverses reprises, au prix de périls incessants, affirmé, quoique timidement, son existence et manifesté sa lassitude. En septembre 1793, Barrère dénonce à la Convention, comme conspirateurs royalistes, les Muscadins, surnommés ainsi en souvenir des jeunes bourgeois de Lyon, élégants et « parfumés de musc », qui ont osé

résister aux armées républicaines et dont ils paraissent ressusciter les allures.

En ce temps, quiconque s'avise de ne pas approuver entièrement les procédés, les lois, les usages du régime qui despotise la France, est qualifié royaliste. Mais, en fait, ce n'est pas l'esprit royaliste qui anime les Muscadins. Mercier dit en parlant d'eux : « Les émigrés les méprisent encore plus qu'ils ne détestent les patriotes. » Et les émigrés ont raison, car le muscadin n'a pas d'opinion. Il est l'expression du plus implacable égoïsme. Il ne veut plus voir de suspects dans les prisons, de condamnés par les rues, de guillotines sur les places ; non que ces infortunes aient ouvert son cœur à la piété, mais parce qu'elles attristent ses regards. Il se révolte contre la dure et maussade existence que la Terreur a faite aux jeunes Parisiens ; mais il est tout prêt à s'accommoder de la République, si elle veut supprimer ces spectacles atroces. Il ne revendique que la liberté de s'amuser.

Au lendemain de Thermidor, il s'affirme sans retenue et proclame, par sa parole et par sa conduite, son droit de jouir. Assez du brouet civique ! Assez du pompeux langage révolution-

naire ! Assez des costumes austères ! Il adopte un nouveau mode de parler et de s'exprimer. Tout en lui est languissant, la voix, le geste, la démarche ; il se donne des airs de petit maître énervé, et bientôt, dans Paris délivré du joug de Robespierre, il est légion.

On le reconnaît à son habit court et carré, à son gilet de panne chamois à dix-huit boutons de nacre, à ses longs cheveux poudrés et flottants des deux côtés, sur les épaules, en oreilles de chien, à sa cadenette retroussée, à sa cravate verte, à son bâton noueux. Qui l'a affublé de la sorte ? Qui l'a armé de ce gourdin ? On ne sait ; les modes se créent, le plus souvent, toutes seules. Mais celle-ci a mis une arme dans ses mains, et il s'en sert. Contre qui ? Contre les tyrans de la veille, contre les jacobins, qu'il poursuit et frappe partout où il les trouve.

Dès ces premières manifestations, les Muscadins forment un pouvoir dans Paris. Ils se désignent, eux-mêmes, sous le nom de « Jeunesse dorée » et, partout, ils dictent des lois. Ils obligent le club des Jacobins à se fermer et à se dissoudre ; ils vont dans les théâtres, à Feydeau, à Montausier, ailleurs encore, briser les bustes

des dieux d'hier : ils organisent « le bal des Victimes », où nulle femme n'est admise si quelqu'un de sa famille n'a péri sur l'échafaud.

En un mot, tour à tour, muscadins, collets-noirs, incroyables, ils deviennent des dominateurs redoutables, entretiennent des idées de représailles et de vengeance, incarnent en eux sous sa forme première et non encore sanglante la réaction terrible qui se déchaîne au même moment par toute la France.

Maintenant, si vous tenez à savoir et si vous recherchez de quels éléments s'est formée la Jeunesse dorée, vous n'y trouverez pas un gentilhomme. La noblesse est dispersée aux quatre coins de l'Europe, les fils comme les pères. Il n'y a plus de jeunes nobles dans Paris. Ceux qui n'ont pas émigré sont aux armées, dissimulés, par la suppression de la particule de leur nom, dans les rangs des obscurs et héroïques soldats qui défendent la patrie. Les émigrés qui rentrent après Thermidor, animés du désir de rendre au Roi sa couronne, se servent peu ou prou de la Jeunesse dorée. Mais, ils ne s'y mêlent que pour s'en servir, sachant bien que, si elle est réactionnaire, elle n'est pas royaliste.

D'ailleurs, elle a un chef, la Jeunesse dorée, un chef auquel elle obéit aveuglément et qui n'est pas un royaliste. Ce chef, c'est Fréron, un des plus abominables malfaiteurs de ce temps, l'ancien complice de Fouché, de Couthon, de Collot d'Herbois, de Carrier ; le proconsul qui a terrorisé le Midi, qui, en nivôse de la deuxième année républicaine, a requis douze mille maçons pour raser Toulon et Marseille, s'est fait gloire d'avoir fusillé huit cents Toulonnais et institué une commission militaire qui va « un train épouvantable pour les conspirateurs », et grâce à laquelle les grands coupables tombent « comme grêle, sous le glaive de la Loi ».

Le voilà, le général des Muscadins. Il dirige un journal : *l'Orateur du Peuple*. « Les feuilles de Fréron, dit l'éditeur de ses mémoires, étaient impatiemment attendues par une foule de jeunes gens ardents, tumultueux, irrités des maux qu'ils avaient soufferts, des pertes qu'ils avaient faites et qui, portant des collets noirs, de la poudre et des cadenettes, poursuivaient, en chantant le *Réveil du Peuple*, les hommes à cheveux plats, à carmagnole, à bonnets à poil. *L'Orateur du Peuple* leur indiquait les périls qu'ils avaient à

craindre, les mesures qu'ils devaient exécuter, et ses avis étaient autant d'ordres. » Donc, c'est Fréron qui commande aux Muscadins, et ceux-ci obéissent au terroriste d'hier, uniquement parce qu'il est devenu thermidorien et qu'il manifeste autant de haine qu'eux-mêmes envers les jacobins.

Telle est la vérité historique. Le muscadin n'appartient à aucun parti. Il est la réaction contre le régime qui vient de s'abîmer dans le sang et qui s'efforce, en des convulsions suprêmes, de reconquérir le pouvoir. Il n'a ni programme d'avenir ni vues sur le lendemain. Il ne poursuit qu'un but : tirer vengeance des sectaires homicides qui ont terrorisé la France, faire expier leurs forfaits aux juges et aux bourreaux, et les mettre à jamais dans l'impossibilité de nuire. Pour atteindre ce but, il s'embrigade sous les ordres de ceux de ces fanatiques qui renient leur passé sanglant, encore qu'ils soient couverts « de la lèpre de leur crime ».

Et en même temps, le muscadin veut jouir librement des joies dont sa jeunesse a été privée. Tout ce que la Terreur a étouffé : l'élégance, la grande vie, le luxe ; tout ce qu'elle a proscrit :

les voluptés de l'amour, les plaisirs mondains, le dilettantisme des salons, les toilettes des femmes, la bonne chère, les lieux où l'on s'amuse, il le remet en honneur. Balayeur d'immondices, il accomplit, en se jouant, la besogne que nul encore n'avait osé tenter. Vienne le maître de demain, il trouvera la place nette. Quel qu'il soit, cette jeunesse, s'il lui donne les satisfactions qu'elle exige, l'acclamera. Pas de convictions, mais des appétits, une inextinguible soif de représailles, un immense besoin de salubrité, voilà ce qui la caractérise.

On a beaucoup disserté sur les Muscadins. D'un côté, on les a exaltés à l'excès ; de l'autre, conspués à outrance. Ils ne méritent ni cet excès d'honneur, ni cette indignité, car, s'ils ont été l'expression brutale, impertinente et souvent cruelle de la réaction thermidorienne, ils en ont été aussi les instruments logiques et nécessaires. Toute tyrannie, je l'ai dit, qu'elle vienne d'en haut, qu'elle vienne d'en bas, engendre fatalement une réaction dont elle seule mérite de porter la responsabilité, parce qu'elle en est l'unique cause. Plus la tyrannie a été impitoyable et plus est violente la réaction. La jeunesse dorée de

Fréron, comme on l'appelait alors, a été le produit direct de la Terreur rouge, et c'est pourquoi on doit comprendre qu'elle ait, sous l'impulsion des circonstances qui l'avaient mise en branle, préparé la Terreur blanche.

LAREVELLIÈRE-LÉPEAUX

Né en 1753, d'une bonne famille de la bourgeoisie poitevine, Larevellière-Lépeaux fut élu en 1789 membre des États généraux, siégea dans la Convention, où il vota la mort du roi sans appel ni sursis; se compromit en défendant les Girondins, ne se déroba à l'échafaud que par la fuite et, revenu dans l'Assemblée après la chute de Robespierre, fut désigné par le conseil des Anciens pour faire partie du Directoire, dont il demeura membre pendant presque toute la durée de ce gouvernement. A ce titre, il prit part au coup d'État du 18 fructidor.

Entre temps, il soutint et favorisa de tous ses efforts la fameuse secte des théophilanthropes, ce qui, non sans raison, lui valut d'assez âpres railleries. Ayant refusé de prêter serment à l'Empire, il rentra, dès ce jour, dans la vie privée, écartant dédaigneusement une offre de pension que lui avait fait faire Napoléon et mourut, oublié depuis longtemps, en 1824.

Il fut donc un des acteurs de la Révolution. Il passe pour avoir été un esprit modéré. Dans ses mémoires, il s'efforce de le prouver, et parfois il y parvient. Mais c'était tout au moins un modéré d'une espèce très particulière. De nos jours, il eût figuré parmi les hommes que nous avons entendus parler à tout propos depuis vingt ans de leur modération et que nous avons vus voter, « la mort dans l'âme, » les mesures les plus iniques. Un de ses biographes a dit de lui que, « pour désarmer les hommes qui poussaient à l'extrême, il ne vit rien de mieux que de lutter avec eux d'énergie pour la défense des institutions républicaines ». Nous connaissons cette antienne des soi-disant agneaux hurlant avec les loups. Nous en connaissons un grand nombre encore aujourd'hui. Larevellière-Lépeaux fut un de leurs ancêtres et des plus qualifiés.

Comme on l'a vu, ce modéré vota la mort du Roi. Après Thermidor, il demanda que les prêtres condamnés à la déportation, et qui, dans le délai de deux mois, n'auraient pas quitté le territoire fussent assimilés aux émigrés. Au dix-huit fructidor, sa conduite fut égale à celle des plus violents. On ne saurait nier son désintéres-

sement, sa probité, ses qualités d'homme privé, d'époux et de père. Mais en toutes circonstances il se montra possédé de cet esprit sectaire dont nos modernes politiciens francs-maçons se montrent animés au même degré que lui, hommes dangereux qui portent dans les assemblées et les conseils leurs préjugés, leurs vieilles haines, leurs susceptibilités ombrageuses, et qui, sous prétexte de défendre les institutions, font le jeu des pires ennemis de tout ordre social.

Comme eux, Larevellière-Lépeaux eut des rancunes ardentes. Ses mémoires en font foi et c'est dans les pages où ces rancunes se manifestent qu'ils sont peut-être le plus intéressants. Aujourd'hui, nous avons fréquemment à constater des divisions analogues à celles qui régnaient dans le comité de Salut public et dans le Directoire où siégea Larevellière-Lépeaux. C'était alors constamment comme aujourd'hui, rivalités, batailles, intrigues louches, coups sournoisement portés, se dissimulant sous les protestations hypocrites. Barras et Lazare Carnot détestaient Larevellière-Lépeaux et celui-ci le leur rendait. Il faut voir comment il les traite.

Contre Lazare Carnot surtout, il s'exprime avec

une véhémence dont l'accent a éveillé les scrupules des éditeurs des mémoires. Lorsqu'en février 1894, ils traitèrent avec le petit-fils de Larevellière pour la publication des manuscrits de son grand-père, ils crurent devoir stipuler que l'ouvrage ne paraîtrait qu'à l'expiration des pouvoirs présidentiels de M. Sadi Carnot. Si ce dernier n'eût pas péri dans les circonstances tragiques que l'on sait et s'il eût été réélu président de la République, les mémoires, tels que nous les avons maintenant, n'eussent point vu le jour encore qu'il ne pût être atteint par les accusations plus ou moins fondées qu'ils contiennent contre son illustre aïeul.

Ces accusations formulées par Larevellière-Lépeaux contre Lazare Carnot ne modifieront pas l'opinion qu'à la clarté des événements tout lecteur attentif, impartial, consciencieux, a dû se faire de ce dernier Il y a deux hommes en lui, le patriote et le politique. Le patriote est admirable. Mais, le politique! Complice de Danton et de Robespierre, il a mis sa signature au bas de toutes les pages d'horreur et de sang sur lesquelles est écrite l'histoire de la Révolution. En aucune circonstance, pas une seule fois, il ne tenta

d'arrêter le bras du bourreau et, sous prétexte qu'il ne devait s'occuper que de choses militaires, il s'associa à toutes les autres, sans y regarder, disent ses défenseurs, toujours prêt à signer les yeux fermés. Tout cela n'est pas contestable. Mais Larevellière-Lépeaux fut-il toujours différent?

Ce serait, cependant, être injuste envers sa mémoire que de ne pas reconnaître l'effort qu'il fit pour sauver les Girondins. Il y courut risque de mort et, pour avoir tenté d'arracher ces malheureux à la guillotine, il manqua d'y monter lui-même. C'est qu'aussi les Girondins étaient des hommes de même trempe que lui. Eux aussi s'étaient associés aux premiers crimes révolutionnaires. Si la postérité ne s'acharne pas à le leur reprocher, c'est que, par leur supplice, ils expièrent leur erreur et la tentative qu'ils avaient faite pour arrêter la France sur la voie sanglante qu'ils contribuèrent à ouvrir. Et de même, et bien que Larevellière-Lépeaux n'en soit pas mort, on ne peut se défendre de lui accorder dans une certaine mesure le bénéfice des circonstances atténuantes, en raison même de ce repentir d'un jour qui faillit lui coûter la vie.

Un homme qu'il accuse aussi impitoyablement qu'il accuse Lazare Carnot, c'est Barras. Et, certes, celui-ci, intrigant, vénal, jouisseur, moralement pourri jusqu'aux moelles, ne mérite pas d'être défendu. Cependant, entre tant d'accusations que Larevellière-Lépeaux inflige à sa mémoire, il en est une au moins qui n'est pas fondée. C'est celle qui présente Barras comme ayant voulu trahir la République et ouvrir la France aux Bourbons, en se faisant payer sa trahison.

Elle circulait déjà dans Paris à cette époque, et Larevellière-Lépeaux s'en fait l'écho en affirmant qu'il en eut la preuve entre les mains. Il s'est trompé. Dans mes études sur l'Émigration j'ai pu tirer au clair cette intrigue obscure et oubliée et prouver pièces en mains, que, en cette circonstance, Barras ne se prêta point à ce qu'un petit groupe d'individus, ayant à leur tête Montgaillard et Fauche-Borel, attendait de lui. On lui offrait quelques millions et divers avantages honorifiques s'il voulait livrer la France aux Bourbons. Soit qu'il ne crût pas au sérieux de ces offres, soit qu'il n'eût pas jugé la Restauration possible, il se déroba aux entretiens qu'on voulait nouer avec lui. Les négociateurs affirmèrent à

Louis XVIII qu'il était prêt à tout. Mais ils mentaient, ne cherchant qu'à tirer du Roi un peu d'argent. Le Roi s'aperçut bientôt qu'il était dupe et, par son ordre, la négociation fut abandonnée.

Larevellière semble croire qu'elle fut continuée et eût abouti si le Directoire n'eût eu des gardiens vigilants, — preuve des défiances que lui inspirait Barras. Le gouvernement de cette époque, vu à travers les mémoires d'un de ses membres, donne l'impression d'un régime ruiné par ceux-là mêmes qui auraient dû le protéger, affaibli par ses excès, condamné à périr et mûr pour la dictature.

UNE IMPOSTURE

Au cours des siècles, les imposteurs ont été nombreux, qui essayèrent, à la faveur de circonstances propres à servir leurs desseins, de s'emparer d'une couronne à laquelle ils n'avaient aucun droit, en se substituant à des princes dont quelque mystère avait entouré la mort et pouvait en faire douter. On en trouve jusque dans l'antiquité la plus reculée. L'ère moderne en vit de même plusieurs. Il y en eut en Turquie, en Allemagne, en Angleterre, en Portugal, en Suède, en Russie : faux Constantin, faux Mustapha, faux Henri V, faux Warwick, faux Charles XII, faux Démétrius, faux Pierre III, d'autres encore. Il n'est donc pas étonnant qu'en France, nous ayons eu de faux Louis XVII. Les circonstances qui précédèrent et suivirent la mort du malheureux enfant, fils de Louis XVI, ne favorisaient que trop l'imposture.

Cependant, peu à peu, ces soi-disant fils de roi ont tous été convaincus de supercherie. Les uns, comme Hervagault, Mathurin Bruneau, Hébert dit le comte de Richemont, condamnés par les tribunaux pour usurpation de nom, après avoir fait des dupes, sont rentrés dans l'ombre d'où ils étaient sortis. Les autres furent des illuminés ou des fous; ils sont oubliés. Tous ont fini obscurément. Un seul, Naundorff, l'horloger de Spandau, plus heureux que ses compétiteurs, leur survit, non de sa personne, étant mort depuis longtemps, mais dans sa descendance.

Quoique des arrêts judiciaires aient établi son mensonge, son fils, retiré en Hollande, continue la comédie paternelle, de bonne foi, je veux bien le croire. Il signe fièrement et faussement duc de Normandie. En sa qualité « d'héritier légitime et direct des Bourbons », il adressa naguère au peuple français une protestation solennelle contre l'envoi de nos bâtiments à Kiel ! Il a lancé ensuite une proclamation en laquelle, tout en renonçant à exercer ses droits souverains, il les affirmait ! ! ! Il célébrait ainsi à sa façon le centenaire de la prétendue évasion de

son prétendu père, Louis XVII, tiré de la prison du Temple, à l'en croire, le 12 juin 1795, c'est-à-dire quatre jours après la date à laquelle l'Histoire, s'appuyant sur des documents officiels, place la mort du fils de Louis XVI.

Qu'une mystification si grossière ait pu se produire, cela n'est point pour surprendre, en présence de tant d'antécédents analogues que j'ai rappelés. Mais qu'elle se soit soutenue pendant soixante et dix ans, qu'elle trouve encore aujourd'hui des crédules et des défenseurs, voilà qui dépasse et fait rêver. Le duc de Normandie a des partisans. Ils sont en nombre restreint ; mais ils existent. Ils forment une petite église remuante, admirablement organisée et outillée. Ils ont un journal, une collection de reliques ; ils publient des manifestes ; ils ont même trouvé quelques appuis dans la presse. Le centenaire de la mort du petit roi leur a fourni une occasion de protester des droits de leur prince et ils l'ont saisie, On nous a servi de nouveau les vieilles histoires, les contes à dormir debout sur lesquels s'appuie la légende et dont l'invraisemblance a été vingt fois démontrée. Il semble, en un mot, qu'on ait voulu tenter un suprême effort pour établir de-

vant l'opinion des droits qu'elle n'a jamais voulu reconnaître et ne reconnaîtra pas davantage aujourd'hui.

C'est véritablement trop d'audace et trop se moquer de nous. Il importe donc de revenir sur la question pour démontrer que Naundorff ne fut, comme ses prédécesseurs, qu'un très vulgaire aventurier. La fable qu'après eux, il imagina à son profit repose tout entière sur ce fait que Louis XVII ne serait point mort au Temple. Louis Blanc est le seul historien de marque qui ait paru admettre cette hypothèse. Dans son histoire de la Révolution, il s'est évertué, sans oser y croire, à l'étayer de tous les témoignages susceptibles d'en prouver la réalité. Voici en quelques lignes le résumé de son récit..

Lorsque la garde du petit roi fut retirée aux époux Simon — 19 janvier 1794 — ils l'emmenèrent avec eux, après lui avoir substitué un enfant muet choisi à cet effet parmi les malades de l'Hôtel-Dieu et le remirent entre les mains de gentilshommes royalistes, émissaires du prince de Condé, parmi lesquels se trouvait Louis de Frotté, le fameux chef des insurrections normandes.

De cette étrange aventure, Louis Blanc ne fournit d'ailleurs aucune preuve. En réalité, il n'a fait que reproduire la version de l'un des faux Louis XVII, Richemont, qui l'avait lui-même empruntée à Hervagault, en l'enjolivant. Richemont, qui eut, en son temps, plus de partisans que Naundorff et le traitait d'imposteur, racontait de lui-même qu'après sa fuite, conduit d'abord en Vendée, à l'armée de Condé ensuite, il avait été confié au général Kléber dont il était devenu l'aide-de-camp, ce qui, soit dit en passant, suffit pour renverser cet échafaudage de mensonges, puisque le Dauphin étant né en 1785, et Kléber ayant été assassiné en 1800, il faudrait admettre qu'il s'était donné comme aide-de-camp un enfant de moins de quinze ans.

La version Naundorff, ressemblante par beaucoup de côtés à celle de Richemont, en diffère quant au fait même de l'évasion. Richemont déclarait avoir quitté le Temple le 19 janvier 1794, avec les époux Simon. Naundorff, lui, affirmait n'en être parti que le 12 juin 1795, après la mort de l'enfant substitué. Entre le moment de la substitution et celui de sa fuite, il aurait vécu caché sous les combles du Temple, où l'un de ses gar-

diens, Laurent, vendu aux royalistes, lui prodiguait des soins. A la date du 12 juin, l'enfant substitué étant décédé depuis quatre jours, on le mit lui-même dans le cercueil destiné à celui-ci. Il aurait été délivré pendant le trajet de la prison au cimetière de Sainte-Marguerite, tandis que le défunt était enterré secrètement dans la cour du Temple, où les chefs chouans, emprisonnés en 1801, le découvrirent.

De ces deux versions, qu'on accepte l'une ou l'autre, il résulte donc que Louis XVII ne serait pas mort au Temple.

La mienne est toute contraire. Avec des écrivains éminents et compétents, et, entre tous, Chantelauze et La Sicotière, je crois que Louis XVII est mort au Temple le 8 juin 1795. Indépendamment de faits innombrables propres à en donner la certitude, nous en avons une preuve officielle : l'acte de décès. Sans doute m'objectera-t-on qu'un tel document ne signifie rien quant à la substitution que les uns affirment et que les autres nient. Soit; mais encore faudrait-il prouver que cet acte de décès fut un mensonge : ce qu'on ne prouve pas. Nous affirmons, cette pièce en mains, que l'enfant mort au Temple

était bien Louis XVII. C'est à nos contradicteurs de prouver le contraire.

On invoque le témoignage de Barras et des propos qu'il aurait tenus à Bruxelles en 1803. Or, je lis dans ses Mémoires une note autographe de lui dont mon ami George Duruy possède l'original : « Le jeune prince était travaillé par une maladie humorale qui avait déjà fait des progrès, de sorte que malgré tous les soins qu'on lui porta, *il succomba.* »

On rappelle encore les lettres du gardien Laurent adressées à Frotté en 1794 et 1795, et desquelles on doit conclure qu'à cette époque le célèbre chouan conspirait pour délivrer le Dauphin. Mais, outre que les originaux de ces lettres n'ont pu être retrouvés et que ce fut des copies qu'on produisit au procès de 1851, on sait aujourd'hui, par la publication des papiers de Frotté, qu'en janvier 1794, il était en Angleterre, en juin 1795 en Normandie à la tête des insurgés, et qu'à cette époque, il avait renoncé à son projet conçu à une date antérieure. Il écrivait : « Dans l'état de prostration physique et morale où est tombé le malheureux enfant, il n'y a plus à s'occuper de lui. »

D'ailleurs, comment admettre que, si le jeune prince eût été délivré, les chefs vendéens à qui, nous dit-on, il fut d'abord remis, ne se seraient pas servis de son nom comme d'un drapeau pour ranimer l'insurrection, et que le prince de Condé, au camp duquel on le fait ensuite arriver, aurait annoncé sa mort aux troupes royales, au lieu de célébrer sa délivrance ? Or, les chefs vendéens gardèrent le silence. Quant à Condé, il existe une proclamation de lui, annonçant la mort du petit roi, dont il donna lui-même lecture à son armée, en son camp de Mulheim sur le Rhin, le 16 juin 1795, ainsi qu'il appert du procès-verbal qui en fut dressé et que j'ai sous les yeux. Cette proclamation se termine par ces mots : « Le roi Louis XVII est mort ! Vive Louis XVIII ! »

Est-ce assez clair ?

En admettant cependant, contrairement à ce que je crois être la vérité, que l'enfant mort au Temple le 8 juin 1795 ne soit pas Louis XVII, s'ensuit-il que le sieur Naundorff, horloger à Spandau, vers 1812, fut le fils de Louis XVI et que son descendant ait le droit de s'affubler du titre royal de duc de Normandie ? A cet égard,

il y a chose jugée. Par trois fois, en ce qui touche le personnage, les tribunaux se sont prononcés : en 1824, à Brandebourg, où ils le condamnèrent à trois ans de prison comme faux monnayeur, moins encore sur la preuve du crime que parce qu'ils considérèrent qu'il avait donné la mesure de sa moralité en essayant de se faire passer pour un prince de la maison de Bourbon ; en 1851, à Paris, où ils déboutèrent ses héritiers de leurs prétentions royales, sur les énergiques conclusions de l'avocat général Dupré-Lassalle et malgré la brillante plaidoirie de Jules Favre, et enfin sur appel, en 1874.

« Attendu, est-il dit dans le jugement confirmé par un arrêt de la Cour, qu'il est constant en fait que depuis le 10 août 1792 jusqu'au 9 thermidor 1794, la surveillance du Temple a été l'objet des précautions les plus minutieuses et que, depuis le 9 thermidor, la vigilance de ces précautions n'a pas diminué ; que l'acte de décès du fils de Louis XVI, du 12 juin 1795, et le procès-verbal de son autopsie ont été environnés d'une publicité incontestable qui ne permet pas d'admettre une substitution de personne ; que ces actes sont confirmés surabondamment par

les dépositions de Lasne, de Gomin, judiciairement recueillies en 1837, et contre lesquelles on ne peut élever aucune présomption sérieuse ; attendu que, sans rechercher les antécédents de Naundorff, le seul fait de son ignorance presque complète de la langue française jusqu'en 1832 suffit pour repousser l'origine qui lui est attribuée ; qu'enfin, on ne peut expliquer le silence constamment gardé, avant, pendant et après la Restauration de 1814, par toutes les personnes qui auraient participé à l'évasion du Temple ; qu'en cet état les faits articulés par les demandeurs sont, dès à présent, réfutés, le Tribunal les déboute, etc., etc. »

Pour connaître l'odyssée de Naundorff, il faut lire ces débats. Les arguments propres à démontrer la vérité de ses dires avaient été groupés et présentés par son avocat avec l'art le plus séducteur. Mais tout le talent de ce dernier ne put en pallier la faiblesse et l'invraisemblance, surtout en présence des faits que révéla le ministère public, lesquels mirent en une éblouissante lumière la supercherie commencée par le père et continuée par les enfants.

Naundorff avait à dessein enveloppé d'obs-

curité ses origines. Quand on lui demandait son acte de naissance et son acte de mariage, il répondait que ces pièces étaient égarées depuis longtemps. C'est que, s'il les avait produites, tout son roman serait tombé en miettes. Pour se faire passer pour le fils de Louis XVI, il fallait nécessairement être né en 1785. Or, il était né en 1775. Il l'avait déclaré antérieurement, quant il ne songeait pas encore à prendre rang parmi les princes.

On a rappelé d'ailleurs avec raison qu'en un autre temps, quand on l'interrogeait sur son passé, il répondait qu'il était né à Weimar et qu'en 1791 il avait quitté la maison paternelle pour courir le monde! S'il était né en 1785, il aurait eu six ans en 1791. Voyez-vous cet enfant de six ans courir le monde? Si au contraire il était né en 1775, alors le départ de la maison paternelle en 1791 s'explique mieux. Mais il fallait à tout prix qu'il fût né en 1785. C'est donc la date qu'il adopta quand il fit peau neuve, et que ses héritiers ont inscrite sur son tombeau. Elle outrage la vérité.

Lorsqu'on lui objectait son ignorance de la langue française jusqu'en 1832, il répliquait que,

la connaissant à peine quand il avait été enfermé, il n'était pas étonnant qu'il l'eût oubliée; que sa sœur elle-même, bien qu'elle eût sept ans de plus que lui, la parlait si mal à sa sortie du Temple qu'on avait peine à la comprendre.

Ce sont là des faits controuvés. Il est constant que tant que le Roi et la Reine eurent leurs enfants auprès d'eux, chaque jour ils leurs donnaient des leçons, et sans doute ils ne les eussent point déshabitués du français. Il n'est pas moins constant que la duchesse d'Angoulême parlait et écrivait sa langue. La preuve en est, entre autres, dans les entretiens qu'elle eut au Temple avec Pauline de Tourzel et dans la lettre qu'elle adressa à son oncle le comte de Provence en quittant sa prison.

Il en est de même de la plupart des arguments de Naundorff. Ce sont des assertions invraisemblables et sans preuves. Son fils montra un jour à un visiteur une croix de saphirs qu'à l'encroire Louis XVI donna à son confesseur l'abbé Edgeworth de Firmont et que celui-ci aurait léguée à Naundorff. L'abbé Edgeworth, qui mourut auprès de Louis XVIII en 1807, avant que Naundorff eût commencé son roman, a laissé la rela-

tion des quelques instants qu'il passa auprès de Louis XVI. Il ne dit nulle part que le Roi lui ait donné une croix de saphirs. Tout est de même force dans les prétendues preuves de Naundorff.

Il n'en est pas moins vrai cependant qu'il trouva, de son vivant, et que son fils trouve encore aujourd'hui des gens assez crédules pour accepter les affirmations mensongères sur lesquelles a été bâtie la légende. Il y eut même, quand Naundorff parut, des personnes qui le reconnurent comme Louis XVII, notamment une Mme de Rambaud, qui avait été au service de Marie-Antoinette. Elle le reconnut après plus de quarante ans! Il ne manqua pas de tirer parti de cette reconnaissance, bien qu'elle ne prouvât pas grand' chose. En Russie, le faux Démétrius n'avait-il pas été reconnu par la mère du vrai, comme son fils légitime qu'elle avait cru mort? Ce n'était qu'un imposteur, cependant.

Imposteurs aussi ces faux Louis XVII, si merveilleusement habiles à exploiter la bêtise humaine. Ce fut toujours la très formelle opinion de la duchesse d'Angoulême. Elle ne consentit jamais à recevoir aucun d'eux et puisqu'au mépris de toute vérité, on insulte à sa mémoire en

donnant à entendre qu'elle croyait son frère vivant, on nous permettra de citer une lettre d'elle sur ce sujet, adressée au vicomte Sosthènes de La Rochefoucauld, le 28 avril 1836, qui résume merveilleusement la question : « La foi est respectable, écrivait l'auguste sœur de Louis XVII. Mais les personnes obligées par leur haute position à agir avec une sage réserve ne doivent pas encourager des croyances à des révélations de personnes sans discernement et surtout à des assertions renouvelées par quatre ou cinq individus qu'on doit reconnaître pour des fripons. »

LE ROMAN D'UNE IMPÉRATRICE

I

Le 2 mai 1729, à Stettin, en Poméranie, venait au monde une fille que ses parents, le prince Christian-Auguste d'Anhalt-Zerbst-Dornburg et la princesse Jeanne-Élizabeth de Holstein, firent baptiser sous les noms de Sophie-Auguste-Frédérique. La maison d'Anhalt, une de ces minuscules maisons princières dont fourmillait l'Allemagne d'alors, était pauvre et assez obscure. Quoiqu'elle ne comptât pas moins de huit branches, elle n'avait pas eu d'histoire avant 1729. En 1793, elle n'existait plus. L'unique titre de gloire qu'elle puisse revendiquer devant la postérité, elle le doit justement à cette enfant qui venait de naître, qui fut plus tard la grande Catherine II de Russie, et dont nous trouvons l'histoire racontée en un ouvrage suggestif dont

le premier volume porte le même titre que celui de cette étude et dont le second est intitulé *Autour d'un trône.*

Avant de parler du livre, je dois parler de son auteur : M. Waliszewski. D'origine polonaise et sujet russe, M. Waliszewski vit habituellement en France. Il connaît notre pays et notre langue aussi bien que sa langue et son pays. Il les connaît et il les aime assez pour s'être mêlé sans effort à la vie intellectuelle française. La société parisienne l'a adopté comme un des siens. Il apporte dans ses relations avec nous la courtoisie et la naturelle sympathie que nous inspirons à quiconque pense, observe et est sensible à l'attrait des choses de l'esprit. Je ne crois pas qu'avant le livre qu'il vient de nous donner, il eût jamais fait acte d'écrivain, au moins dans notre langue, ce qui donne plus de prix à ses débuts, qui sont véritablement les débuts d'un maître, et rend plus digne d'admiration l'art merveilleux avec lequel il la manie. Il est à peine croyable qu'un étranger ait pu écrire ces deux volumes de six cents pages chacun et ait, avec une si rare habileté, tiré parti des ressources d'un langage qui n'est pas le

sien. Toutes les finesses, toutes les élégances de notre prose lui sont familières. Il a des tours de phrase, une sûreté de plume, un art de décrire qui révèlent, en même temps qu'un esprit pénétrant, subtil et délié, une très féconde faculté de vision, et un long commerce avec nos grands prosateurs du siècle dernier et de celui-ci.

Si l'on ajoute à tant de réels mérites la plus vaste érudition, une connaissance profonde de l'histoire moderne, des ouvrages qui la racontent et des documents publiés ou inédits à l'aide desquels on peut la reconstituer, on comprendra aisément qu'ayant entrepris de nous tracer le tableau du règne de Catherine de Russie, M. Waliszewski ait pu faire ce tableau vivant et fidèle dans toutes ses parties, le rendre attrayant au plus haut degré, et faire du livre où en sont réunis, comme des fresques dans un palais, les divers épisodes, un livre définitif, celui après lequel, quand on l'a lu, aucun autre ne pourrait nous rien apprendre de plus sur le sujet qui y est traité.

Nous savions déjà beaucoup de choses sur la grande Impératrice, soit par ses Mémoires et sa

correspondance, en grande partie publiés, soit par ce qu'en ont dit les plus illustres écrivains du dix-huitième siècle, Voltaire, Grimm et tant d'autres, soit par le prince de Ligne, soit par les historiens présents et passés qu'a attirés cette figure qui domine son temps de toute la hauteur du génie, soit, enfin, par la divulgation des archives de Russie, entreprise sous diverses formes, officielles ou officieuses, attestant toutes également un ardent souci de vérité. Et, cependant, il restait beaucoup à apprendre : tout ce que nous révèle M. Waliszewski.

Ce n'est pas qu'à vrai dire son livre ait détruit l'idée que nous avions pu nous faire de son héroïne, ni dérangé les grandes lignes du caractère de celle-ci et de la Cour de Russie sous son règne, telles qu'elles nous étaient apparues. Mais ce qu'on savait, notre auteur y pénètre, le détaille, y répand une lumière nouvelle, de telle sorte que nous lui devons sur les vertus et les faiblesses de cette inoubliable souveraine, sur les manifestations de son génie, sur ses passions, sur ses favoris, sur la manière dont elle conquit son trône, sur son art de gouverner et de conduire les hommes, sur son état d'âme, comme on

dit aujourd'hui, une confirmation définitive qui équivaut à une révélation.

La vie de Catherine peut se résumer en peu de mots. Elle naît obscure et pauvre. Rien, dans sa naissance et son éducation, ne semble la préparer à ses glorieuses destinées. Une fantaisie de l'impératrice Élisabeth la tire de sa modeste existence et fait d'elle l'épouse de Pierre-Ulric de Holstein, héritier de la couronne de Russie. Au moment où elle se marie, en 1745, après avoir appris la langue russe et s'être convertie à la religion orthodoxe, elle a seize ans. Son mari en a dix-sept : — un pauvre être, disgracié de corps, déformé d'âme, déjà la proie d'habitudes vicieuses, « violent et sournois, peureux et vantard, une âme gauche, bizarre et tourmentée dans un corps étroit, pauvre de sang et prématurément ravagé. » Jamais elle ne l'aimera. Serait-elle disposée à l'aimer que ce malheureux l'aurait vite découragée. Déjà se manifestent en elle les ardeurs de sens et de cœur qui, plus tard, ouvriront successivement sa couche à des favoris dont le nombre égale et dépasse celui des favorites d'Henri IV, de Louis XIV et de Louis XV. Mais l'impératrice Élisabeth veille de près sur la

jeune grande-duchesse et si, dès cette époque, celle-ci noue des intrigues, c'est dans un mystère au fond duquel l'histoire, faute de preuves, n'a qu'imparfaitement pénétré.

Cependant, au bout de huit ans, un enfant naît de ce singulier mariage, un fils qui sera plus tard l'empereur Paul Ier. Mais, déjà, le dissentiment qui règne entre les époux est si marqué qu'on a pu se demander si le grand-duc Pierre est réellement le père du nouveau-né. Les choses traînent ainsi pour Catherine pendant dix-sept ans. Elle en a trente-trois quand la mort d'Élisabeth livre le trône à Pierre III. Pierre ne régnera pas longtemps. Catherine a lieu de craindre que les premières volontés du nouveau Tsar s'exercent contre elle. Elle le devance. Avec l'aide des Orlof, elle le renverse. Puis, tandis qu'il est dirigé vers la prison où quelques semaines plus tard, il périra obscurément et, sans doute, par l'ordre de Catherine, celle-ci est proclamée impératrice. A dater de ce moment, ses qualités maîtresses vont se révéler. Elle sera désormais la femme de génie que ses contemporains admirèrent et qu'admire aussi la postérité.

Les faits que je viens de résumer, aussi bien

que ceux qui se déroulèrent après ce sanglant et mémorable événement, et qui, durant trente-cinq ans, ont exercé une si grande influence sur les destinées de l'Europe, n'ont été retenus par M. Waliszewski que dans la mesure où il en a eu besoin pour nous faire connaître Catherine. Le livre qu'il lui consacre est moins, en effet, l'histoire chronologique des événements de son règne que son histoire à elle-même, une étude d'intimité sur la souveraine et sur la femme, dans ce milieu de la Cour moscovite, encore si proche de la barbarie au moment où elle y apparut, et auquel elle imprima, par sa propre impulsion, une rapide marche vers une civilisation presque de décadence. Et c'est là ce qui imprègne d'un intérêt si puissant cette œuvre attachante; on peut même dire d'un intérêt romanesque, encore qu'il ne doive rien qu'à la vérité; ce qui fait comprendre le succès qu'elle a obtenu dès l'heure de sa publication.

Entre tous les chapitres qu'il renferme, et tous d'un caractère révélateur, c'est celui qui est intitulé: « Mœurs intimes. Le favoritisme, » que je désigne plus spécialement aux gourmets d'excentricités historiques, aux femmes surtout. Il

résume ce qu'on a appelé les aventures amoureuses de Catherine. Il les résume, ces aventures sans les embellir, mais aussi sans les dénaturer, non plus avec les détails faux et calomnieux qui en ont fait une légende que se sont appropriée trop d'historiens sans conscience, mais à la clarté des documents originaux.

La vérité est telle qu'il n'est pas besoin de l'exagérer pour en faire jaillir l'ombre qui assombrit le souvenir de Catherine et marque sa physionomie d'une souillure indélébile. Cette souillure, toute la gloire de règne ne peut que l'atténuer, mais non l'effacer. De Grégoire Orlof, le premier favori de Catherine à qui elle devait la couronne, jusqu'à Platon Zoubof, qui fut le dernier, on en compte pas moins de douze. On estime à tout près de cent millions de roubles le prix des faveurs dont elle les accabla. A remarquer, cependant, qu'elle commença par les aimer tous et que jamais elle n'en eut deux ensemble. Ils se succèdèrent dans son affection, sans y rivaliser. Il y a eu, assurément, chez cette femme étrange, M. Waliszewski le fait remarquer, une méprise colossale sur sa situation vis-à-vis des lois éternelles de la féminité. Mais, ajoute-t-

il, il n'y a eu, en aucune façon chez elle affectation de cynisme, ni même oblitération du sens moral, ni même dépravation de l'esprit. Le favoritisme mis à part avec toutes ses conséquences, elle est sévère en fait de morale et très susceptible en fait de pudeur, de telle sorte qu'on pourrait peut-être dire d'elle qu'il lui sera beaucoup pardonné parce qu'elle a beaucoup aimé.

De ces favoris, celui qu'elle affectionna le plus entièrement fut Grégoire Orlof. Il avait été son complice dans la conspiration victorieuse contre Pierre III. Elle fut, paraît-il, tentée de l'épouser, et le mariage fut si près d'être conclu qu'on alla demander au vieux feld-maréchal Razoumofski en quelles formes lui-même, en d'autres temps, était devenu secrètement l'époux de l'impératrice Élisabeth. Il était chantre dans la chapelle impériale quand celle-ci l'avait distingué. Elle l'avait tiré de cet humble emploi, et après l'avoir élevé, sans qu'il eût jamais servi, à la plus haute dignité militaire, elle s'était unie à lui. C'est de ce précédent que Catherine et Grégoire Orlof furent au moment de s'autoriser. Néanmoins, le projet ne se réalisa pas.

On raconte que lorsque l'envoyé de Catherine

se présenta chez Razoumofski pour obtenir de lui les renseignements qu'elle désirait avoir, le vieillard parut d'abord disposé à les donner. Il se leva, comme pour obéir. Ses mains tremblantes cherchèrent dans une cassette les papiers relatifs à son mariage avec la défunte impératrice. Ces papiers, avant de s'en dessaisir, il les relut, les yeux obscurcis par les larmes. Puis, au moment où l'envoyé de Catherine tendait le bras pour les recevoir de lui, d'un brusque mouvement il les jeta dans le feu, en murmurant:

—Je n'ai jamais été que le plus fidèle serviteur de Sa Majesté.

Cet émouvant épisode figure dans le second volume de l'ouvrage de M. Waliszewski.

II

Dans le premier volume, M. Waliszewski avait eu surtout à cœur de mettre en lumière l'histoire même de Catherine, non celle de son règne, mais la sienne, son caractère, ses mœurs, tout ce qui pouvait éclairer d'une lumière nouvelle sa géniale figure. Dans le second, ce que no-

tre auteur tire de l'oubli et fait revivre en les groupant autour de la grande Impératrice, ce sont ses collaborateurs, ses amis, ses favoris. Il complète ainsi l'œuvre qu'il avait entreprise, en écartant impitoyablement de son chemin tout ce qui, dans les publications et les documents qu'il a consultés, lui a paru calomnieux, douteux, dépourvu de contrôle et de preuves. Nous avons donc, grâce à lui, brossé à grands traits pour tout ce qui est épisodes accessoires, dessiné avec précision et paré de la magie des plus brillantes couleurs pour tout ce qui est le principal personnage, un tableau de Catherine et de sa cour qu'aucun historien antérieur n'avait su nous donner aussi lumineux, aussi imposant, aussi complet.

Avant de parachever ce tableau, depuis longtemps commencé, M. Waliszewski a voulu revoir les lieux où s'est écoulée cette existence unique, qui partage avec celle de Napoléon, et, presque au même degré, le privilège d'exciter incessamment la curiosité publique sans la lasser jamais. Il espérait, à ce qu'il nous confesse, trouver là des traces plus expressives du passage de l'Impératrice, « plus voisines de la vie que ce

qu'en peut donner à l'historien la lettre morte du document ». Or, ce qu'il a trouvé surtout, c'est le vide des choses disparues. L'art avec lequel il les fait revivre n'en a donc que plus de prix. Il faut lui en savoir tout particulièrement gré, en songeant que, tandis que Pierre le Grand a toujours intacte, sur la rive glacée que sut féconder son génie, sa maisonnette en bois, il ne reste plus rien de Catherine, si ce n'est quelques rares reliques sans signification historique. Ce qu'on garde d'elle, c'est plus encore que des débris du cadre dans lequel elle a vécu, l'écho de ce qu'elle y a dit et le souvenir de ce qu'elle y a fait. Ce sont ces échos et ces souvenirs que M. Waliszewski, dans ce second volume dont le mérite égale le mérite du premier, achève de coordonner, de classer, de mettre en scène, après les avoir recueillis avec un soin pieux, non seulement à travers les mémoires et les livres où ils étaient épars, mais encore parmi les innombrables pièces documentaires dont le gouvernement russe a laissé les historiens et les savants prendre connaissance dans ses précieux dépôts d'archives, libéralement ouverts à leurs investigations.

Il n'y a pas à se dissimuler que ce qui, dans un

personnage comme Catherine, nous attire plus encore que son histoire politique c'est son histoire intellectuelle et psychologique. On a pu, en ces derniers temps, relever un phénomène analogue en ce qui concerne Napoléon. Après avoir longuement admiré le souverain de génie qui réorganisa la société française, à moitié détruite par la Révolution, et le conquérant glorieux qui, durant dix années, asservit l'Europe à ses volontés, nous avons voulu connaître l'homme. Tout ce qui a concouru à nous livrer quelque chose de son âme a été accueilli avec plus d'avide curiosité peut-être que les innombrables épisodes de guerre, plus propres, à relever sa gloire, dont nos esprits avaient été rassasiés grâce aux récits des soldats qui furent associés à ses victoires et à ses revers. Comment il gagna la bataille d'Austerlitz et comment il fut vaincu en Russie par les éléments déchaînés, voilà certes d'épiques épisodes de son histoire dont nous ne pouvons nous souvenir sans être pénétrés d'admiration ou de pitié. Mais, quand on nous initie au brûlant amour qu'il avait conçu pour Joséphine, les péripéties dont son âme est le théâtre, depuis le jour où il captive la mobile créole jusqu'au

jour où, cédant à la raison d'État, il la délaisse, nous sommes bien autrement intéressés. Plus, dans les actes visibles de sa vie publique, il a été puissant, cruel, inspiré, magnanime, et plus nous sommes avides de savoir ce que devenait aux pieds des femmes ce héros devant qui les hommes tremblaient.

Il en est de même pour la grande Catherine. Qu'elle ait, après avoir conquis son trône au prix d'un crime, tiré son pays d'un état presque sauvage pour le doter des bienfaits de la civilisation, annexé la Pologne, défait les Turcs, élevé des monuments, favorisé l'essor des arts et des lettres, c'est certes plus qu'il n'en faut pour faire de nous les admirateurs de son génie au même degré que Voltaire, Diderot, Jean-Jacques et tant d'autres. Mais plus de tels actes élèvent le piédestal sur lequel elle s'est hissée et plus nous sommes curieux de savoir ce qu'elle devient quand elle en descend. L'histoire de ses amours et, par conséquent, celle de ses favoris prennent à nos yeux, par cela même que la souveraine était si haut placée, la physionomie de quelque chose de plus suggestif et, pour tout dire, de plus attachant.

A cet égard, le livre de M. Waliszewski est véritablement révélateur. Il n'ajoute aucun personnage nouveau au long défilé des séducteurs victorieux qui commence à Grégoire Orlof et finit, trente ans plus tard, à Platon Zoulof, le jour où meurt cette souveraine aussi ardente de cœur que de sens et que ses conceptions politiques ne purent jamais détourner de la douceur d'aimer et d'être aimée. Mais, sur chacun d'eux, il abonde en détails dont l'attrait égale celui des romans les plus habilement conçus et des drames les plus fortement corsés.

A l'origine de la plupart de ces heureux, que la femme amoureuse, — que cache si mal la souveraine, — comble de dons et d'honneurs, il y a quelque histoire louche, par où se révèle déjà, avant même qu'ils entrent en scène, je ne sais quel détraquement cérébral qu'il ne faut jamais perdre de vue, si l'on veut les comprendre et les expliquer. S'il en est de sincères dans l'amour que Catherine croit leur avoir suggéré, c'est assez difficile à établir, et plus difficile encore à croire. S'il en est de tels cependant, ce sont les plus humbles, les moins avides de pouvoir, et de ceux-là, le crédit ne dure pas. Ceux dont l'in-

fluence s'assied et se maintient, ce sont les ambitieux, les Orlof, pour qui la faveur impériale n'est qu'un marchepied; Potemkin, qui devient véritablement le maître de l'Empire; Platon Zoubof, qui exploite d'une manière indigne l'amour que ses allures efféminées et ses regards langoureux ont inspiré à la souveraine, laquelle n'est déjà plus, quand elle l'aime, qu'une vieille femme.

Une Cour où de tels personnages pouvaient s'élever par de tels moyens devait être fréquemment le rendez-vous des aventuriers cosmopolites, si nombreux en Europe à la fin du dix-huitième siècle. Un tableau de cette Cour eût donc été incomplet si le peintre ne leur avait réservé une place. Il la leur a faite aussi large qu'il convenait, et le défilé de ces chevaliers d'industrie, venus on ne sait d'où, n'est pas moins attractif que celui des favoris. Il y a aussi bonne part pour les femmes qui vivaient autour de Catherine, dont quelques-unes devinrent ses rivales dans le cœur de l'heureux du jour et dont jamais elle ne chercha à tirer vengeance, comme si les infidélités dont elles avaient été complices n'eussent été que peccadilles à ses yeux. Cette dispo-

sition naturelle à l'indulgence et au pardon est un des traits les plus frappants de son caractère. Entendons-nous, cependant. Indulgente et généreuse quand l'outrage ne s'adressait qu'à la femme, oui, souvent, presque toujours. Mais quand il s'adressait à la souveraine, jamais. Dans le premier cas, on eût dit qu'elle reconnaissait qu'en consentant à déchoir elle s'était exposée à l'aventure qui lui arrivait. Elle la subissait comme une humiliation méritée. Dans le second, elle se montrait intraitable, comme s'il lui eût été impossible d'admettre que quiconque, si grand qu'il fût, pût manquer inpunément au respect dû à la toute-puissance dont elle était dépositaire.

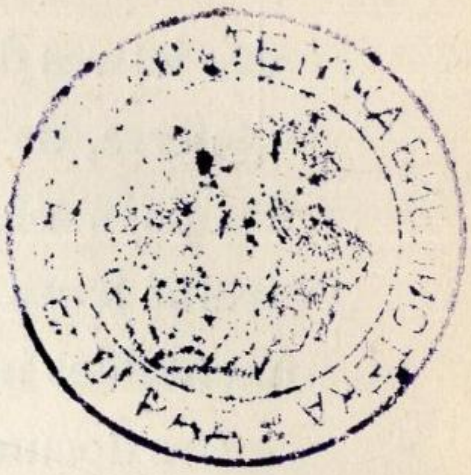
Il est d'ailleurs remarquable que, jusqu'en ses désordres, elle ne perdit jamais de vue ce que commandaient l'intérêt de son pouvoir et la dignité de sa couronne. Elle eut des faiblesses en tant que femme; en tant que souveraine, on ne lui en connaît guère, et si, un jour, elle fut au moment de consentir à ce que Grégoire Orlof devînt son mari et partageât son trône, c'est qu'elle n'avait pu oublier qu'elle le lui devait.

C'est là l'impression qui résulte du livre dont je viens de parler. On aurait tort de croire, en

effet, que de ces pages, où passe une ardeur presque égale à l'ardeur qui la consumait et qu'elle n'assouvit jamais, la grande Catherine sorte diminuée. C'est le privilège de ces élus qui émergent de la longue et bruyante histoire de l'humanité, comme d'une contrée montagneuse les cimes les plus élevées, qu'on est aisément disposé à leur pardonner beaucoup. Ce qu'a produit d'heureux et de bon leur génie fait absoudre leurs faiblesses, et, grâce à l'auréole qui ceint leur front, l'humanité, éblouie par le rayonnement qui s'en dégage, en arrive, tout en distinguant nettement ce qui fut mal de ce qui fut bien, à mettre au même plan tout ce qui contribue à les faire grands.

Cette conclusion s'applique excellemment à l'être de taille démesurée que fut Catherine. Quand, à la glorieuse histoire de la souveraine, on oppose les débordements de la femme, on ne peut guère oublier que, si souvent elle fut égarée, elle apportait en ses erreurs une sincérité qui défend sa mémoire. Victime de ses passions, oui; avilie, non.

VIES D'ÉMIGRÉS



I

On n'aura jamais le dernier mot sur les misères et les aventures douloureuses de la noblesse française pendant la Révolution. Autant de familles persécutées et proscrites, autant de victimes, les unes arrêtées, emprisonnées, envoyées à l'échafaud; les autres se dérobant par la fuite à une mort certaine, mais se condamnant à toutes les souffrances d'un exil encore assombri par la pauvreté.

Dans la presque totalité de ces familles, il s'est trouvé quelqu'un pour résumer en des récits poignants les souvenirs de tant de maux inoubliables. Tantôt, ce sont des notes écrites au jour le jour, au cours des événements; tantôt des récits faits de mémoire, plus tard, les événements accomplis et après la rentrée en France, ou bien encore

des lettres datées d'Allemagne, de Russie, d'Angleterre, de Hollande, d'ailleurs encore, de tous les pays où, pendant dix ans, les émigrés ont traîné leurs pas et ont vécu l'épopée de leurs lamentables infortunes.

Ces documents, conservés pour la plupart dans les archives de famille, font revivre l'émigration sous tous ses aspects, de telle sorte que lorsque, de temps en temps, leurs possesseurs se décident à les publier en tout ou en partie, encore que ce ne soit qu'un chapitre ajouté à une histoire que de récents et nombreux travaux ont éclairée de la plus vibrante lumière, on est presque toujours certain d'y trouver quelque trait inédit et nouveau qui, tout en confirmant ce qu'on en savait déjà, y ajoute un attrait de plus. C'est ainsi qu'à l'heure où nous sommes la série de souvenirs et de mémoires qui forment ce qu'on pourrait appeler la bibliothèque de l'Émigration peut se grossir indéfiniment, sans que l'intérêt des ouvrages qui viennent la grossir soit diminué en rien par l'intérêt des ouvrages antérieurement publiés.

Indépendamment du beau livre de Forneron, qui constitue un résumé de l'histoire générale

des émigrés, indépendamment de mes propres travaux, desquels j'ai le droit de dire qu'ils ont fouillé les points les plus obscurs et levé tous les voiles de l'Émigration, nous possédons aujourd'hui plus de cinquante récits ou recueils de correspondances, tirés des archives privées ou publiques et qui ont puissamment contribué à la divulgation des faits d'une époque qui, pendant près de quatre-vingt ans, a paru enveloppée du plus impénétrable mystère.

C'est un document de ce genre que, sous ce titre : « Dix ans de la vie d'une femme pendant l'Émigration, » vient de nous donner le vicomte de Broc. La femme dont il nous livre les lettres et les récits, c'est la marquise de Falaiseau, une belle mondaine de la fin du dix-huitième siècle, alliée aux plus illustres familles, appartenant à l'élite sociale de cette époque, et dont les innombrables et émouvantes aventures, bien qu'elles ne se distinguent en rien de tant d'autres qu'on put alors voir se dérouler, viennent parer de nouvelles couleurs et peupler de nouveaux personnages les tableaux déjà tracés de ces temps mémorables.

Il convient de remarquer ici que tout ce qui

touche à ces temps nous séduit, nous entraîne, nous passionne. Comment en serait-il autrement? La Révolutiou française a été l'événement leplus considérable de l'histoire contemporaine, et l'Émigration, qui en est, en quelque sorte, l'annexe, en constitue le plus dramatique épisode. Elle est, cette émigration, la protestation des vaincus, le suprême effort d'une société qui va périr, d'un régime qui s'effondre. Pour comprendre la Révolution, il faut connaître l'Émigration, et réciproquement, et dès qu'on en abordel'étude, on est saisi par tout ce qu'elle présente de grandeurs, de misères, de péripéties, d'héroïsme.

Tout s'y trouve, dans cette histoire. On s'y amuse et on y pleure ; on y mène joyeuse et large vie et on y meurt de faim. La légèreté la plus extravagante y coudoie la sagesse la plus prévoyante; la folie s'y manifeste à côté de la raison. On y rencontre des coquins aux prises avec d'honnêtes gens, des scélérats qui ne valent pas mieux que les bourreaux de Paris, et qui,par leurs méfaits, déshonorent la plus noble cause. A tout instant, on y constate des rivalités entre princes, entre hommes d'État. Toutes les passions trouvent à s'y exercer, l'ambition, l'orgueil, l'a-

mour. On y découvre des romans pathétiques.

Elle compte des héros, mais aussi des traîtres. L'espionnage et le vol s'y pratiquent en grand. Les acteurs en sont innombrables. On y voit des princes qui n'ont pas le sou et dont les créanciers, las d'attendre, saisissent les équipements ; des exilés, chassés de ville en ville, crevant de faim, entraînés aux pires métiers par les suggestions de la misère.

Certaines femmes y donnent l'exemple de toutes les vertus, de tous les courages; d'autres, le plus petit nombre, celui de toutes les bassesses.

A Coblentz, à Vérone, à Mitau, à Varsovie, à Londres, partout où stationne la pauvre Cour du comte de Provence, éclatent et s'aiguisent autant d'intrigues qu'à Versailles. Le comte d'Artois, sous l'influence de son entourage, jalouse son frère, qui lui-même est calomnieusement accusé d'avoir souhaité la mort de son aîné et du fils de ce dernier, pour leur succéder plus vite. Les pires ennemis de Marie-Antoinette sont des émigrés. Calonne et Breteuil se disputent le pouvoir dont ils ne savent se servir ni l'un ni l'autre. On reproche au malheureux Louis XVI

d'être « le plus grand jacobin du royaume ».

Les malheurs privés égalent, s'ils ne les dépassent, par leur douloureux caractère, tant d'intrigues scandaleuses. De tous côtés, ce n'est que gens affamés, pauvres enfants, vieillards errant sur les routes et pouvant lire, à l'entrée de certaines villes, des écriteaux où il est mentionné que l'accès en est interdit « aux émigrés, aux mendiants et aux chiens ».

L'armée de Condé, pendant des mois, ne reçoit pas de solde. Elle vit quinze jours sur les diamants de la princesse de Monaco, qui les a vendus pour venir en aide à ces détresses. Un soir, à Coblentz, on apprend que Catherine vient d'envoyer aux princes français deux millions. Le lendemain, dès le lever du jour, il y a à la porte du comte de Provence, cinq cents solliciteurs, qui s'en retournent, d'ailleurs, les mains vides. Les princes sont couverts de dettes. Des intrigants, des conspirateurs leur enlèvent le plus clair de leurs ressources.

D'ailleurs, aucun projet n'aboutit. Tout est en désarroi, rien ne réussit, les puissances refusent des secours, après les avoir prodigués. La coalition écarte le concours des princes dès qu'elle

comprend qu'ils ne se prêteront pas à l'amoindrissement du territoire français.

Pendant ce temps, l'Europe est en armes. De toutes parts, on se bat. D'Antraigues vend à Bonaparte les secrets et les plans des émigrés. Le futur Louis XVIII, traqué de tous côtés, s'enfuit en Russie. Il en est ensuite chassé, se réfugie à Varsovie, revient à Mitau. A la même heure, le comte d'Artois se voit interdit l'accès du territoire anglais.

Entre temps, la noblesse française est décimée. Certains de ses membres combattent en Vendée, périssent à Quiberon ; d'autres prennent du service en Prusse, en Autriche, en Russie. D'autres encore se sont réfugiés à Londres, y font tous les métiers, acteurs dramatiques, cireurs de bottes, commis de boutiques, garçons de restaurants, chanteurs des rues. Il faut manger. Un soir, dans Regent-street, le fils d'un duc et pair est abordé sur le trottoir par une jolie personne. C'est l'héritière d'un gentilhomme français.

Et ces choses durent jusqu'en 1804. A cette époque, les nobles non irrémédiablement compromis peuvent enfin rentrer dans leur patrie. Mais il en est encore de nombreux à qui les por-

tes restent fermées et ceux-là, jusqu'en 1814, mènent la plus atroce existence.

Ce que pouvait être, dans le courant de tant d'invraisemblables calamités, la vie d'une famille, il faut le lire dans les récits de la marquise de Falaiseau, reconstitués par le vicomte de Broc. Cette histoire est semblable à des milliers d'autres, du même temps. Un jour, la Révolution, les émeutes qu'elle engendre, la Jacquerie qu'elle encourage, les projets qu'elle annonce, les crimes qu'elle commet, les lois qu'elle édicte, ont rendu la vie intenable à Paris, et dans les provinces.

On est parti, encouragé par l'exemple de ceux qui ont déjà émigré et qui écrivent : « Venez nous rejoindre, mon cœur. On est très gai, ici. C'est la même vie qu'à Versailles. Nous en avons pour trois mois. » Oui, c'est sur ces belles assurances qu'on s'est mis en route. Départ charmant. Les chemins sont couverts de voitures emportant des fugitifs qui s'en vont, comme en une partie de plaisir, convaincus que « ça ne durera pas ». Leur confiance, on la partage. Il s'agit de passer loin de tout péril un mauvais moment, et bientôt on reviendra.

Soudain, de l'autre côté de la frontière, tout

change. L'ère des infortunes commence. On était à Tournai, à Bruxelles, à Fribourg, à Soleure, à Bonn, à Worms, à Coblentz, vivant au jour le jour, les yeux tournés vers la France, s'attendant à y rentrer. Et voilà que la foudre a éclaté : pénalités terribles édictées contre les absents, par l'Assemblée nationale ; leurs biens confisqués, leurs parents arrêtés, ceux qui correspondent avec eux mis à mort. C'est la Terreur. Plus moyen de retourner chez soi.

Puis, ce sont les armées de la république qui entrent, victorieuses, en Allemagne et en Italie, dans les Pays-Bas, chassant devant elles le troupeau des émigrés. Il faut fuir. Et quelle fuite ! Pas d'argent, pas de pain, les relais sans chevaux, les auberges pleines, les routes encombrées ! Et derrière soi, les soldats de la France. D'aventures en aventures, de misères en misères, de catastrophes en catastrophes, on roula jusqu'à l'abîme.

La marquise de Falaiseau a connu ces calamités. Elles revivent sous sa plume. C'était une femme exquise, une épouse modèle, une mère admirable. C'était aussi une vaillante et une chrétienne. Tout ce qu'elle a vu est marqué, par

elle, en traits de feu, et elle a eu un commentateur digne d'elle. C'est égal, les Français de ce temps furent bien à plaindre!

II

A côté des souvenirs de la marquise de Falaiseau, il convient de placer ceux de la duchesse de Gontaut. Née en 1773, cette très grande dame, qui s'appelait avant son mariage M^lle^ de Montault-Navailles, avait vécu à la cour de Marie-Antoinette. C'est de là, c'est-à-dire des premières loges, qu'elle vit commencer la Révolution. Un peu plus tard, elle émigra avec sa famille, qu'elle suivit tour à tour à Coblenz et en Angleterre. Elle se maria, durant ce long exil. Elle épousa le marquis de Saint-Blancard, fils cadet de la maison de Gontaut, et qui devint plus tard duc de Gontaut.

A la chute de l'Empire et à la rentrée des Bourbons, quand la princesse Caroline de Naples fut unie au duc de Berry, M^me^ de Gontaut reçut de la confiance de Louis XVIII le poste envié de gouvernante des enfants de France. A ce

titre, elle ne quitta plus la Cour et, en 1830, accompagna la famille royale proscrite, auprès de laquelle elle resta tant que Mademoiselle, sœur du comte de Chambord, eut besoin de ses leçons. C'est dire que, durant près d'un demi-siècle, elle avait beaucoup vu, beaucoup entendu, beaucoup observé, comme la plupart des contemporains illustres, et qu'en conséquence, sur les hommes et sur les choses elle savait beaucoup.

Il s'en fallut de peu, cependant, que ce savoir ne fût perdu pour l'histoire. Elle atteignait déjà ses quatre-vingts ans, et de tant d'attachants souvenirs, rien n'était encore écrit. C'est alors, en 1853, que le comte Georges Esterhazy, qui venait d'épouser la petite-fille de la duchesse, M^lle^ de Chabot, supplia la vieille aïeule de raconter pour ses descendants les tragiques événements auxquels elle avait été mêlée. Elle consentit : « Je cède à cette aimable et tendre intention, disait-elle, me faisant cependant la promesse de résister au charme trop commun de parler impitoyablement de soi-même. Je chercherai dans ma mémoire les souvenirs des révolutions auxquelles j'ai souvent assisté, afin de donner de l'intérêt à mes récits. »

Les Mémoires de la duchesse de Gontaut embrassent une période de cinquante années. Et quelles années ! Cette période, une révolution la commence et une révolution la clôt. Entre ce commencement et cette fin, les événements les plus tumultueux se déroulent, se pressent, se confondent. Un monde s'effondre ; une société nouvelle surgit. Sur les ruines de l'un, le plus vaste génie des temps modernes, et peut-être de tous les temps, jette les assises de l'autre. Deux cent mille Français quittent leur patrie. Des milliers d'autres périssent, ceux-ci sur l'échafaud, ceux-là sur les champs de bataille.

Quand, après tant de chocs et de conflits couronnés par la chute du trône de Napoléon, non moins retentissante que celle du trône de Louis XVI, les fugitifs rentrent dans leur patrie, ils la trouvent à ce point transformée et renouvelée qu'ils ne la reconnaissent plus et y sont ainsi que des étrangers. Comme ils en sont redevenus les maîtres, ils prétendent la ramener aux moules anciens qu'elle a brisés. Une lutte acharnée s'engage entre ces fidèles du passé et les partisans du droit nouveau. Elle dure quinze ans. Elle se dénoue par la révolution de 1830 et, pour la

seconde fois, les Bourbons perdent leur couronne. Tels sont les éléments dramatiques et le cadre gigantesque des Mémoires de Mme de Gontaut.

Parmi tant de pages d'un intérêt passionnant, trop longues et trop remplies pour être toutes mentionnées, il est assez difficile de choisir. Dès le début du livre, il faut citer cependant d'attachants détails sur la vie privée de l'aristocratie française à la fin de l'ancien régime, une piquante physionomie de Mme de Genlis et quelques jolis épisodes dont les héros sont les princes frères du Roi et les divers membres de la famille d'Orléans.

A ce moment, la future duchesse de Gontaut est encore une toute jeune fille. Plus tard, on la retrouvera dame d'atours de la duchesse de Berry, puis gouvernante de ses enfants, et, en cette qualité, témoin de tous les événements dont la Cour de France est le théâtre : la naissance du duc de Bordeaux, le trépas de son père, assassiné par Louvel ; la mort de Louis XVIII, le sacre de Charles X, et, enfin, les journées de Juillet, la fuite du Roi et l'exil en Écosse, toutes ces choses, vues et racontées par le côté intime et personnel que négligent ordinairement les

historiens et qui constitue cependant le principal attrait de ces résurrections du passé.

Mais quelque intéressante que soit cette partie des Mémoires de Mme de Gontaut, elle n'égale pas, j'ose le dire — et de la part d'un peintre des émigrés cet aveu ne surprendra personne — les trop brèves pages consacrées à l'émigration. C'est celles-là que je préfère et sur lesquelles j'insisterai, parce que les infortunes de la noblesse de France fugitive y sont présentées par la plume d'une femme qui en a été le témoin et la victime.

Décidée à quitter la France, la famille de Montault s'était refugiée d'abord à Trèves et ensuite à Coblentz. Là, tout respirait les illusions et l'enthousiasme. L'Autriche venait de déclarer la guerre à la France, avec la Prusse pour alliée, en attendant la mise en train de la Russie. Les armées coalisées étaient placées sous le commandement du duc de Brunswick. Il ne s'agissait de rien moins que de marcher sur Paris et d'y mettre le Roi en possession de son trône. « Dans deux mois, écrivait-on au comte de Provence, les coalisés peuvent être à même de vous faire terminer la belle saison à Brunoy. »

Brunswick lui-même en était convaincu. Il parlait de l'expédition confiée à son habileté comme s'il n'eût été question que d'une partie de plaisir.

— Je vois avec peine, Monseigneur, disait-il au frère du roi de France, que nous n'aurons aucun obstacle à surmonter ; j'aurais voulu, pour le bien général, que les alliés éprouvassent une certaine résistance, car les Français ont besoin d'une leçon telle qu'elle ne puisse jamais s'effacer de leur mémoire.

Et telle était son arrogance que le comte de Provence, blessé au vif, répliquait :

— Prenez garde, Prince, de ne pas verser dans quelque ornière imprévue ; je présume que les Français disputeront le terrain ; on ne les a pas battus dans toutes les circonstances.

On connaît le piteux échec des alliés devant Thionville, leur défaite à Valmy et leur retraite désastreuse, dans laquelle fut entraînée, vaincue sans avoir combattu, la petite armée des princes. Quand cette dernière s'était mise en marche pour entrer en France, les femmes dont les maris, les pères, les frères ou les fils y servaient, avaient été autorisées à la suivre : « L'empressement fut

général. Des équipages, encore nombreux, couvraient les routes et ce reste d'élégance parisienne, la confiance que chacun témoignait, rendaient ce voyage joyeux. Chacun se séparait gaiement, se donnant presque rendez-vous à Paris. »

Mais le désordre de la défaite transforma l'expédition si follement entreprise en un désastre horrible. Les soldats de Brunswick fugitifs encombraient les routes, obligeaient les voitures des émigrés à aller au pas, y grimpaient même pour soulager leur fatigue, au risque de les briser. Le soir venu, voulait-on s'arrêter dans un village pour s'y reposer, on s'en voyait interdire l'accès par un écriteau portant ces mots : « Ici les juifs et les émigrés ont défense d'entrer. » Il fallait se contenter d'un peu de paille au bord d'une route ou au fond d'une grange.

Et c'est dans une grange où s'étaient refugiées, un soir, M^me^ et M^lle^ de Montault-Navailles, M^me^ de Poulpry, M^me^ de Lage, d'autres encore, et où elles dormaient sur des bottes de foin, gardées par un chasseur de la duchesse de Guiche, que se présentait M^me^ de Calonne, femme du ministre des princes, demandant asile :

— Ouvrez, c'est moi ! Elle entrait parée, crêpée, fardée, poudrée, robe à queue, paniers, souliers à talon... Et de s'écrier : — Où sont les appartements ? Que vois-je ? Un hôpital ! Des femmes sur la paille ! Un homme armé ! Holà ! où sont mes laquais ? De la lumière ! Des flambeaux ! — Et les laquais accourus, les flambeaux allumés, nouveaux cris, terreurs nouvelles. — Où suis-je ? Des pendus à la muraille !

Les grandes dames, couchées sur la paille, constataient alors qu'elles s'étaient endormies sous vingt-quatre moutons écorchés, accrochés, prêts à être envoyés au marché le lendemain.

L'aventure n'était que bouffonne. Il y en eut de plus douloureuses. La noblesse française crevait littéralement de faim, sollicitait l'aumône un peu partout, demandait à toute sorte d'industries les moyens de vivre. J'ai raconté ailleurs ces misères lamentables. Ceux qu'ont émus mes récits pouvaient croire que j'exagérais. Après avoir lu celui de la duchesse de Gontaut, ils reconnaîtront que j'ai été un narrateur véridique et fidèle, qu'il n'y eut jamais de plus atroces aventures que celles des émigrés, et que les femmes qui les affrontèrent et surent les subir,

en témoignage de leur foi monarchique, portaient dans leur corps frêle des âmes vaillantes.

La duchesse de Gontaut fut de celles-là.

III

« On cherche des sujets de romans, écrivait un jour M. Guizot; que ne regarde-t-on de près à l'histoire ? » Jamais parole plus vraie. Les romanciers les plus féconds peuvent se réunir, associer leurs idées, mettre en commun leurs efforts, ils ne parviendront pas à inventer des péripéties égales à celles que crée la vie, des situations aussi extraordinaires, aussi saisissantes. Auquel d'entre nous n'est venue cette réflexion en lisant les comptes rendus judiciaires ou seulement les faits-divers que publient les journaux ? C'est, chaque jour, pris sur le vif, une accumulation d'événements qui se présentent avec un tel caractère d'invraisemblance qu'on serait tenté de les considérer comme le fruit d'une imagination maladive et déséquilibrée, si les preuves de leur réalité n'en accompagnaient la divulgation, et qu'aucun écrivain n'oserait s'attribuer le mérite de les avoir

imaginés, tant ils paraissent irréalisables et non vécus. Ils sont cependant enfantés par la vie elle-même, dont l'histoire n'est que le reflet ; de telle sorte qu'on peut la regarder, à quelque époque qu'on s'arrête, en quelque temps qu'on y regarde, comme la plus inépuisable pépinière de sujets de romans. Si des vérités à ce point élémentaires, bien qu'il soit de mode aujourd'hui de n'en tenir aucun compte, avaient besoin d'être démontrées, je ne voudrais, pour rendre irréfutable ma démonstration, d'autre argument que les souvenirs du comte de Virieu qu'a publiés sous ce titre : *le Roman d'un royaliste*, et mis en scène avec un art incomparable, le marquis Costa de Beauregard.

Imaginez le descendant d'une illustre race dauphinoise, venant au monde au début de la seconde moitié de ce dix-huitième siècle qui allait transformer le monde, voir s'abîmer la monarchie dans les débris de la féodalité, s'éveiller l'esprit philosophique, jeter bas une société polie, lettrée, sceptique, élégante, pourrie jusqu'aux moelles, et surgir à sa place un peuple émancipé au cours des plus tragiques événements.

Donnez à cet héritier d'un grand nom une

âme tendre, une imagination ardente, une nature impressionnable, l'orgueil du rang qu'il occupe, une indomptable volonté, une tendance à fouler aux pieds, en dépit de son éducation, les préjugés du milieu social dans lequel il grandit, un esprit ouvert à tout ce qu'offrent de généreux et d'humanitaire les idées nouvelles.

Donnez pour cadre à son enfance un vieux château au pied des Alpes et les paysages magiques des montagnes, à sa jeunesse d'abord le Paris de Louis XVI et de Marie-Antoinette, puis la vie bruyante des armées. Ouvrez-lui les salons d'une duchesse de Rohan devenue sa mère adoptive, où, installé comme chez lui, il verra défiler pêle-mêle les contemporains célèbres, les survivants de la génération qui va s'éteindre, les pionniers de la Révolution qui s'avance, et d'où il assistera aux rivalités politiques, aux assauts d'intrigues, au déploiement de perversités qui préparent l'effondrement de la royauté.

Faites de ce jeune enthousiaste un favori des Tuileries et un affilié des loges maçonniques, le familier de Cagliostro, le témoin du complot ourdi contre l'honneur de la Reine par les scélérats dont le cardinal de Rohan fut le complice ou la dupe.

Parez notre héros de la poésie d'un mariage d'amour contracté au cours de tant d'émouvantes aventures. Arrachez-le ensuite à son bonheur domestique. Jetez-le dans le tourbillon qui s'ouvre aux conflits de Necker avec Brienne.

Montrez-le tour à tour délégué à la fameuse assemblée de Vizille, député aux États généraux de 1789, à l'Assemblée législative, témoin de tous les grands épisodes de la Révolution et perdant peu à peu ses illusions généreuses au spectacle des émeutes sanglantes, des mobiles qui les engendrent, du fanatisme qui les inspire, au spectacle surtout du martyre de la famille royale, des fautes de ses amis, de la mauvaise foi de ses ennemis.

Enfin, embrasant son âme d'une indignation sainte, transformez-le en défenseur du trône renversé, abandonnant, pour combattre en faveur d'une cause sacrée, femme et enfants, prodiguant ses peines, son argent, son sang, conspirateur un jour, soldat le lendemain, hier à Coblenz, dont il blâme les folies, aujourd'hui dans Lyon, où il va, sous les ordres du général de Précy, soutenir un siège contre la Convention. Associez-le à cette inoubliable épopée dont son obscur tré-

pas, parmi des milliers de victimes, symbolise la grandeur, et vous aurez ainsi reconstitué l'existence d'Henry de Virieu. Quel roman pourrait égaler en intérêt une telle histoire ?

Mais il ne suffit pas que le sujet soit pathétique. Encore faut-il que l'historien qui s'en est emparé soit habile à en tirer parti, à en encadrer les épisodes dans des descriptions exactes et puissantes, à en accuser les côtés dramatiques ; qu'il soit, en un mot, non un amateur plus ou moins favorisé par la chance accidentelle qui a mis dans ses mains des documents précieux, mais un véritable artiste doué d'un tempérament d'écrivain. Or, le marquis Costa de Beauregard est justement cela. Ce dernier venu d'une illustre maison de Savoie, nationalisée française lors de l'annexion, possède au plus haut degré les qualités de l'homme de lettres. La grandeur des événements le touche, mais plus encore les causes qui les ont provoqués. Ces causes, il excelle à les grouper, à en étudier le développement, à montrer comment le fait qu'il raconte n'en est que le total mathématique. Il ne saurait être satisfait d'avoir posé un personnage agissant. Nul ne sait mieux que lui établir pourquoi et en vertu de

quelle loi ce personnage agit. Il étudie les âmes autant que les faits. Au passage, il n'a garde de négliger le décor. Soit qu'il nous conduise dans les solitudes alpestres ou sur les champs de bataille, soit qu'il nous transporte sur les places publiques de Paris livré aux émeutes ou dans les salons que tout à l'heure la populace mettra au pillage, il procède comme un metteur en scène de théâtre. De là l'intérêt passionnant de ses récits.

A ce point de vue, le premier livre du marquis Costa : *Un Homme d'autrefois*, fut une révélation. On sait quel en a été le succès. Cinq éditions successives de cette résurrection d'un monde disparu sont là pour prouver que ce succès a dépassé les espérances de l'auteur. Puis, ce fut deux volumes sur le règne de Charles-Albert de Savoie, remplis de pages lumineuses, avec, d'un bout à l'autre, la magie d'une prose éclatante et suggestive. Enfin, voici comme continuation de cette carrière d'écrivain, doublant avec tant de bonheur une belle vie de gentilhomme, que son amour pour le passé et sa naissance n'empêchent pas d'être un homme d'aujourd'hui, ce *Roman d'un royaliste* écrit avec la correspon-

dance du comte de Virieu et les mémoires fragmentaires de sa fille, M^lle^ de Virieu. Il porte sur la Révolution, sur ses origines, ses épopées et ses héros une lumière éclatante. Il y a sur l'influence néfaste de Cagliostro, pendant le règne de Louis XVI, sur l'action corruptrice des loges maçonniques, sur le procès du Collier, des éclaircissements inattendus, en même temps que les plus attachantes révélations sur la société de ce temps et sur sa course folle vers les catastrophes dans lesquelles elle allait périr.

Il faut signaler aussi de sincères peintures du monde des émigrés. Virieu n'y vivait pas. Il n'en partageait ni les préjugés ni les goûts. Mais il s'y mêla un jour, alors qu'il voulait sauver la royauté, et le séjour qu'il y fit lui permit d'observer, avec une extraordinaire justesse de vision, les illusions et les folles visées de tant de pauvres gens qui, ayant fui la France, au premier éclair révolutionnaire, ne comprenaient rien à la formidable transformation qui était en train de s'accomplir.

Mais le véritable joyau de l'œuvre nouvelle du marquis Costa de Beauregard, c'est la partie finale, consacrée au siège de Lyon en 1793. Cette

révolte de la seconde ville de France contre le despotisme conventionnel constitue, cela est certain, l'épisode le plus considérable de la Révolution. Or, il n'en est pas de plus mal connu, de plus inexactement raconté et sur qui les documents originaux soient plus rares. Quand je dis documents, je n'entends pas parler des pièces officielles. Celles-là sont nombreuses. Mais leur sécheresse, leur laconisme, l'absence totale de toute allusion à la vie privée, bien autrement intéressante, au cours de ces cataclysmes, que la vie publique, ne peuvent que décourager l'historien pour qui les événements ne sont rien quand il est dépossédé des moyens d'en rétablir les circonstances et l'air ambiant. Souvent, pour ma part, j'ai été tenté d'entreprendre ce récit et, toujours, j'ai été arrêté par la pauvreté de nos archives à cet égard, par l'absence presque totale de ces notes contemporaines, de ces mémoires intimes qui ont si puissamment contribué à éclairer, pour tout le reste de la France, les souvenirs de la Terreur, et qui, pour ce qui concerne Lyon, font à peu près défaut, puisque nous n'avons sur ce sujet que les mémoires de M^me^ des Écherolles.

Grâce aux papiers de Virieu, il n'en sera plus ainsi. Le marquis Costa de Beauregard a été à même d'écrire sur le siège de 1793 quatre-vingts pages qui en disent plus long que ce que nous en savions. Le comte de Virieu dirigeait la résistance sous les ordres de Précy. Sa femme, ses enfants étaient enfermés avec lui dans la ville assiégée. Les notes de sa fille racontent donc ce qu'elle a vu, ce qu'elle avait surpris sur les lèvres de son père, et c'est ainsi que nous possédons enfin une narration, assurément incomplète mais singulièrement vivante, de cette résistance d'un peuple intrépide qu'avaient exaspéré les excès de la Terreur.

La résistance avait été héroïque, allumée, non pas, comme on est trop enclin à le croire, par des royalistes, mais par les partisans des Girondins dont les royalistes ne firent que servir le ressentiment. La répression fut sans pitié. L'échafaud et les fusillades succédèrent au bombardement qui avait à moitié détruit cette malheureuse ville. Précy, fugitif avec une poignée d'hommes, parvint à gagner la Suisse. Virieu, qui avait été chargé de couvrir sa retraite, y laissa la vie, mais en des conditions si mystérieuses que, pen-

dant plusieurs semaines, sa veuve en fut réduite à le pleurer sans savoir s'il était mort ou vivant. « Au lendemain de la bataille, on avait retrouvé au bord du chemin le cadavre d'un officier. Sa croix de Saint-Louis était à demi enfouie dans sa poitrine par une balle. Son visage semblait d'un vivant, ses yeux étaient grands ouverts ; seuls les morts peuvent ainsi regarder le soleil, et les martyrs la justice de Dieu. »

La rumeur disait que ce cadavre était celui d'Henry de Virieu. Mais la rumeur disait-elle vrai ? Mme de Virieu en douta jusqu'au jour où elle reçut à Lausanne, dans la maison qui lui donnait asile ainsi qu'à ses enfants, enfin retrouvés après avoir été longtemps perdus, un paquet à son adresse envoyé par l'ami fidèle qui s'était chargé de rechercher son glorieux mari. Elle ouvrit le paquet. Il contenait une pièce de cette étoffe noire que l'on appelle « drap de veuve ». Elle tomba à genoux, mouillant l'étoffe de ses larmes. C'en était fait de sa dernière espérance.

IV

Dans cette étude sur la vie des émigrés, les Mémoires et souvenirs du baron Hyde de Neuville, dont nous devons la publication à sa nièce, la vicomtesse de Bardonnet, trouvent naturellement leur place. Ils constituent l'histoire de tout un siècle. Oui, tout un siècle, et quel siècle ! Quand éclate la Révolution, Hyde de Neuville est encore un enfant. Mais il en voit les excès ; il assiste au déchaînement de la Terreur. Devant le tragique spectacle des malheurs de la Monarchie, l'ardent attachement qu'il nourrit pour elle et qu'il tient de sa famille se fortifie, s'exalte, le jette parmi les défenseurs les plus résolus des victimes. Jusqu'au jour où Louis XVIII est remis en possession de la couronne, Hyde de Neuville combat pour lui. Sous le Directoire, sous l'Empire, il figure parmi ces conspirateurs intrépides que ne faisaient reculer ni les menaces ni la mort. Il est emprisonné, redevient libre, fuit aux États-Unis, rentre en France avec les Bourbons et, sous des façons diverses, député, ambassadeur, reçoit le

prix de ses services, toujours acharné à propager les doctrines pour lesquelles il a lutté et souffert.

Honoré par Charles X, comme il l'avait été par Louis XVIII, il le sert avec autant de désintéressement et de zèle. En 1830, il abandonne la vie publique. Mais, du fond de sa retraite, il agit encore pour son Roi proscrit. Il lui porte dans l'exil ses consolations et ses hommages. Après l'avoir vu mourir, il se prodigue envers son petit-fils, du triomphe duquel il ne veut pas désespérer. Il assiste à la chute de Louis-Philippe. Il voit le second Empire succéder à la République et, quand sa cause semble définitivement vaincue il croit encore au retour de la fortune favorable. Il meurt en 1857, léguant à ceux qui portent son nom un admirable renom d'honneur, d'énergie et de fidélité.

Je ne sais pas de plus noble existence; je n'en sais pas non plus qui ait été agitée au même degré. Cet homme de dévouement et de devoir a lutté jusqu'au bout pour ce qu'il croyait être la justice. Étroitement mêlé aux épisodes les plus émouvants de son temps, investi de la confiance de deux rois, tenu en haute estime par ceux de ses contemporains qui avaient combattu les mê-

mes combats que lui, il était en une situation exceptionnellement propice pour observer et bien voir. Les notes sur lesquelles sa nièce a rédigé ses Mémoires ont été écrites sous le coup des événements. Qu'elles consistent en portraits ou en récits, elles portent l'empreinte de la vérité, et si, pour la plupart, elles mentionnent des événements déjà connus, elles nous initient, d'autre part, à des faits ignorés qui portent sur ce que nous savions de ce passé si terriblement émouvant une lumière nouvelle.

Les deux premiers volumes nous racontent la Révolution, l'Empire et la restauration des Bourbons.

Quand s'ouvre le troisième, le gouvernement de Louis XVIII vient d'entrer dans la période aiguë de son existence. Les plus grandes figures de cette époque défilent, dès ce moment, sous nos yeux : Richelieu, de Serre, Villèle, Chateaubriand, Martignac. Si nous n'apprenons rien en ce qui touche les faits généraux, nous apprenons beaucoup en ce qui concerne les faits spéciaux, les dessous de la politique, et surtout en ce qui touche les hommes.

J'ai eu déjà l'occasion d'expliquer pourquoi

l'histoire de la Restauration, n'étant pas une épopée, ne saurait donner lieu à des récits aussi émouvants que ceux de la Révolution ou du premier Empire. La plupart des écrivains qui ont entrepris de la raconter se sont trop souvent heurtés et brisés à cet écueil, et leurs livres manquent ordinairement de chaleur et de vie. Cet écueil, Hyde de Neuville a su le franchir avec bonheur, non qu'il fût en son pouvoir de donner aux faits plus d'animation qu'ils n'en ont eu en réalité, mais parce qu'il s'est beaucoup plus appliqué à nous en montrer les causes en les commentant qu'à les raconter. C'est ainsi, par exemple, qu'il a évité les inconvénients de leur uniformité en nous dévoilant et en nous décrivant les milieux où ils se préparaient. Sous la Restauration, les salons ont joué un rôle important, et exercé sur les hommes et sur les choses une influence considérable. Hyde de Neuville ne pouvait l'ignorer. Aussi s'est-il appliqué à nous les ouvrir et à nous y introduire.

Nous pouvons le suivre chez M^me^ Duras, non seulement à l'époque où cette grande dame réunissait autour d'elle tout ce que Paris comptait de brillant et d'éclatant, mais encore quand la

foule des courtisans l'eut un peu abandonnée pour suivre Chateaubriand chez Mme Récamier. Nous l'accompagnons aussi chez la duchesse de Narbonne, chez la duchesse de Broglie, fille de Mme de Staël, chez la princesse de la Trémoïlle, chez la marquise de Montcalm, sœur du duc de Richelieu, et, enfin, chez la comtesse du Cayla, la favorite du vieux Louis XVIII.

On a raconté de bien des manières les relations qui s'étaient créées entre cette femme spirituelle, élégante, jeune et jolie, et le prince à qui les exigences de la politique venaient d'enlever son cher Decazes, et qui lui cherchait un successeur. Ces narrations si divisées, et le plus souvent contradictoires, se sont allongées de beaucoup de propos calomnieux. En fait, il y eut entre le monarque et la comtesse un commerce purement intellectuel et affectueux. S'il s'y révéla de la part du Roi un goût passionné, il importe d'établir que Mme du Cayla tint à honneur de n'abuser jamais du pouvoir que ce goût lui avait assuré. Il lui arriva de profiter de son influence en faveur de ses amis, mais jamais pour nuire à qui que ce fût.

Hyde de Neuville cite même, à cet égard, un

trait significatif. Un jour, dans un salon, Chateaubriand s'était livré à une sortie assez vive contre certains actes de Louis XVIII et contre diverses personnes de l'intimité royale. Quand il eut fini, il s'aperçut que parmi les auditeurs se trouvait Mme du Cayla. Il en resta tout à fait décontenancé, redoutant que les propos malicieux qu'il avait tenus ne fussent répétés au Roi par la favorite. Mais elle de le rassurer, en disant :

— Ne craignez rien; mon admiration m'empêche de retenir ce que je ne dois pas entendre.

C'est surtout aux épisodes de ce genre, qui s'y trouvent fréquents et toujours très ingénieusement encadrés, que les mémoires du baron Hyde de Neuville doivent leur principal attrait et leur plus grand charme. Quand un homme a vécu durant une période dramatique, quand il a été mêlé au drame et aux acteurs, il a naturellement bien des traits piquants ou émouvants à révéler.

Entre tous les personnages avec qui Hyde de Neuville, au cours d'une longue carrière, s'était trouvé étroitement lié, aucun ne lui inspira une admiration et une amitié égales à l'amitié et à l'admiration qu'il avait conçues pour Chateau-

briand. C'est ce qui explique pourquoi nous trouvons, dans le dernier volume des Mémoires, tant de lettres inédites de l'illustre écrivain. Encore qu'elles soient d'ordre privé, on sera curieux de les lire. La curiosité du lecteur ne sera pas moins surexcitée par le récit d'aventures qui, jusqu'à ce jour, étaient restées ignorées et qui viennent d'être divulguées pour la première fois.

Ces révélations touchent ordinairement à des points dramatiques et mystérieux, comme l'insurrection tentée en Vendée par la duchesse de Berry, après la chute de Charles X. Hyde de Neuville n'avait cessé de déconseiller cette héroïque mais folle tentative, dont il était facile de prévoir l'échec. Tout ce qu'il en raconte, avant comme après, est en quelque sorte de l'histoire complémentaire et éclaire d'un jour bien curieux un événement qui passionna si fort les contemporains. En cette circonstance, d'ailleurs, pas plus qu'au temps où, plus jeune, il eût approuvé la princesse et partagé ses périls, il ne marchanda son dévouement à la cause royale.

Ardemment royaliste, le royaliste se retrouvait en lui en toutes les occasions où il croyait son secours utile. C'est ainsi qu'en 1848, bien

que, durant dix-huit ans, il eût combattu contre la branche cadette, il ne voulut voir dans les petits-fils de Louis-Philippe, fugitifs, que des princes de la Maison de France et tenta encore de se dévouer.

Le 24 février, apprenant que la duchesse d'Orléans, conduite à la Chambre avec ses enfants, était en danger dans Paris, il résolut de l'aider à fuir. Il prépara cette fuite avec l'habileté qu'il déployait jadis, durant les jours épiques où il conspirait contre le Directoire et contre l'Empire. Son concours ne fut pas utilisé. Quand il alla l'offrir, la princesse était déjà sauvée. Mais elle n'oublia pas, et fit exprimer sa reconnaissance à Hyde de Neuville en des termes tels qu'il se crut ensuite autorisé à lui écrire pour l'exhorter à faire la fusion des deux branches de la Maison de France. La réponse de la mère de Monseigneur le comte de Paris est un chef-d'œuvre de sollicitude maternelle. Mais il est au moins singulier que ce ne soit qu'au bout de trente-cinq ans que ce curieux incident nous ait été révélé.

On en trouvera bien d'autres dans les suggestifs mémoires que je signale à mes lecteurs. On y trouvera surtout le tableau d'une belle

et noble vie, dont on ne peut pas entièrement approuver tous les actes, mais dont les erreurs sont dues aux plus généreuses illusions et où on ne rencontre, de ses débuts à sa fin, que d'admirables exemples de fidélité, de courage et d'honneur.

LES SÉGUR

I

C'est ce titre que devrait porter, à ce qu'il nous semble, le superbe livre que le comte de Ségur a consacré au maréchal de Ségur, son aïeul, ministre de la guerre sous Louis XVI. Le maréchal n'en est que la figure principale. Tout autour de lui se dressent d'autres Ségur que son biographe fait revivre : François, seigneur de Sainte-Aulaye, compagnon d'Henri IV ; le marquis Jean-Isaac, brillant homme d'épée, mort octogénaire ; Henri-Joseph, le mousquetaire, surnommé le beau Ségur, qu'il fallut amputer d'une jambe après la bataille de la Marsaille et dont Saint-Simon a raconté les galants exploits ; Jean-Charles, d'abord soldat, puis prêtre et évêque de Saint-Papoul, qui descendit de son siège pour partager la disgrâce des jansénistes ; Henri-

François de Ségur, frère aîné du précédent, mari de la charmante Angélique de Froissy, fille naturelle du duc d'Orléans, régent de France, et de Mlle Desmares, de la Comédie-Française, elle-même nièce de Champmeslé, et qui eut de ce mariage un fils qui fut le maréchal ; les deux fils de celui-ci, l'un le comte de Ségur, ambassadeur de France en Russie à la fin du règne de Louis XVI, grand-maître des cérémonies à la Cour impériale et père du général Philippe de Ségur, aide-de-camp de Napoléon, auteur des fameux mémoires ; l'autre, le vicomte, esprit aimable et délié qui fut auteur dramatique à ses heures, romancier, poète, voire chansonnier.

Tous ces personnages animent le récit du comte de Ségur. Ils le rendent plus attrayant et plus vivace. Au maréchal, qui en est le héros, ils forment un cortège véritablement digne de lui. Si, dans cette glorieuse galerie, le général Philippe de Ségur, l'aide-de-camp de l'Empereur, qui n'en est pas le moins illustre ornement, tient peu de place, c'est qu'au moment où lui-même commençait, son grand-père le maréchal finissait, et que d'ailleurs ses mémoires récemment remis en lumière par le comte Louis, cousin de notre auteur

d'aujourd'hui, ne laissent plus grand'chose à raconter de ce qui le concerne. C'est donc, à vrai dire, l'histoire de sa maison, de 1575 à 1800, que nous donne le comte de Ségur.

Comme point de départ de son travail, il a eu un manuscrit d'environ cent pages où son aïeul avait noté les événements des premières années de sa vie. Le malheur est qu'il touchait à peine à ses vingt ans quand il arrêta cette relation. Pour la suite de sa carrière, son historien a dû procéder à de minutieuses recherches dans les archives et s'enquérir de tout ce qui avait été précédemment écrit sur lui. Quels que soient, d'ailleurs, les efforts auxquels il a dû se livrer, aucun n'a été au-dessus de sa patience et de sa compétence. Nous lui devons un magistral récit, plein de faits, merveilleusement documenté, écrit d'une belle prose imagée et claire, et qu'aucun historien de profession ne désavouerait.

Le maréchal Philippe-Henri de Ségur, né en 1724, fit son apprentissage de la guerre au siège de Linz, à la fin de 1741, sous les ordres de son père, le lieutenant-général comte de Ségur, qui défendait cette place au nom du Roi. Quand, après plusieurs mois de siège, elle était à bout de

ressources, les Autrichiens vinrent sommer le général de Ségur de se rendre sans conditions.

On ne put s'entendre. Les hostilités reprirent de plus belle. Dans la soirée du 26 janvier 1742, les faubourgs de Linz, auxquels les Autrichiens avaient mis le feu, étaient consumés ; les flammes menaçaient les ponts du Danube, seule issue par où la garnison pût opérer sa retraite. Le généralissime autrichien, irrité par la résistance qu'il rencontrait, ne parlait de rien moins que de passer les assiégés au fil de l'épée s'ils ne se rendaient pas. Telle fut alors l'attitude du général de Ségur, que ce qu'il exigeait pour se rendre lui fut accordé. De la place démantelée, incendiée, dépourvue de tout moyen de défense, on vit sortir un matin ce qui restait de l'armée française, des soldats déguenillés, se tenant à peine, hâves, mourant de faim, mais emportant leurs blessés, leur drapeau et leurs armes. Cette affaire fit le plus grand honneur au général de Ségur.

Quand il revint à la Cour après sa défaite, il y trouva de la part du Roi la même bienveillance et de la part des courtisans la même respectueuse admiration que s'il eût remporté une victoire. Du reste, sa vie est pleine de traits d'énergie et de

vaillance. Ses services militaires égalent ceux de son fils. Comme lui, il fût devenu maréchal de France s'il ne fût mort, prématurément, lorsque déjà il était désigné pour être pourvu de cette dignité.

Ce fut donc au siège de Linz que Philippe-Henri fit ses premières armes. Il avait dix-huit ans. L'année suivante, il achetait un régiment, après avoir assisté au siège de Prague. A la bataille de Rocoux, en Flandre, le jeune colonel fut grièvement blessé. Son régiment perdit le tiers de son effectif. Dix officiers furent tués dont le lieutenant-colonel. On désespéra d'abord de sauver le colonel de Ségur. Il ne dut la vie qu'à sa robuste jeunesse. Il survécut à la plus terrible opération. Son père écrivait alors : « Je suis bien consolé de sa blessure ayant appris qu'il l'avait reçue en faisant courageusement son devoir à la tête de son régiment. »

Il reçut la seconde le 2 juillet 1747, sous les murs de Maestricht. L'armée française, commandée par le maréchal de Saxe, avait devant elle les Anglais, les Autrichiens, les Hanovriens et les Hollandais. Le corps du comte de Clermont, dont le régiment de Ségur faisait partie, eut l'ordre

d'enlever la redoute de Lawfelt. Il fallut cinq assauts successifs pour y réussir. Au quatrième, le colonel de Ségur, qui avait vu tomber autour de lui quarante-quatre de ses officiers et quatre cent soixante et onze de ses soldats, eut, lui-même, le bras fracassé par un boulet. Il n'en conduisit pas moins jusqu'au bout cette charge héroïque. Il ne tomba qu'après la victoire, épuisé par la perte de son sang.

On dut lui couper le bras. Le Roi dit à son père : « Des hommes comme votre fils sont invulnérables. » En France comme à l'armée, on ne parlait que de ce colonel de vingt-trois ans, frappé deux fois en moins d'une année d'une manière si terrible. Voltaire le célébra dans ses vers. Enfin, le 27 juillet, lui était octroyé le brevet de brigadier d'infanterie, première faveur qui fut bientôt suivie de sa nomination comme gouverneur du pays de Foix et lieutenant général de Champagne et de Brie, « preuve de la confiance que Sa Majesté a dans sa sagesse, sa bonne conduite et sa valeur éprouvée dans toutes les campagnes où il s'est trouvé ». Son père eut aussi la part de « grâces » que méritaient ses services. On lui conféra le collier du Saint-Esprit, une des

plus hautes distinctions que pût accorder la faveur royale.

On peut voir à ces traits quel puissant intérêt présente au point de vue militaire le beau travail historique dont nous entretenons nos lecteurs. A d'autres points de vue, cet intérêt n'est pas moindre. Nous ne saurions trop recommander notamment toute la partie qui a trait au ministère de Ségur sous Louis XVI.

Lorsque le Roi le mit à la tête de l'administration de la guerre, tout y était à refaire, à reconstituer ; il fallait réparer d'inoubliables et bien graves fautes résultant surtout des excès de faveur prodigués à des incapables. Ségur apporta, au cours de ses fonctions, une énergie dans les réformes que ne purent fléchir les sollicitations les plus pressantes. Il résista même à la Cour et grâce à son fils aîné, entré déjà dans la diplomatie, il put le faire sans offenser la Reine.

Du reste, il écartait systématiquement les requêtes des jolies femmes si longtemps toutes puissantes à la Guerre. Il « craignait jusqu'à l'odeur de leurs lettres ». Il refusa à la vicomtesse de Laval-Montmorency un régiment qu'elle demandait pour son fils. Dépitée, elle lui écrivit :

« Si vous avez lu l'histoire, monsieur le marquis, vous avez dû voir qu'il était plus aisé autrefois aux Montmorency d'obtenir une charge de connétable qu'aujourd'hui un chétif régiment. » L'impertinence était flagrante. Mais elle ne prit pas Ségur au dépourvu. Il répondit : « J'ai lu l'histoire, madame la vicomtesse, et j'ai vu que les Montmorency, autrefois comme aujourd'hui, ont été mis à leur place. » A sa sortie du ministère, où le bâton de maréchal lui avait été accordé, et qu'il quitta pour ne point plier devant des exigences inadmissibles, la revanche de Rosbach était prête.

Son fils aîné, Louis-Philippe de Ségur, fut soldat comme lui. Pendant la guerre d'Amérique, il s'enrôle dans les volontaires de Rochambeau, y est fait colonel, rentre en France avec ce grade, qui le porte quelques années après à celui de maréchal de camp. Chez lui, le soldat se doublait d'un diplomate. Le diplomate est envoyé en Russie comme ambassadeur, nommé ensuite à Rome au même titre, puis à Berlin et, entre temps, à l'aube de la Terreur, il refuse le ministère des affaires étrangères. Comme écrivain, il ne parcourt pas une carrière moins brillante. En 1803, il est

membre de l'Académie française. Napoléon le fait conseiller d'État et grand-maître des cérémonies. La restauration l'envoie siéger à la Chambre des pairs.

Le cadet, vicomte de Ségur, mérite aussi une place à part. Brillant esprit, sa situation sociale, le nom qu'il portait le mêlèrent étroitement aux hommes et aux choses de la Révolution. C'est lui qui, choqué un jour par les familiarités déplacées du chanteur Elleviou à son égard, lui disait : « Prenez garde, mon cher ; vous oubliez que la Révolution de 89 nous a tous rendus égaux. » Encore de lui, cette réflexion prophétique, qui n'a rien perdu de son actualité : « La véritable cause de nos malheurs est l'étonnante médiocrité des individus. S'il paraissait un seul homme de génie, il serait le maître. »

Les Ségur n'avaient point voulu émigrer. Privé de ses charges et de ses revenus, réduit à la misère, n'étant pas en sûreté dans Paris, le maréchal s'était retiré à Chatenay. Les Jacobins vinrent l'y chercher. Arrêté, captif durant plusieurs mois, il fut sauvé par la chute de Robespierre. Ses fils sortirent non moins heureusement de ces

cruelles épreuves. Mais il ne se consolait pas des malheurs de la Monarchie.

Cependant, Bonaparte avait appris que le vieux maréchal, le seul qui fût alors en France, vivait dans la misère aux portes de Paris. Spontanément, il lui fit allouer le maximum de la solde de retraite attribuée aux généraux de division. Surpris et ému, le maréchal voulut aller le remercier. Il fut traité dans cette entrevue avec la plus courtoise déférence. Comme, sa visite faite, il quittait les Tuileries, il trouva dans la cour du Palais la garde consulaire rangée sur son passage. Les tambours battirent aux champs, les soldats présentèrent les armes et ce fut si touchant et si saisissant qu'il ne put retenir ses larmes. « Ce fut la dernière joie de sa vie, » raconte le comte de Ségur. Il mourut le 8 octobre 1801.

II

Voilà de quelle noble lignée est issu le général Philippe de Ségur, dont le nom fut illustré à la fois par ses faits d'armes sous le premier empire et par les mémoires dans lesquels il les a racon-

tés. Écrits dans une admirable langue, imagée et fougueuse, ces mémoires forment huit gros volumes et embrassent toute l'épopée impériale. L'auteur, en sa qualité d'aide-de-camp de l'Empereur, avait vu et su beaucoup de choses. Ce qu'il avait su a trouvé en lui un narrateur intuitif et consciencieux. Mais, dans la relation de ce qu'il avait vu, il s'est surpassé. Son récit de la campagne de Russie, qu'il suivit du commencement à la fin, est un pur chef-d'œuvre, lu partout à l'époque où il parut, traduit dans toutes les langues, et qui a consacré la gloire de son nom. On peut en dire autant des pages qu'il a consacrées à l'Empereur et à sa cour. Nous lui devons le plus émouvant tableau des jours agités qui précédèrent et suivirent la mort du duc d'Enghien.

En d'autres temps, le succès de ces récits avait été considérable. Depuis, ils étaient un peu oubliés. Le comte Louis de Ségur a jugé l'heure opportune pour les tirer de l'oubli en en publiant deux extraits considérables, formant deux volumes. Dans l'un de ces volumes intitulé : *Un aide-de-camp de Napoléon*, est consigné tout ce qui est personnel au général, c'est-à-dire la

relation des événements où celui-ci a eu un rôle, de ce qu'il a vu et entendu, de ce qui présente, à proprement parler, le caractère de souvenirs; dans l'autre le récit fameux et devenu classique de la campagne de Russie.

Le comte Philippe de Ségur qui fut comme son père, général de division, pair de France et académicien, était né en 1780. Il est mort en 1873. Il a donc vécu près d'un siècle. Engagé simple soldat en 1800, il devint général en 1812 et ne cessa de combattre jusqu'à la fin de l'Empire. Toutes les guerres auxquelles il prit part, il les fit dans l'état-major de Napoléon ou à la tête de corps d'élite. C'est dire quel puissant intérêt peuvent et doivent présenter les choses qu'il raconte. Comme c'était un maître écrivain au même degré qu'un intrépide soldat, il les a transfigurées par la magie d'un style admirablement approprié au caractère épique du sujet. Tout est attachant en ces pages vibrantes et je serais certes singulièrement embarrassé si j'avais à désigner celles que je préfère aux autres. Elles forment un de ces livres qu'après les avoir ouverts on ne peut fermer que lorsqu'on les a dévorés et qu'on recommence pour l'unique plai-

sir de revivre avec l'auteur les grandes aventures auxquelles il prit part.

Homme de trempe héroïque, tout de première impression, la valeur indomptable des ancêtres revivait en lui. Dressé à leurs exemples, le cœur plein de leur image et la mémoire de leur souvenir, il portait partout l'incessant souci de rester digne d'eux. Comme eux, il avait l'inspiration prompte, l'action ardente, le plus fougueux enthousiasme, une générosité naturelle qui n'était égalée que par un entêtement à vaincre les difficultés considérées comme les plus insurmontables. Tous ses actes s'inspirent de ces qualités supérieures. La soudaineté de sa vocation militaire en est la preuve la plus frappante. Il ne la soupçonnait même pas, cette vocation, quand elle éclata.

Il avait dix-neuf ans. C'était à la fin de 1799, au moment où s'achevait la période tragique par laquelle, durant dix ans, venait de passer la France. De la vieille société française, à laquelle, par sa naissance, son éducation, appartenait Philippe de Ségur, il ne restait rien que des ruines sur lesquelles s'élevait une société nouvelle sans contact avec l'ancienne. Pour un jeune

aristocrate dont la famille avait payé son tribut à la Terreur, il ne semblait pas qu'il pût y avoir place dans l'ordre social qui se fondait.

Ses parents n'avaient pas émigré, mais ils étaient royalistes. Sa tante, la duchesse d'Ayen, était montée sur l'échafaud. Son grand-père, le maréchal, jeté à la Force malgré son âge et ses services, allait comparaître devant le tribunal révolutionnaire quand était survenue la chute de Robespierre. Il n'avait dû la vie qu'à cette circonstance. Le père de Philippe, quoique n'ayant pas été arrêté, avait couru des périls analogues. Après tant d'épreuves aggravées par la ruine, que pouvait un jeune homme qui, ni de près ni de loin, ne tenait aux maîtres du jour ? C'est alors qu'au moment où notre héros se préparait à la carrière des lettres et, en attendant d'y réussir, demandait son pain à des travaux de copie, qu'un hasard décida de sa vocation. Témoin du 18 brumaire, placé sur le passage d'un régiment de dragons qui marchait vers Saint-Cloud afin de seconder le coup d'État tenté par Bonaparte, il eut la nette vision d'un avenir d'ordre et de reconstitution sociale. La vue des uniformes l'électrisa. « Le sang guerrier que

j'avais reçu de mes pères bouillonna dans mes veines. Dès ce moment, je fus soldat ; je ne rêvai que combats et je méprisai toute autre carrière. » Peu de jours après, avec le consentement de son père, mais malgré l'opposition de tout le reste de sa famille, et quelque crainte qu'il eût de l'opinion que se ferait de sa conduite le monde aristocratique parmi lequel il vivait, il alla signer son enrôlement comme simple hussard dans les volontaires dits « de Bonaparte ».

Ici se place un trait bien émouvant et qui donne une belle idée de la hauteur d'âme de ces hommes d'autrefois. Le jeune volontaire, son engagement contracté, était tenu d'en rendre compte à son grand-père, le maréchal de Ségur, chef de la famille. Il s'y rendit tout tremblant. C'était le matin. Le vieux soldat était encore couché.

— Vous venez de manquer à tous les souvenirs de vos ancêtres, dit-il d'abord avec sévérité. Mais, c'en est fait, songez-y bien ! vous voilà enrôlé dans l'armée républicaine. Servez-y avec franchise et loyauté, car votre parti est pris, et il n'est plus temps d'en revenir !

Déconcerté par cet accueil que, peut-être, malgré tout, il avait espéré moins dur, l'enfant pleurait silencieusement devant l'aïeul. Celui-ci s'attendrit. De la seule main qui lui restait, il prit celle de son petit-fils, l'attira et le pressa sur son cœur. Puis, lui remettant vingt louis, la presque totalité de ce qu'il possédait, il ajouta :

— Tenez, voici de quoi aider à compléter votre équipement ; allez, et, du moins, soutenez avec bravoure et fidélité, sous le drapeau qu'il vous a plu de choisir, le nom que vous portez et l'honneur de votre famille.

Tels furent les débuts de Philippe de Ségur dans la vie militaire. Il y marcha parmi les plus vaillants, ayant toujours en mémoire les conseils de son grand-père, et sa famille lui doit un nouveau rayon de gloire qui, après presque un siècle, plane encore sur elle.

Pour le bien connaître, c'est à travers ses mémoires qu'il faut le suivre et surtout à la lumière du volume où se trouvent réunis ses souvenirs personnels. Ces souvenirs, je ne peux les reproduire ici et moins encore les résumer. De tels récits ne se résument pas. Il faut, pour en sentir le prix et l'attrait, les lire tels qu'ils ont été écrits.

Ceux-ci donnent l'idée d'un paladin d'un autre âge. Avec Ségur, on court d'un bout de l'Europe à l'autre. Officier d'ordonnance de Napoléon, il est avec lui à Ulm, à Vienne, à Austerlitz, à Iéna. En Pologne, en 1807, il est fait prisonnier. Rendu libre à la paix de Tilsitt, il est envoyé en Espagne, grièvement blessé à Sommo-Sierra. Le livre s'achève sur le très piquant tableau des intrigues auxquelles, à Paris, en l'absence de l'Empereur, se livraient Fouché, Talleyrand, Bernadotte. Avec le volume suivant, on retrouve Ségur en Russie, dans les péripéties de cette mémorable campagne, la plus tragique du siècle et peut-être de tous les siècles, et qu'il a racontée avec la plume d'Homère.

Voici encore un trait où se révèlent au plus haut degré sa grandeur d'âme et son esprit militaire. A quatre-vingts ans, le général de Ségur subit, à Paris, les douleurs du siège et de la Commune. Pendant la Commune, un jour, les délégués de l'Hôtel de Ville se présentèrent chez lui. Comme jadis les Jacobins chez son grand-père, ils venaient perquisitionner et, peut-être, l'arrêter. Mais son attitude leur imposa tant de respect qu'après avoir balbutié quelques excuses

ils se retirèrent sans oser remplir leur menace.

Toutefois, au moment de sortir, l'un d'eux changea de langage et, revenant sur ses pas, demanda au général de leur donner au moins de l'argent. A cette demande, celui-ci se redressa, et d'un ton de chef parlant à ses soldats :

— Sortez, dit-il; vous déshonorez l'uniforme.

Et ils sortirent.

LES MÉMOIRES DE GUERRE

I

Jusqu'à ces derniers temps, le premier Empire a été à la mode. On en trouve la preuve dans la vogue de ces Mémoires publiés depuis quelques années, dont les auteurs contemporains de Napoléon nous ont révélé les dessous de sa vie et les mystères de sa politique ; dans le succès récent de travaux historiques consacrés aux grands épisodes de son règne ou même à ses amours, dans un retour marqué du roman et du théâtre vers les fastes de l'épopée impériale. Oui, ce sont bien là des signes manifestes de cette rentrée en scène d'un passé dont on croyait les influences épuisées et qui paraît devenu plus glorieux et plus imposant depuis que la littérature contemporaine, sous toutes les formes

dont elle dispose, s'en est emparée pour le raconter ou le décrire.

Faut-il cependant en conclure, comme l'ont fait quelques-uns, que nous assistions à une résurrection de la légende napoléonienne? Je ne le crois pas. Ce que nous avons vu : l'enthousiasme provoqué par les récits de Marbot et par d'autres de même origine ; la poussée des spectateurs vers les théâtres où revivait l'empereur ; l'effort des historiens pour évoquer, dans un cadre de vérité, sa figure gigantesque et ses aventures épiques, ne constituent à aucun degré le réveil de la légende. Tout au plus en est-ce la continuation rendue plus passionnante par un apport de documents nouveaux et par des dépositions de témoins bien placés pour voir et merveilleusement habiles à ressusciter les hommes et les choses qui ont passé sous leurs yeux.

Ces pièces ignorées ou oubliées d'un procès clos depuis longtemps sont et seront impuissantes à modifier les arrêts rendus. Si elles ont mieux fait connaître Napoléon et son règne, elles ne les ont rendus ni plus grands ni plus sympathiques. Après la publication de ces dossiers supplémentaires, l'homme et son œuvre

restent ce qu'ils étaient avant, quelque chose de formidable et en quelque sorte hors nature, où la somme du mal égale celle du bien et qu'un pays démocratique et libre, quelque fier qu'il soit de pouvoir les compter dans son patrimoine de grandeurs et de gloires, ne souhaite pas de voir recommencer parce qu'il sait bien qu'engendrés par d'effroyables malheurs ils sont fatalement condamnés à en engendrer de plus effroyables encore.

En tant que susceptible d'un effet pratique, la légende napoléonienne est donc morte et bien morte. Il n'est au pouvoir de personne de la ressusciter. En revanche et en tant que passionnément attrayante au point de vue de l'histoire et de l'art, elle reste immortelle. Le spectacle auquel il nous est donné d'assister, ce mouvement non raisonné vers les souvenirs du règne impérial, le prestige qu'exerce sur la foule la figure de Napoléon ne sont qu'un témoignage de plus de cette immortalité.

Pour quiconque observe et pense, ce qui se passe était à prévoir depuis le jour où divers historiens ont entrepris de recommencer le récit de la Révolution et du premier Empire, sur

d'autres bases et par d'autres procédés que leurs devanciers.

Ceux-ci, devant qui restaient obstinément fermés les dépôts de papiers d'État, avaient dû, à défaut des documents originaux, se contenter des témoignages intéressés et de dépositions dont il était inpossible de vérifier l'exactitude. Rien n'est trompeur au même degré que ces relations transmises par des témoins, chacun ayant intérêt à présenter les faits de manière à grandir le rôle qu'il a joué ou à justifier la conduite qu'il a tenue.

Étudier par exemple la police impériale d'après les dires de Fouché, recueillis dans les Mémoires qu'a publiés sous son nom Alphonse de Beauchamp ou dans ceux de Savary, duc de Rovigo, ne saurait vous conduire à la vérité. Pour la connaître, il faut, comme je l'ai fait, procéder à cette étude, à la lumière des volumineux dossiers conservés aux Archives nationales.

On peut en dire autant de tous les épisodes de l'histoire impériale. Jusqu'à il y a vingt ans, ce fil conducteur manquait aux historiens. Un seul fut à même de s'en servir, M. Thiers. Aussi son livre, entre toutes les publications auxquel-

les a donné lieu le premier Empire, reste-t-il ce qu'il y a de moins incomplet. Il est bien loin, cependant, de représenter toute la vérité. M. Thiers s'était embarqué dans cet énorme travail avec un programme tout fait, résolu à ne pas s'en écarter quoi qu'il advînt. Il voulait mettre en scène le côté décoratif et théâtral du règne, dresser un piédestal à un homme de génie, glorifier le législateur et le soldat admirables dans Napoléon. Il voulait surtout excuser ses fautes. Quand les documents le gênaient, il les passait sous silence; il les sacrifiait à son programme. Il n'a jamais sacrifié son programme aux documents.

Je n'en citerai qu'un exemple. Sous Napoléon, les rigueurs contre les suspects ont été atroces, impitoyables. On croit avoir tout dit quand on a rappelé l'exécution du duc d'Enghien ou celle d'Armand de Chateaubriand. Mais le règne est plein de faits non moins tragiques. Pendant toute sa durée, les commissions militaires n'ont pas cessé de fonctionner, de prononcer des condamnations capitales. Les prisons de l'Empire étaient si remplies, et souvent de gens contre lesquels n'existait aucun arrêt, qu'on ne savait plus où mettre les détenus.

Ce sont là des faits dont l'ignorance ne permet pas de porter sur Napoléon un jugement équitable. Mais ils eussent gêné M. Thiers en amoindrissant son héros. Il n'en a pas soufflé mot; il n'y fait pas même allusion. Si lui, le mieux documenté, en est là, que dire de ceux qui n'ont pas connu les documents? C'est pour cela que l'histoire de l'Empire était à refaire et qu'amené à le constater en comparant les relations écrites à la vérité documentaire, toute une légion d'historiens l'a recommencée.

Il serait trop long de citer tant de beaux travaux sur les émigrés, les chouans, la Révolution, l'Empire publiés depuis quelques années, et la série des Mémoires qui, presque au même moment sortaient des archives familiales, nous arrachant à la convention sur laquelle nous avions vécu pour nous faire entrer dans la vérité. Quel Napoléon nouveau ils ont fait surgir ! On ne nous avait montré que le héros toujours en scène, dépassant de cent coudées ses contemporains. On nous a montré l'homme avec ses faiblesses, ses défauts, ses passions, plus humain en un mot, plus semblable à nous et, dès lors, plus attachant.

Ce retour à la vérité coïncidait avec un goût plus marqué du public pour les études historiques. Peut-être même a-t-il contribué à le développer. Toujours est-il que la curiosité s'est substituée à l'indifférence, et que, de tous les événements qui pouvaient la captiver, ceux de cette grande époque étant les plus mémorables, c'est à ceux-là qu'elle est allée de préférence à d'autres. Voilà tout le secret du mouvement auquel nous assistons.

On peut impunément laisser les lecteurs se passionner pour les livres où revivent les hommes et les choses du premier Empire, les spectateurs applaudir aux évocations théâtrales qui nous restituent l'empereur, la foule admirer son génie. Ces manifestations, quelle qu'en soit la forme, n'ont d'autre portée ni d'autre importance que celle des visites qui sont faites tous les jours par des touristes au tombeau des Invalides.

II

Les Mémoires qui ont inspiré les réflexions précédentes sont en très grand nombre et forment

un total déjà considérable. Une première série avait précédé celle-là. C'était sous la Restauration et le gouvernement de Juillet. Il y eut alors un vigoureux effort pour faire du nom de Napoléon une arme d'opposition. Béranger, dans ses chansons, s'appliquait à ressusciter la glorieuse légende; Thiers nous rendait vivantes les tumultueuses batailles, et Louis-Philippe, en ramenant en France les cendres de l'empereur, apportait à ces tentatives un appui bien inattendu. Vers ce temps, on vit paraître un grand nombre de mémoires dont le succès révélait l'état de l'esprit public et préparait le terrain pour l'avènement non encore prévu du second Empire. Après la chute du trône de Juillet, ce mouvement s'arrêta. Il ne fut pas repris jusque vers ces dernières années. On eût pu croire alors que l'épopée napoléonienne était oubliée et que nul n'y pensait. Mais les souvenirs n'en étaient qu'endormis, et les Mémoires de Marbot donnèrent le signal du plus étonnant réveil qui se pût rêver.

L'extraordinaire, c'est que le mouvement, cette fois, n'était que platonique. Le césarisme était trop bien mort, trop profondément enterré

pour qu'on pût croire à sa résurrection. Non, nul ne la supposait possible. Il fut bientôt évident que la faveur avec laquelle étaient accueillis les nouveaux mémoires ne témoignait d'autre chose que de l'ardent besoin qu'au lendemain de ses défaites éprouvait la France de s'en consoler en se réfugiant dans des temps plus heureux et d'y puiser des espérances nouvelles, comme la conviction qu'elle pourrait un jour renaître de ses désastres. Ce fut bien là le caractère des manifestations qui se sont produites à l'occasion de la publication des Mémoires de Marbot et de ceux qui ont suivi. On a voulu remonter à ces époques héroïques comme on se plaît, durant les jours de misère et de deuil, à revenir sur les jours de joie et de prospérité.

Ce besoin et cette volonté se sont traduits par l'enthousiasme passionné qui a donné à ces publications d'innombrables et toujours avides lecteurs. On a lu et admiré, dans le même esprit de recueillement et de curiosité, en quelque sorte religieux, Marbot, Pasquier, Moreau de Jonnès, Macdonald, Chaptal, Parquin, le grenadier Coignet, Thiébault, d'autres que j'oublie, sans parler de ceux que, comme Ségur, on a tiré de l'ou-

bli où ils semblaient ensevelis. En un mot, à travers les narrations des hommes qui l'ont le plus approché et le mieux connu, on ne s'est pas lassé de contempler Napoléon, et c'est tout autant dans sa vie privée qu'en son rôle de soldat et de souverain qu'on s'est plu à l'étudier, à le voir agir, commander et vaincre.

Entre les nombreux récits qui nous ont rendu sa hautaine figure, il y a des différences à faire; tous ne se valent pas. Mais il n'en est pas un où il n'y fait quelque chose à apprendre et aussi quelque fait nouveau, où se révèle un Napoléon ignoré. D'abord ce fut Marbot qui tint la tête; nul ne nous avait appris plus de choses que lui sur le héros; nul ne l'avait peint sous des couleurs plus vives, ni décrit en traits plus profonds les événements qu'il traversa et les théâtres où il évolua. Mais il faut bien reconnaître que maintenant Marbot a un rival. Je ne sais même si, comme narrateur de tant de choses épiques, Thiébault n'est pas à la fois plus exact, plus vraisemblable et plus humainement clairvoyant. Ainsi que Marbot, il a vu des choses que d'autres n'avaient pas songé à regarder ou qui ne leur étaient point apparues. Mais, en nous les

retraçant, il nous donne une sensation de vérité, dans les portraits surtout, que nous ne retrouvons pas au même degré chez son rival.

Dans sa passion à reproduire tout en grand, Marbot est souvent hors nature. On doute, à le lire, de l'exactitude de ses affirmations, et lorsqu'on peut, documents en main, les contrôler, on constate quelquefois qu'il a exagéré. D'autre part, pour ce qu'il n'a pas vu, il s'en est trop fié à ce qu'on en disait autour de lui et il a le tort de le présenter comme s'il l'avait vu. Je n'en citerai qu'un exemple. En 1812, un employé du ministère de la guerre fut arrêté et fusillé, convaincu d'avoir vendu aux Russes des pièces relatives à l'expédition de Russie. A en croire Marbot, lorsqu'on l'arrêta, il avait sur lui les trois cent mille francs, prix de sa trahison ; il comptait même les billets de banque. Or, la vérité, c'est qu'il résulte de l'instruction judiciaire conservée aux Archives de France qu'on lui avait promis en tout et pour tout cinq mille francs. Ce n'est rien cela, si vous voulez. On y saisit tout au moins, et sur le vif, la preuve que Marbot exagère et dénature, à son insu d'ailleurs et sans le vouloir, entraîné par son imagination romanesque.

Tout autre est Thiébault. C'est un esprit méthodique, d'un imperturbable sang-froid et affamé de vérité en même qu'il est lui, aussi, un voyant merveilleux et d'une rare originalité. Ses jugements détruiront bien des idées reçues. Il nous dépeint Masséna, Augereau, Davout sous des couleurs bien opposées à celles sous lesquelles nous les connaissons jusqu'ici. Si ce qu'il dit de Masséna est vrai, cet admirable soldat ne méritait pas toutes les sévérités dont certains ont accablé sa mémoire. De même, et dans un sens opposé, Davout. Il a recueilli vraiment trop d'éloges ; à en croire Thiébault, il n'en méritait pas la moitié. Il y aura quelque jour une belle étude à faire sur ces personnages en les regardant à la lumière de tant de renseignements donnés sur eux par les mémoires publiés dans ces dernières années.

Un autre travail qui s'impose aussi consistera à dresser le bilan des découvertes historiques que nous leur devons, des faits nouveaux qu'ils nous ont révélés et à établir dans quelle mesure doit être modifiée l'histoire telle que nous la connaissons, par une comparaison équitable avec celle qui résulte de leurs récits. Plus encore que ceux

de Marbot, ceux de Thiébault devront servir de base à ce travail. Il nous raconte bien des choses inconnues, comme cette campagne de Naples, non moins tragique que le siège de Saragosse, et surtout plus ignorée.

Tout au plus faudra-t-il se défier de ses préventions, de son coup de dent à la Saint-Simon. En revanche, en le lisant, qu'il éveille discrètement le souvenir de ses aventures d'amour ou qu'il retrace les épisodes de guerre auxquels il a assisté, ou enfin qu'il en ressuscite les personnages, on sentira, dans la poitrine du soldat, battre le cœur de l'homme. C'est cette dose d'humanité versée dans ses récits qui leur donne leur principal charme, tant il est vrai que rien n'excite en nous autant d'intérêt qu'une ouverture sur l'âme des êtres qui nous permet de pénétrer en eux et de nous convaincre qu'en dépit de la différence des temps et des milieux l'âme humaine reste toujours la même. Et quoi qu'on pense du mérite de ces mémoires, on ne saurait nier qu'ils ont merveilleusement enrichi le trésor documentaire fourni peu à peu par tant d'historiens et de mémorialistes, trésors dont nous avons le droit d'être fiers.

III

Si vous ouvrez un dictionnaire biographique, vous aurez vite fait d'y apprendre que le général baron Thiébault était né à Berlin en 1769 et mourut à Paris en 1846. Son père, qui lui-même, parmi beaucoup d'autres ouvrages, a laissé des Souvenirs attachants était Français. A la recommandation de d'Alembert, il devint professeur de grammaire générale à l'École militaire de Berlin et vécut dans l'intimité du grand Frédéric qui avait fait de lui son lecteur, le correcteur de ses livres et même son éditeur.

Thiébault le père revint en France en 1784, y fut tour à tour directeur de la librairie, garde des archives et inventaires du garde-meuble de la Couronne, inspecteur des rôles à Épinal, commissaire pour la réunion de la Belgique à la France, chef du secrétariat du Directoire, président de l'École centrale et, enfin, proviseur du lycée de Versailles. Dans ces fonctions successives, il connut la plupart des hommes éminents de son temps. Quelques-uns furent ses amis.

Quant au fils qui avait vingt ans à peine

lorsqu'éclata la Révolution, après en avoir vu les débuts à Paris, il s'engagea, au lendemain du 10 août, dans l'armée du Nord, y fit campagne jusqu'à la défection de Dumouriez à la suite de laquelle son intimité avec le duc de Chartres, aide-de-camp de ce général, le rendit suspect, entraîna son arrestation et l'exposa à périr. Échappé à ce danger, il eut le choix entre la carrière diplomatique et celle des armes, et choisit définitivement celle-ci. Son histoire fut alors celle des plus brillants soldats de cette époque. On le vit sur le Rhin, en Hollande, en Italie. A Naples, il fut fait adjudant général ; à Gênes, qu'il défendit sous Masséna, général de brigade. Il eut part à la victoire d'Austerlitz, y fut blessé. Guéri, il allait en Portugal avec Junot, y devenait général de division, passait ensuite en Espagne comme gouverneur de plusieurs provinces. En 1811, l'Empereur le créait baron. En 1813, il est en Allemagne, y commande à Hambourg et à Lubeck. Après la chute de l'Empire, une division militaire lui est confiée par Louis XVIII. En 1824, lorsqu'il prit sa retraite, il appartenait au corps d'état-major. Il vécut durant vingt-deux ans encore. On a de lui, datées de ce temps, de nombreuses

publications. C'est à la même époque qu'il écrivit ses Mémoires.

Voilà, on le reconnaîtra, une existence mouvementée et bien pleine. Beaucoup, en ce siècle, ont eu des existences pareilles. Admettez, maintenant, que de tels hommes, ayant nécessairement connu nombre de gens, ayant été mêlés à tant d'émouvants événements, n'aient rien su voir que ce qui leur était personnel, aient été incapables de rien observer, de rien retenir, ou tout au moins de rien raconter, et vous comprendrez qu'il ne leur soit pas venu à la pensée d'en transmettre par écrit le souvenir. Que si, au contraire, ils ont traversé la vie comme des spectateurs passionnés et intéressés par le spectacle, s'ils ont eu le goût des lettres, si les actions auxquelles ils participaient leur ont laissé des impressions ineffaçables, s'ils étaient enclins à en saisir le côté descriptif ou philosophique, il est naturel que le besoin de les transmettre se soit emparé d'eux et que, pour grandir leur gloire ou pour communiquer aux générations futures un reflet des émotions qu'ils ont ressenties, ils aient voulu raconter tout ou partie de ce que la destinée avait mis sous leurs yeux.

Marbot et Thiébault ont été de ces hommes-là. Mais, comme je l'ai dit, tandis que le premier n'est véritablement captivé, électrisé, grisé que par les spectacles de la guerre, passe vite sur tout le reste pour s'en tenir aux faits glorieux qui constituent l'épopée impériale et nous vaut ainsi un livre d'histoire militaire que transfigurent jusqu'aux proportions d'une iliade ou d'une odyssée la puissance de son pinceau et l'éclat des couleurs dans lesquelles il le trempe, le second, d'une tournure d'esprit toute différente, véritable nature d'homme de lettres, moins préoccupé du côté extérieur des événements, moins convaincu de la magie des champs de bataille, s'arrête plus volontiers à ces mêmes détails anecdotiques, à ces descriptions de personnes et de milieux, qui font mieux connaître ceux qui en sont l'objet.

Et c'est là qu'en effet réside le principal intérêt des Mémoires du baron Thiébault, dans cet art délicat, dans cette habileté prestigieuse avec lesquels il nous fait pénétrer dans un milieu social infiniment attrayant et dont on peut dire qu'il ne reste plus rien aujourd'hui. Dix ans d'études incessantes ne m'avaient pas donné de la société de la fin du siècle dernier une idée sen-

sationnelle égale à l'idée que m'en a laissée la lecture du premier volume de ce livre tout à fait exquis, malgré quelques longueurs qu'y rend peut-être un peu trop fréquentes, quoique non dépourvues d'intérêt, l'abondance des épisodes et des portraits. La parfaite conduite du récit, l'ingéniosité de ses divisions, la complète clarté des sommaires, toutes choses qui révèlent en Thiébault l'esprit le plus lucide et le mieux équilibré, permettent de préciser, en les résumant brièvement, les parties les plus captivantes de ce qui nous est donné aujourd'hui de ses Mémoires.

Au début, c'est un tableau très mouvementé de la vie à Berlin sous le règne de Frédéric II, qui confirmera tout ce que nous devons sur le même sujet aux belles études de M. Lavisse. C'est ensuite un aperçu sur la vie de Paris, quelques années avant la Révolution, avec tous les traits qui pouvaient frapper une jeune imagination : le luxe fou d'alors, les pompes de la Cour, les potins de la ville, les équipages des grandes courtisanes, l'aspect de l'avenue des Champs-Élysées et du bois de Boulogne, les salons, les restaurants, les spectacles, le défilé de la rue, le goût des sciences occultes, le baquet du docteur Deslons,

qui avait succédé à celui de Cagliostro; puis, au passage, des portraits: la duchesse d'Orléans, Voltaire, Buffon, le maréchal de Richelieu, les frères Faucher, Mlle de Saint-Amaranthe, Carle Vernet, M. de Sozzi, M. de Béthune, M. de Montmorency, Mlle de Matignon, des illustres et des ignorés, soldats, abbés, grands seigneurs, bourgeois, écrivains, femmes du monde et femmes galantes, se croisant, se mêlant, se heurtant avec leurs passions, leurs préjugés, leurs vertus et leurs vices. Je ne sais rien de plus vivant, de mieux vu. Thiébault est au plus haut degré un visuel, mais un visuel pénétrant qui va plus loin, beaucoup plus loin que les apparences et la surface et qui, parfois, comme Rousseau, parle aussi sincèrement de lui que des autres.

Son étude sur les origines et les débuts de la Révolution est magistrale. Elle fait un équitable départ entre les fautes de la royauté et l'acharnement avec lequel on les exploite. Il s'indigne contre le caractère calomnieux des attaques dont étaient l'objet le Roi et la Reine; il nous fait assister aux premières journées de la Révolution, et ce qu'il en pense est d'autant plus caractéristique, qu'il était le partisan résolu des idées nou-

velles et qu'en conséquence son jugement ne peut être suspecté. Il n'est pas tendre pour La Fayette. Il nous le montre voulant « un roi sans royauté », sacrifiant à cette chimère les intérêts les plus sacrés, véritable auteur des journées des 5 et 6 octobre et des malheurs qui arrivèrent, voulant ensuite, trop tard et vainement, réparer le mal qu'il avait fait. Il fait justice, en passant, de la légende qui prétend que, sans généraux, sans officiers, sans soldats, nous avons battu toutes les armées du monde. « Rien n'est plus ridicule et plus faux, » dit-il, et il le prouve. Je suis obligé de laisser de côté le récit de ses allées et venues qui lui ont permis de consigner les détails les moins connus et les plus inouïs, sa présence à Versailles, quand la lie de Paris vint chercher le Roi, son séjour aux Tuileries, lorsque la Cour y fut revenue, ses séances dans les clubs et dans les tribunes de la Convention, la fête de la Fédération, ses intimes rapports avec certains représentants du peuple aux armées, le patriotisme et les désordres des soldats, sa comparution devant le Comité de sûreté générale, la journée de Vendémiaire, que sais-je encore !

C'est tout un monde ressuscité et qui revit, agit, s'agite. Nous le voyons, nous le touchons, nous partageons ses enthousiasmes, ses colères, ses angoisses. Il excite tour à tour notre admiration, notre pitié, et aussi notre horreur, car le peintre qui l'évoque nous a ouvert, de façon à n'en plus rien laisser dans l'ombre, l'âme même des scélérats et des fanatiques qui dominent ce temps calamiteux et font de la France la litière de leurs passions haineuses et de leurs ambitions désordonnées.

IV

De ces épisodes émouvants, le plus brillant, le plus éclatant, le plus digne de les couronner tous est sans contredit le dernier, la conquête de Naples. En moins d'un mois et en plein hiver, sous le commandement de Championnet, 12.000 hommes manquant de tout, parfois même de souliers et de munitions, franchissent un espace de cent vingt-cinq lieues, détruisent 80.000 Napolitains, lazzarones réputés invincibles et soldats aguerris, s'emparent de 100 drapeaux, de 300

canons, de 25.000 prisonniers, entrent victorieux dans la capitale des Deux-Siciles, d'où la cour est partie pour se réfugier à Palerme.

A Naples, comme à Milan et comme à Rome, ils sont accueillis ainsi que des libérateurs. Au début de la *Chartreuse de Parme*, Stendhal s'est inspiré de ces souvenirs. L'histoire d'un jeune officier français qui ouvre son récit, cette faveur des plus grandes dames tombant sur les héros dépenaillés de l'armée française et les grisant de soins, d'attentions, de tendresse d'un jour, est l'histoire de la plupart d'entre eux. Ce fut celle de Thiébault. Il se plaît à nous le dire. Il ne nous fait grâce d'aucune des circonstances où il cueillit les lauriers de Vénus, comme on disait alors, après avoir cueilli ceux de Bellone.

Il symbolise au plus haut degré la race incomparable de ces soldats de la Révolution et de l'Empire dont vingt ans de guerre avaient bronzé la peau sans endurcir leur cœur, exalté le courage sans éteindre leur générosité naturelle, et que les femmes de ce temps, façonnées à n'admirer dans l'homme que les qualités de beauté physique, de vaillance et de force, aimaient comme Omphale aimait Hercule, parce que, comé-

diens ou sincères, devant elles ils se faisaient petits, naïfs, humbles et savaient s'attendrir.

Partout, en cette autobiographie d'un intérêt si puissant, l'homme perce sous le héros, un homme d'une allure si chevaleresque, d'une si belle humeur, qu'on peut se demander si par sa hauteur d'esprit, sa faculté d'observation, sa délicatesse d'âme, il ne dépasse pas, et de beaucoup, la plupart de ses compagnons qui, par d'autres côtés, nous apparaissent trop souvent comme des soudards et des reîtres disciplinés par une volonté de fer qu'ils aimaient et admiraient autant qu'ils la redoutaient, mais ne valant que par elle et subitement amoindris quand elle ne les domine plus. Dans un de ses plus beaux romans, Balzac nous a montré le revers de ces héros. Son Philippe Bridau est légion. Les hommes comme Thiébault sont des exceptions. Si nombreuses qu'elles aient été alors, elles confirment la règle.

Ce revers des héros, Thiébault ne nous en ménage guère les traits, pas plus qu'il ne nous épargne aucun des ténébreux dessous de tant de gloire militaire. Ce côté mélancolique et quelquefois répugnant des aventures épiques dans les-

quelles il eut sa part ne pouvait échapper au merveilleux voyant qu'il était.

Les brutalités et les misères de la vie des camps, l'immense destruction d'hommes que coûtaient les victoires, la démoralisation progressive des âmes par l'esprit de conquête substitué au patriotisme, les soldats pillards, les généraux cupides et avides de s'enrichir, le vol légitimé par le droit du plus fort, la perversité des consciences se créant et se développant à la faveur du succès, le sens moral s'affaiblissant chez les meilleurs, il nous peint toutes ces choses en des couleurs ineffaçables. Jamais satire plus virulente n'a été écrite contre la barbarie de la guerre, quand celle-ci n'est pas ennoblie par l'unique désir de défendre la patrie ou d'accroître sa grandeur.

A ce point de vue, les pages qu'il consacre à la campagne de Rome sont révélatrices et saisissantes. Il n'est rien de plus douloureux que la révolte des soldats français contre Masséna, dont le glorieux passé est insuffisant à le défendre des calomnies et des insultes propagées, encouragées, indignement exploitées par ses rivaux. On voit là les dangers que créaient à toute heure les éléments disparates de ces armées improvisées,

combien il devait être aisé à un homme habile d'en faire des troupes prétoriennes, et on n'en ressent que plus d'admiration pour les généraux qui les disciplinèrent, les asservirent aux plus grands sacrifices et, à l'ombre d'un drapeau pour lequel elles avaient appris à mourir, les entraînèrent à la conquête du monde.

C'est le propre de la gloire militaire de noyer dans le sillon de lumière qu'elle laisse derrière elle et dans le sang qu'elle a fait répandre tout ce qui pourrait la ternir et la déshonorer. De ces temps déjà légendaires, nous n'avons gardé que les souvenirs purs de toute souillure, patrimoine commun de l'universalité des Français, dont ils sont fiers et qui, par leur incomparable grandeur, sont bien faits pour les consoler aux jours des défaites et des deuils. Dans le livre de Thiébault, la prise de Naples par l'armée de Championnet, aussi tragique que la prise de Saragosse, aussi sombrement grandiose que la prise de Moscou, parlera plus vivement aux imaginations, les flattera plus, surtout, que la pénible histoire de la rivalité des généraux d'Italie ou que les tableaux qu'il retrace de l'indiscipline des soldats.

Mais pour l'observateur, pour le philosophe,

pour l'historien, ces aveux si nouveaux et si imprévus ont aussi leur prix, sont féconds en enseignements et obligent à conclure que s'il est heureux pour un peuple d'avoir recueilli un si glorieux héritage de figures géantes et d'actions héroïques, il n'est pas moins heureux pour lui de n'avoir pas eu à le former à ses frais.

V

De tous les hommes de guerre du premier Empire, Macdonald est peut-être celui pour qui Napoléon, jusqu'à la fin de son règne, a manifesté le plus d'éloignement et envers lequel il a témoigné le plus de défiance. Il avait cependant éprouvé son dévouement en Brumaire et apprécié, aux cours des campagnes d'Italie, ses mérites de soldat. Mais, malgré tant de glorieux services, il le tint en disgrâce durant les cinq premières années de son règne. Non seulement Macdonald ne fut point compris dans la première tournée des maréchaux où, plus qu'aucun autre, il était digne de figurer ; mais encore, il n'eut pas de commandement et fut laissé dans l'inaction, bien qu'en

1804, au moment où l'Empereur fêtait son avènement au trône en prodiguant ses faveurs, il n'eût que trente-neuf ans et fût un des plus jeunes et des plus illustres généraux de l'armée. Ce n'est qu'au commencement de 1809 que le brillant conquérant de la Hollande, le héros de Wahal, l'ancien général en chef de l'armée de Naples fut rappelé à l'activité, envoyé en Italie et placé sous les ordres du vice-roi le prince Eugène.

Pourquoi ce déni de justice ? A ces questions, les Mémoires de Macdonald permettent de répondre. Très indépendant d'opinions et d'allures, conscience scrupuleuse, franchise que n'arrêtait aucune considération, incapable de servilité, en un mot rien d'un courtisan, tel il nous était apparu dans l'histoire des événements auxquels il prit part; tel il nous apparaît encore dans le récit qu'il en a tracé, trop sommairement peut-être, ce qui s'explique par ce fait qu'il l'écrivit pour l'instruction de son fils et ne le destinait pas à la publicité.

Napoléon ne prisait pas très haut, au moins pour son usage particulier, les âmes fières. Il ne les supportait que contraint et forcé, et uniquement quand il en pouvait tirer parti. Il professait

pour Macdonald une estime sincère, mais il ne l'aimait pas, sans lui avoir jamais dit pourquoi. Cependant, le soir de Wagram, dans l'ivresse d'une victoire dont une bonne part revenait à ce valeureux soldat, il le fit maréchal de France sur le champ de bataille. « Il vint à moi, raconte Macdonald, et m'embrassa cordialement, en me disant : « Soyons amis, désormais. — Oui, ré- « pondis-je, à la vie, à la mort. » Il ajoute : « J'ai tenu parole, non jusque-là pourtant, mais jusqu'après l'abdication. » Et, sans doute, Napoléon n'en attendait pas davantage, car, à propos de ce même épisode, on lit dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* : « Le nouveau maréchal s'écria, dans l'effusion de son cœur, qu'il vouait à l'Empereur une fidélité sincère, engagement que Napoléon, du reste, a eu l'occasion de déclarer avoir été rempli. » Quelques semaines plus tard, à la faveur accordée déjà, l'Empereur en ajouta de nouvelles. Macdonald reçut le titre de duc de Tarente et une dotation de soixante mille francs. Les préventions impériales semblaient donc à jamais évanouies. Mais elles reparurent bientôt. Macdonald ne cessa d'être employé, car il s'était rendu nécessaire. Ses rapports avec le maître

n'en restèrent pas moins tendus, presque pénibles, et la réconciliation définitive n'eut lieu que le 12 avril 1814, lorsque, courtisan fidèle du malheur, il donna au grand vaincu qui venait d'abdiquer les plus nobles marques de dévouement. « Duc de Tarente, lui dit l'Empereur, je suis on ne peut plus touché et reconnaissant de votre dévouement et de votre conduite. Je vous ai mal connu; on m'avait prévenu contre vous. J'ai tant fait, comblé tant d'autres qui m'ont abandonné, délaissé, et vous, qui ne me deviez rien, m'êtes resté fidèle. J'apprécie trop tard votre loyauté. »

Nous savions déjà par M. Thiers une partie de ces émouvants détails. Le récit du maréchal les confirme et M. Camille Rousset, dans la belle introduction qu'il a écrite pour nous le présenter, les précise en les complétant.

A propos de ces mémoires, il est impossible de ne pas rappeler ceux de Marbot. Les deux mémorialistes parlent des mêmes temps et racontent les mêmes événements. Mais le plus illustre des deux ne possède pas au même degré que l'autre la puissance de vision, le don d'évocation, l'art de ressusciter ce qui est mort et de

le faire revivre sous nos yeux, avec des couleurs éclatantes. Toutefois, Macdonald nous donne une sécurité plus grande et plus de certitude. On sent qu'il a eu par-dessus tout le souci de la vérité et qu'il n'a rien sacrifié au désir de nous attacher en nous passionnant. Il raconte les choses sans fièvre, aussi calme en les racontant que lorsqu'il y assistait. En le lisant, les cœurs ne battront pas avec autant de violence qu'en lisant le fougueux Marbot ; nous ne verrons pas aller et venir les personnages que ce dernier fait défiler sous nos yeux, si vivants et si parlants qu'on les dirait de chair et d'os. Mais, en revanche, il ne viendra à aucun de nous la pensée que ce qu'on nous raconte a été quelque peu *romancisé* pour les besoins de la cause.

Remarquez bien que je n'entends pas déprécier l'un des deux écrivains aux dépens de l'autre. Chacun d'eux a son mérite. Celui-ci me fait frissonner et me jette dans une exaltation fiévreuse. Celui-là me fait penser et m'émeut. Marbot est le peintre enflammé des champs de bataille et des formidables mêlées d'hommes. Il a regardé de tous côtés, vu les paysages sous le soleil ou sous la neige, compté les morts dans

les plaines dévastées, étudié le visage des vainqueurs, pénétré l'âme des vaincus et retenu jusqu'aux moindres détails de ces visions héroïques. On sent bien que Macdonald a subi les mêmes impressions. Mais comme il n'écrivait que pour son fils, sans ambitionner de léguer à la postérité un chef-d'œuvre, il n'a pas cherché à les exprimer sous la même forme entraînante.

Et ce qui précède suffit à expliquer pourquoi il est supérieur lorsqu'il déserte les champs de bataille, dont la description exige des pinceaux plus fortement trempés que les siens pour les épisodes dont l'intérêt réside dans la pathétique grandeur des trônes qui s'effondrent et des maisons régnantes qui finissent. Son livre contient à ce point de vue deux récits merveilleusement tracés, celui de la première abdication de Napoléon et celui de la fuite des Bourbons devant le revenant de l'île d'Elbe.

Le premier de ces événements avait eu déjà des narrateurs, après lesquels Macdonald a su, en le reconstituant à l'aide de ses souvenirs personnels, nous y intéresser encore. Il marque avec une saisissante vérité l'immense lassitude qui, en avril 1814, s'était emparée des soldats de

Napoléon et les sentiments de révolte qui les animaient, lorsqu'après la campagne de France et la prise de Paris, acculé à Fontainebleau, il voulait les entraîner à de nouveaux combats.

Ces sentiments, Macdonald fut chargé de les transmettre à l'Empereur.

« L'Empereur vint à moi : — Bonjour, duc de Tarente; comment va? — Fort tristement, dis-je; tant d'événements malheureux! succomber sans gloire! n'avoir pas fait un effort pour sauver Paris! Nous en sommes tous accablés, humiliés! — C'est un grand malheur, c'est vrai, répondit-il; et que disent vos troupes? — Que vous nous appelez pour marcher sur la capitale; elles partagent notre douleur et je viens vous déclarer en leur nom qu'elles ne veulent pas l'exposer au sort de Moscou. »

Et ce douloureux entretien se continue. L'Empereur résiste. Il ne veut pas qu'on cède. Il expose ses plans, énumère les ressources qu'il croit posséder encore, et ne s'arrête, ses illusions apaisées, que lorsqu'il comprend qu'on ne lui obéira plus et que de la bouche de ses maréchaux tombe cette parole : « Nous en avons assez ! »

C'est en ces circonstances que Macdonald justifia le mieux sa proverbiale réputation d'homme de devoir, portant au plus haut degré le sentiment de l'honneur. Il fut le dernier auprès de l'Empereur, et ce ne fut qu'après avoir été délié par lui de son serment de fidélité qu'il s'engagea envers les Bourbons, auxquels il devait être également fidèle.

La fuite de ces malheureux princes après le débarquement de Napoléon à Fréjus lui a inspiré des pages aussi émouvantes que les précédentes, et qui ont sur elles cette supériorité qu'elles nous racontent des faits moins connus que ceux qui précipitèrent la chute du trône impérial. Je ne sais rien de plus dramatique que le départ de la famille royale, quittant les Tuileries après un séjour de quelques mois, lequel succédait à un exil de vingt-cinq ans, traversé par les aventures les plus misérables.

L'idée que cet exil va recommencer; ce monarque impotent qui essaie de sauver au moins sa dignité; les désertions qui se multiplient autour de lui; les trahisons de ses armées, ardentes à acclamer leur général qui revient; les officiers qui volent vers l'empereur, après avoir pro-

mis de le combattre ; les accidents tragi-comiques sur les routes où passent les fugitifs ; l'inutile effort tenté, à Lyon, par Macdonald pour défendre la cause royale ; les périls qu'il y court ; l'entrée du Roi dans Lille ; son passage dans les Pays-Bas, autant de chapitres d'une épopée lamentable, qui semble comme un supplément aux infortunes des émigrés. Macdonald en a consacré le souvenir en un récit rendu pathétique par la simplicité même d'un accent qu'on devine sincère et d'une peinture qu'on devine exacte. La vérité est aussi une source d'éloquence.

Tel est donc ce livre si substantiel, si nourri de faits, si plein d'enseignements. Il constitue pour notre histoire nationale un document nouveau et précieux. Il mérite d'être lu et le sera. Il vient en aide aux efforts de l'école historique moderne, qui a élevé à la hauteur d'un principe le souci de l'exactitude, et mis sur le même rang l'étude des personnages, trop longtemps sacrifiée, et celle des événements que, seule, elle pouvait expliquer. Enfin, il établit sans conteste des preuves déjà données, en ce qui touche les Bourbons, et qu'en ma qualité de narrateur de la Restauration j'ai peut-être plus qu'un autre le

droit de recueillir et de mettre en lumière.

J'avais écrit et prouvé que, lorsqu'en 1814 Louis XVIII releva la couronne qu'avaient portée ses aïeux, ce ne fut pas, comme on l'a prétendu, avec le concours des alliés, mais malgré eux. J'avais écrit et prouvé qu'en rentrant en France les frères et les neveux de Louis XVI y avaient été accueillis comme des libérateurs. Ce double fait ressort, une fois de plus, des attachants récits du maréchal Macdonald avec une évidence qui défie les contradictions et ne laisse plus de place qu'à la mauvaise foi.

VI

Le maréchal Oudinot, duc de Reggio, mourut à Paris, le 13 septembre 1847, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Depuis plus de soixante ans, il appartenait à l'armée française. Il y était entré simple soldat dans le régiment de Médoc, le 2 juin 1784. En 1791, après l'avoir quitté, il y revenait comme lieutenant-colonel et, depuis, héroïque en cent combats, il avait glorieusement conquis tous ses grades au prix de douze bles-

sures. Dans la longue suite des émouvants épisodes de l'épopée impériale, on retrouve partout son nom : à la bataille de Zurich, sur le Rhin, en Autriche, à Austerlitz, à Ostrolenka, à Dantzig, à Friedland, à Essling, à Wagram, à la plupart des grandes affaires de Russie et enfin, pendant l'immortelle campagne de France, au combat d'Arcis-sur-Aube, le 21 mars 1814, où il reçut sa douzième blessure. Il ne se peut de carrière plus active ni plus glorieuse. Toute la sienne, du commencement à la fin, porte l'empreinte du courage, du désintéressement, de la vaillance et d'une rigoureuse probité. Elle se caractérise par d'innombrables actions de dévouement et d'héroïsme.

A Erfurt, Napoléon, présentant Oudinot à l'empereur Alexandre, lui dit :

— Sire, je vous présente le Bayard de l'armée française. Comme le preux chevalier, il est sans peur et sans reproche.

— Il y a longtemps que je le connais, répond le Tsar. Cela remonte à mon vieux général Souvaroff.

Telle est, dès 1809, la réputation d'Oudinot. Avec les années qui suivent, elle ne fait que

grandir. En 1814, après avoir défendu comme un lion le sol envahi, la capitulation de Paris une fois signée, il se rallie aux Bourbons. Bientôt conquis par sa nature chevaleresque, ils le comblent des témoignages de leur confiance ; partout, ils le mettent au premier rang.

Cette confiance a touché son cœur. A son tour, il se dévoue à ceux qui la lui ont prodiguée. Pendant les Cent-Jours, il est impuissant à retenir ses soldats qui retournent à leur ancien maître. Quant à lui, il refuse de le servir et de trahir le roi. Il reste à l'écart jusqu'à la fin de cette crise douloureuse. Lorsque Louis XVIII revient, il rend au noble soldat honneurs et dignités. Dès lors, la carrière du maréchal se continue dans la paix, aussi pure qu'elle s'était faite dans la guerre, sans qu'en aucune circonstance, pair de France, commandant en chef de la garde nationale, grand chancelier de la Légion d'honneur et enfin gouverneur des Invalides, on puisse y signaler une défaillance propre à en détruire l'admirable unité. Jusqu'à la fin de sa vie, il reste ce qu'il a toujours été : sans peur et sans reproche.

A l'exemple de tant d'autres de ses compa-

gnons, le maréchal Oudinot aurait pu écrire ses Mémoires. Ils eussent égalé par l'intérêt les plus attachants. Soit qu'il fût surtout homme d'action, soit qu'il répugnât à parler de lui, il ne l'a pas fait. Néanmoins, grâce à sa femme, celle qui fut la seconde Mme Oudinot, duchesse de Reggio, et, sous la Restauration, dame d'honneur de la duchesse de Berry, nous avons aujourd'hui un équivalent des Mémoires que lui-même avait renoncé à écrire, ces souvenirs que rédigea la maréchale et qui, longtemps gardés inédits dans les archives de la famille, ont été publiés par M. Gaston Stiegler avec une élégante préface du marquis Costa de Beauregard.

Le livre est admirable. De la première à la dernière page, il constitue une révélation, non peut-être une révélation de faits, mais la révélation de deux âmes superbes; car par l'âme, l'épouse égala l'époux, et ce qu'elle a écrit de lui se ressent du culte ardent et de la tendresse passionnée qu'elle lui avait voués. Cette tendresse et ce culte étaient antérieurs au mariage. Ils le déterminèrent. Entre cette belle et touchante Mlle de Coucy, qui n'avait pas encore

dix-huit ans, et l'illustre soldat, alors âgé de quarante-quatre ans, veuf et père de six enfants, se déroula un véritable roman d'amour que couronna bientôt une union qui, durant trente-cinq ans, ne devait donner, malgré la différence des âges, que douceur et bonheur.

Il n'était pas rare, alors, que ces héros qui avaient conquis des villes conquissent aussi des adolescentes, plus sensibles à la vaillance qu'aux attraits de la jeunesse. Nest-ce pas une histoire toute pareille à celle-ci que celle du général vendéen, le marquis d'Andigné, aimé à son insu, à cinquante-trois ans, par Mlle de Blacons qui en avait vingt et qui, entre cent prétendants attirés par sa fortune et sa beauté, alla choisir « son vieux général », comme elle disait, « l'ami de sa mère dont la vie héroïque avait été dépensée au service de Dieu et du Roi », et le seul qui lui plût?

Ce fut un sentiment analogue qui jeta Mlle de Coucy dans les bras du maréchal Oudinot et fit d'elle, jusqu'au bout, l'épouse adorable et incomparable dont les vertus sont restées pour sa famille un titre d'honneur et pour le monde un exemple.

Le même sentiment lui mit la plume à la main

et lui dicta les pages exquises en lesquelles, tout en nous faisant connaître cet Oudinot si grand, si noble et si pur, elle se révèle elle-même et nous prouve combien elle était digne de lui. M. Costa de Beauregard a dit avec raison : « Je ne sais qui, dans l'épreuve, fut le plus grand, du maréchal ou de sa femme. Je ne sais qui, d'elle ou de lui, montra le plus de dignité aux heures troublées qui suivirent le retour de l'île d'Elbe. Mais je sais qu'on vit le vieux soldat, appuyé sur sa noble compagne, se montrer supérieur à son propre cœur et à ce que Taine appelle « les grandes pressions environnantes ».

J'en ai assez dit pour marquer combien est attrayant le livre qu'avec un soin pieux M. Georges Stiegler a tiré des papiers de la maréchale. Sur ces années agitées et si troublantes du premier Empire, sur la crise des Cent Jours, sur cette féconde et réparatrice période du gouvernement des Bourbons, assombrie par l'assassinat du duc de Berry, sur la monarchie de Juillet, en un mot sur l'histoire de la première moitié de ce siècle, la duchesse de Reggio a écrit des pages maîtresses, colorées, lumineuses, où revit à chaque ligne la belle figure de celui dont la

pensée les anime et dont le souvenir les a inspirées. Depuis longtemps déjà, elles avaient été communiquées à quelques amis. Ils en savaient le prix et le mérite. Le succès qu'à peine livrées au grand public elles obtinrent confirme ce premier jugement qu'on pouvait croire dicté par l'amitié, et qui, cependant, ne l'était que par une juste appréciation de leur valeur. Dans la dernière partie de ce livre magistral, M. Georges Stiegler nous révèle un détail bien émouvant, c'est que, lorsque le maréchal mourut, quatre de ses enfants étaient devant l'ennemi en Algérie.

Du reste, on ne peut prononcer son nom sans évoquer l'image de la glorieuse lignée de soldats sortis de lui : d'abord ses quatre fils, le général Oudinot, duc de Reggio, commandant en chef l'expédition de Rome en 1849; Auguste Oudinot, tué en 1835 au combat de la Macta; le colonel Charles Oudinot et le général Henry Oudinot; puis ses deux gendres, le général Pajol et le général de Lorencez, deux des plus brillants officiers du premier Empire, et enfin ses trois petits-fils, Charles Pajol, Ferdinand de Lorencez et Antoine de Lévezou de Vesins, les deux premier généraux de division sous Napoléon III, le

troisième lieutenant, tué à vingt-cinq ans à Gravelotte. « Gravement atteint, raconte M. Georges Stiegler, il refusa de quitter le champ de bataille et voulut épuiser ses dernières forces en luttant pour la patrie. Une deuxième blessure le frappa mortellement ; il se fit alors tourner de façon à faire face à l'ennemi. »

C'est bien le sang du maréchal Oudinot et d'Eugénie de Coucy qui coulait dans les veines de ce vaillant, et n'est-il pas vrai que de tels hommes et de telles familles font partie de la richesse patrimoniale de la France ?

LE CHANCELIER PASQUIER

D'APRÈS SES MÉMOIRES

I

Il y a déjà bien des années, ayant à réunir des documents en vue d'un travail historique que j'avais entrepris sur le procès des derniers ministres de Charles X, je demandai à M. le duc d'Audiffret-Pasquier, alors président du Sénat, la permission de consulter les Mémoires encore inédits de son oncle, le chancelier Pasquier, dont il était le dépositaire en sa qualité d'unique héritier. Le duc d'Audiffret-Pasquier est le plus accueillant et le plus bienveillant des hommes. Il m'honorait déjà de son amitié. J'obtins la permission que je sollicitais et je fus mis en présence du manuscrit des Mémoires.

C'était, autant qu'il m'en souvienne, une suite

de volumineux cahiers, dix ou douze, je crois, reliés comme des registres de commerce et couverts d'une écriture très lisible, quoique menue et serrée. Était-ce le manuscrit original ou seulement une copie? Je ne saurais le dire. Ce que je sais, c'est que, dès les premières pages des parties qui me furent communiquées, je subis le charme d'une narration claire, élégante en sa forme solide, et où se révélait à chaque ligne, en même temps qu'un long commerce avec les écrivains du dix-huitième siècle, auxquels elle semblait avoir emprunté un peu de leur éclat et beaucoup de leur précision, des facultés de vision et d'observation qui imprimaient au récit je ne sais quoi de vivant et de vibrant et permettaient d'affirmer que tout ce qui s'y trouvait raconté avait été vu parce lui qui le racontait. A chaque page, de fines silhouettes de personnages, avec un mot bien venu; une expression heureuse, marquant leur physionomie d'un de ces traits qui ne s'effacent pas; des anecdotes à foison; les événements les plus connus relevés par la révélation de circonstances ignorées ou, enfin, d'autres événements de moindre importance égalant les plus considérables par l'intérêt qu'ils tiraient

de leur divulgation, faite avec un art tout à fait supérieur.

J'avais conservé, de ma rapide lecture, l'impression que c'était là un livre de premier ordre, auquel, à l'heure où il serait publié, était assuré le succès. La publication qu'on en a faite depuis ne dément pas cette impression que justifierait, d'ailleurs, à défaut du très réel talent de l'auteur des Mémoires, la fascination qu'exerce sur nous, tant il est émouvant, le passé qu'il décrit, non d'après des témoins plus ou moins sincères, mais d'après ses observations personnelles et directes. Ce passé, c'est l'ancien régime expirant; c'est la plus violente révolution qui ait passé sur le monde; c'est l'effort postérieur des générations nouvelles pour reconstituer l'état social; c'est enfin une incomparable épopée guerrière.

Denis Pasquier, qui devint sous Louis-Philippe chancelier de France, était né en 1767. Il est mort en 1862. Il a donc vécu durant près d'un siècle ; sa longue existence ne l'a pas laissé un seul jour en dehors des événements qui ont fait de ce siècle le plus dramatique de notre histoire. Conseiller au Parlement, il a vécu jusqu'en 1789 dans la haute société de Paris, au contact de ses

plus éminents contemporains, il a connu « cette douceur de vivre » dont parlait l'un d'eux, Talleyrand. Il a assisté au procès de Louis XVI. Il a entendu prononcer sa condamnation. Il était au pied de son échafaud.

Sous la Terreur, qui mit son père à mort, lui-même a été proscrit et n'a été sauvé de la guillotine que par la chute de Robespierre. Il a vu la réaction thermidorienne, les journées de Fructidor, le coup d'État de Brumaire, l'avènement de Bonaparte, la proclamation de l'Empire. Il a siégé au conseil d'État. Il est devenu préfet de police de Napoléon. La Restauration l'a fait ministre. Sous Louis-Philippe, il a présidé la Chambre des pairs. Il n'a quitté la vie publique qu'en 1848. Il a donc été, de tout temps et partout, à la bonne place pour entendre et pour voir. Il doit à cette circonstance la compétence et l'autorité qui donnent à ses mémoires un si grand prix.

Ce n'est pas, d'ailleurs, leur unique mérite. Ils en doivent un autre, et qui n'est pas moindre, à l'indépendance dont il était animé lorsqu'il les a écrits. N'ayant pas trempé dans les intrigues si fréquentes aux heures où il vécut, n'ayant été jeté dans aucun événement louche, ayant mené sa



vie correctement et au grand jour, il n'a pas eu à défendre ses actes contre des accusations ardentes et passionnées. Ce n'est donc pas pour se défendre, en présentant les faits à sa manière, qu'il a écrit, mais uniquement pour raconter ce qu'il avait vu, ce qu'il avait lieu de croire la vérité. De là, un désintéressement qui éclate à toutes les pages de son livre, et, ici, désintéressement équivaut à exactitude et bonne foi. De telle sorte que lorsqu'il formule, en la précisant, quelque grave accusation contre tel ou tel personnage, nous sommes amenés logiquement à conclure qu'entre les affirmations intéressées de ce personnage et les siennes, ce sont celles-ci qu'il faut accepter comme véridiques.

J'en trouve une preuve bien saisissante dans ce qui a trait au meurtre du duc d'Enghien. On sait quels arguments Talleyrand a apportés dans les controverses mémorables qui s'engagèrent sur cet effroyable événement aussitôt après la chute de l'Empire. Pour convaincre de calomnie ceux qui lui imputaient la responsabilité du crime, il a consigné dans ses Mémoires la version qu'il voulait livrer à la postérité. Or, voici que le chancelier, dans son livre posthume publié trente ans



après sa mort, rectifie ces dires. « M. de Talleyrand, affirme-t-il, fut d'avis d'user envers le prince de la dernière rigueur, et, le Premier Consul s'étant rangé à cet avis, ce fut celui qui prévalut. »

Et plus loin, il raconte que, le lendemain de l'exécution, M. d'Hauterive, un des employés supérieurs du ministère des affaires étrangères, étant entré chez Talleyrand, celui-ci lui dit :

— Qu'avez-vous donc, avec vos yeux hors de la tête ?

— Ce que j'ai ! répondit M. d'Hauterive, ce que vous devez avoir vous-même, si vous avez lu *le Moniteur*. Quelle horreur !

— Eh bien ! Eh bien ! s'écria le ministre, êtes-vous fou ? Y a-t-il de quoi faire tant de bruit ? Un conspirateur est saisi près de la frontière, on l'amène à Paris, on le fusille, qu'est-ce que cela a de si extraordinaire ?

Entre Talleyrand et Pasquier, le lecteur se décidera en toute impartialité.

Toute la partie des Mémoires où sont racontés ce drame et les complots qui en furent le prétexte est d'un poignant intêrêt. Elle confirme ce que l'on savait. Mais en le rectifiant sur divers points, elle le complète en même temps qu'elle le met en

scène, avec le plus rare bonheur. Dans aucun des innombrables mémoires laissés par les contemporains sur les temps du Consulat et de l'Empire, on ne trouve rien de plus supérieurement évoqué. Si j'avais un point de comparaison à rechercher et à établir, je dirais volontiers que ceux du chancelier Pasquier, à en juger par le premier volume, n'ont d'égal que ceux du général Marbot. C'est, avec la différence des milieux et des sujets, la même sûreté de coup d'œil, la même lumière dans les récits, la même puissance de description.

La page maîtresse de ce beau livre, la page réellement révélatrice est celle où est racontée l'intrigue dans laquelle Talleyrand se laissa entraîner par Fouché en 1808, pendant la guerre d'Espagne, et qui provoqua sa disgrâce. Napoléon venait de partir pour prendre le commandement de ses armées, en marche vers Madrid. Il avait à peine franchi les Pyrénées que, soudain, l'on vit Talleyrand se répandre en sinistres prédictions et donner à entendre que l'Empereur n'échapperait pas à la vengeance des Espagnols et ne rentrerait pas vivant dans sa capitale. En même temps, cessait tout à coup l'ardente hos-

tilité qui, depuis tant d'années, régnait entre lui et Fouché. Un rapprochement s'opérait entre eux, qui stupéfiait les confidents et les témoins de leurs vieilles querelles, et auquel ils semblaient affecter de donner une physionomie quasi théâtrale. Puis, en vertu de leur accord et en prévision de la disparition de l'Empereur, ils choisissaient, pour lui succéder, Murat, à qui venait d'échoir le trône de Naples, et l'avertissaient secrètement d'avoir à se préparer aux grandes destinées pour lesquelles ils le désignaient.

Mais, l'Empereur, inopinément, arrivait à Paris, instruit de ce complot contre sa couronne. Cinq ou six jours après, sa colère éclatait, et dans la salle du Trône, en présence des grands-officiers et des ministres, il reprochait à Talleyrand sa conduite avec une véhémence dont aucune autre de ses colères, si fréquentes et si violentes cependant, ne saurait donner une idée :

— Je vous ai comblé de biens, et il n'est rien dont vous ne soyez capable contre moi. Ainsi, depuis dix mois, vous avez l'impudeur, parce que vous supposez à tort et à travers que mes

affaires en Espagne vont mal, de dire, à qui veut l'entendre, que vous avez toujours blâmé mon entreprise sur ce royaume, tandis que c'est vous qui m'en avez donné l'idée, qui m'y avez persévéramment poussé. Et cet homme, *ce malheureux* (il désignait ainsi le duc d'Enghien), par qui ai-je été averti du lieu de sa résidence? Qui m'a excité à sévir contre lui? Quels sont donc vos projets? Que voulez-vous? Qu'espérez-vous? Osez le dire. Vous mériteriez que je vous brisasse comme un verre.

Impassible et sans sourciller, Talleyrand laisse passer ce torrent d'invectives. « En l'insultant ainsi, ajoute le chancelier, Napoléon devait sentir cependant qu'il s'en faisait un implacable ennemi, et comment alors n'a-t-il pas achevé de l'écraser ? »

II

Si le livre présente ce passionnant intérêt en ce qui touche l'Empire, il n'en présente pas un moindre en ce qui touche le règne des Bourbons. Je ne crois pas qu'en aucune circonstance de notre his-

toire un gouvernement ait rencontré devant soi des difficultés aussi nombreuses et aussi redoutables que celles avec lesquelles fut aux prises la première Restauration. Lorsqu'après le coup d'État de Brumaire, Bonaparte entreprenait de rendre à la France l'ordre, la sécurité, la prospérité, il trouva devant lui moins d'obstacles que les Bourbons, à leur retour, en 1814. La Révolution et la Terreur avaient fait table rase de tout. De l'ancien régime ne restaient que des ruines, mais des ruines dont les morceaux étaient bons à employer à la reconstruction de l'édifice social et qui ne pouvaient ni l'empêcher ni la retarder. Pour construire, il suffisait de déblayer. Chacun brûlait du désir de s'y mettre. Sauf quelques résistances isolées, promptement et impitoyablement réprimées, Bonaparte ne rencontra que des bonnes volontés. La société qu'il tirait d'un abîme l'acclamait. Tout ce qu'il fit était jugé sage et glorieux. Ses actes et ses paroles ne recueilliaent qu'applaudissements. Les critiques n'osaient se produire ; les attaques étaient étouffées. La nation tout entière, condescendance, enthousiasme ou inertie, le poussait à l'Empire.

Tout autre la situation qui s'offrait aux Bourbons. Ils revenaient après une absence de vingt-cinq ans, durant laquelle toute la politique intérieure, imposée au pays par la terreur démagogique ou la volonté césarienne, s'était inspirée de la ferme volonté d'empêcher leur retour. Tout ce qui s'était fait l'avait été contre eux ou leurs partisans: le Roi et la Reine envoyés à l'échafaud; leurs parents et leurs amis condamnés au même sort avec des milliers de victimes innocentes; des lois rigoureuses contre les émigrés, votées par la Constituante et la Convention, en même temps que les lois spoliatrices dépouillant de leur fortune les citoyens; des familles entières proscrites, leurs biens mis en vente; puis le coup d'État de Fructidor avec ses conséquences; partout enfin, sous toutes les formes et sans relâche, la monarchie sapée dans ses fondements après avoir été décapitée, telle est au regard des Bourbons l'œuvre de la Révolution.

Cette guerre sans merci, Napoléon, après avoir affirmé par l'exécution du duc d'Enghien sa volonté de la continuer, il la poursuit durant tout son règne, s'appliquant à consolider les conquêtes révolutionnaires et à enlever à l'ancien régime

tout espoir de retour, de telle sorte que lorsque Louis XVIII monte sur le trône, entraînant à sa suite tout un cortège de victimes, il vient se heurter à un édifice admirablement et définitivement organisé, que ses partisans veulent détruire, que la grande masse de la nation veut conserver, auquel il ne peut toucher sans exciter un mécontentement général et que ses partisans lui reprochent de respecter.

De là, des conflits incessants et redoutables, au milieu desquels il doit établir sa puissance et que chaque effort qu'il tente pour les apaiser ne fait qu'envenimer davantage. Deux sociétés, dont l'une veut tout reprendre, au nom des droits anciens, l'autre tout garder, au nom des droits nouveaux, s'entrechoquent et entrent en lutte ouverte. C'est de ces difficultés que, dans le troisième volume de ses mémoires, le chancelier Pasquier dresse un tableau auquel, dans le cadre des événements, il imprime, à force de méthode et d'art, un mouvement, une vie, des couleurs d'une rare puissance.

Le premier volume nous avait raconté la Révolution et la fondation de l'Empire. A la lumière du second, nous avons vu se dérouler l'épopée,

impériale, depuis ses débuts, Brumaire, jusqu'à sa fin, l'invasion et la Restauration. Avec le troisième, nous assistons au retour des Bourbons, à leur chute, au drame des Cent Jours se dénouant à Waterloo et couronné par la rentrée définitive de la Maison de France.

En ce qui touche notamment le féerique retour de l'île d'Elbe, il y a là des traits peu connus et des détails nouveaux bien propres à passionner ceux qu'intéresse cette période de notre histoire, dont la génération actuelle a recueilli de ses pères tant d'échos et qui nous touche de tant de côtés à la fois. On y saisit sur le vif la confirmation de ce que nous savions déjà quant aux causes et aux circonstances qui ramenèrent l'Empereur. Il revint, non pas, comme on l'a trop dit, rappelé par tous ceux qu'avaient mécontentés et irrités les fautes des Bourbons, ces fautes imputables plus encore aux fatalités de leur situation qu'à eux-mêmes, mais provoqué par la certitude qu'au congrès de Vienne des mesures attentatoires à son repos et violatrices des promesses qui lui avaient été faites allaient être prises.

Le congrès discutait en ce moment si Murat serait maintenu dans sa royauté des Deux-Siciles

ou si cette royauté serait rendue aux Bourbons de Naples. L'Autriche, liée avec Murat par des traités antérieurs, le soutenait encore. Mais la France et l'Angleterre entendaient que sa déchéance fût proclamée. Le débat suivait son cours quand arriva, à Vienne, le duc de Wellington, porteur d'une lettre écrite par le roi de Naples et interceptée, de laquelle résultait la preuve qu'en dépit de ses engagements envers l'Autriche, il correspondait avec Napoléon. Cette lettre, Talleyrand fut le premier à en recevoir la confidence. Trop habile pour ne pas s'en servir, il s'en servit en vue de détacher les Autrichiens de la cause de Murat et de disposer le Congrès à reconnaître que la présence de Napoléon à l'île d'Elbe constituait, pour la paix de l'Europe, un danger permanent.

Il est remarquable que, jusqu'à ce moment, le Congrès ne s'était pas occupé de l'Empereur. En présence de la lettre de Murat, il s'en occupa. « Napoléon, dit le chancelier, avait certainement connaissance des contestations qui s'étaient élevées dans le sein du Congrès, et comptait beaucoup sur les divisions qu'il s'attendait à voir éclater entre les souverains. Sa

résolution a été prise avec une précipitation et une soudaineté qui portent à penser qu'il lui est arrivé, pour agir ainsi, quelque motif déterminant. Il avait beaucoup de moyens de savoir ce qui se passait à Vienne. Quelques jours après, la nouvelle du départ de Napoléon de l'île d'Elbe arrivait au Congrès. Elle y provoqua un violent effroi et d'aigres discussions. On s'y reprocha sans mesure entre plénipotentiaires les propos imprudents qui avaient fait connaître à Napoléon les dispositions qu'on allait prendre contre lui.

Voilà donc Napoléon en route pour Paris. Il débarque à Fréjus, se présente aux portes de Grenoble, qui s'ouvrent devant lui, et arrive à Lyon, où il entre triomphalement. Comme il l'a dit, « l'aigle vole de clocher en clocher jusque sur les tours de Notre-Dame ». Louis XVIII, sa famille, sa Cour, sont obligés de fuir. Pour la seconde fois, c'est l'exil, la proscription, la misère. Bien peu de gens, cependant, croient à la durée de l'état de choses qui vient de se rétablir. Parmi les plus incrédules se trouve Fouché. Il a accepté de Napoléon victorieux le ministère de la police. A ce titre, il est chargé de l'exécution des mesures ordonnées par l'Empereur pour

éloigner de la capitale les anciens fonctionnaires de l'Empire ralliés aux Bourbons et qui refusent maintenant de rentrer à son service.

Dans ce nombre se trouve M. Pasquier. C'est le comte Réal qui est chargé d'aller lui faire connaître l'ordre qui le concerne. Réal apporte dans cette démarche les ménagements qui sont dus à son ancien collègue au conseil d'État, jadis préfet de police. Il l'engage à se rallier à l'Empire. Comme M. Pasquier reste sourd à ses exhortations et se contente de demander un sursis, il l'invite à aller voir Fouché. M. Pasquier défère à cette invitation, se rend chez le ministre de la police, qui lui tient le même langage que Réal et s'efforce de le décider à rentrer en grâce auprès de Napoléon en acceptant une haute fonction. Devant sa résistance, Fouché, tout à coup, change de ton, lui ouvre son cœur.

— Cet homme n'est corrigé de rien, dit-il. Il revient aussi despote, aussi désireux de conquêtes, aussi fou enfin que jamais. Et après d'autres propos du même genre, il ajoute : — Toute l'Europe va lui tomber sur le corps ; il est impossible qu'il résiste ; avant quatre mois son affaire sera faite. Je ne demande pas mieux

que les Bourbons reviennent; seulement, il faut que les affaires soient arrangées un peu moins bêtement qu'elles ne l'ont été l'année dernière par Talleyrand; il ne faut pas que tout le monde soit à leur merci ; il faut des conditions bien faites, de bonnes et solides garanties. Quand l'instant décisif arrivera, il me faudra des hommes capables et sûrs pour me seconder, des hommes qui inspirent confiance à tout le monde, même à la famille royale. Il faudra surtout un homme pour enlever et conduire la ville de Paris... Eh bien ! vous êtes cet homme-là et je compte sur vous.

Ainsi, à l'heure même où l'Empereur arrive, Fouché, qui vient d'accepter d'être son ministre, se prépare non seulement à le trahir, mais encore à activer sa chute. Tout l'homme est dans ce trait, que nous révèle M. Pasquier et qui confirme tout ce que nous ont appris les contemporains de l'ancien terroriste de Lyon sur son caractère et sa moralité politique. Du reste, les choses se passèrent ainsi qu'il les avait prévues, et prédites.

Ces événements étaient depuis longtemps connus, mais ils n'avaient jamais eu un historien

aussi sûrement informé que ce témoin admirablement placé pour tout voir et dont la mémoire fidèle a tout retenu pour nous le transmettre.

III

Ce qui caractérise les mémoires du chancelier par-dessus tout, ce qui en est la marque précise et le trait dominant, c'est le désintéressement personnel dont y fait preuve le narrateur. Ce n'est ni pour grandir son rôle ni pour justifier ses actes qu'il entreprit d'écrire ce récit. Il ne fut guidé que par le désir de présenter en toute vérité des événements qu'avait dénaturés la passion des partis, de mettre plus en lumière des responsabilités et des hommes oubliés et de restituer des faits ignorés à l'histoire. Sa personnalité disparaît, ou plutôt elle reste au même rang que les autres, à celui que comporte le rôle qui lui fut assigné par le hasard ou les circonstances, au cours de la période dont il fait revivre sous nos yeux les incidents et les péripéties.

Merveilleusement digne des précédents, le cin-

quième volume embrasse une durée de quatre années, les plus animées peut-être de la Restauration. Il s'ouvre dans le trouble où les événements de Naples jetaient l'Europe en 1820 et au moment où, en France, les élections de novembre, même année, venaient de ranimer les prétentions et les espérances de l'extrême-droite. Il se termine en 1824, au lendemain de la guerre d'Espagne, lorsqu'après la chute du cabinet Richelieu M. de Villèle était devenu le chef du nouveau ministère. Entre ces deux dates, que de péripéties! Au dehors, le congrès de Laybach, la révolution de Savoie, celle d'Espagne, la crise en Orient, le rapprochement de la France et de la Russie, l'insurrection grecque, le congrès de Vérone, la mort de Napoléon, celle du pape Pie VII et l'élection de Léon XII; au dedans, les rivalités des partis, les crises parlementaires, les conspirations, celle du général Berton et celle des quatre sergents de La Rochelle, les intrigues des partisans de Monsieur, plus tard Charles X, contre le duc de Richelieu, le renversement de celui-ci, suivi de sa mort, et l'avènement du cabinet Villèle. Jamais tant d'événements ne s'accumulèrent en si peu d'années. Le chancelier Pasquier

les raconte d'une plume magistrale, du ton qui convient au récit des grandes choses, ne dédaignant pas les anecdotes qui éclairent et expliquent les situations, et dressant çà et là, à travers son récit, les silhouettes des acteurs. Rien de plus saisissant que cette manière de ressusciter l'histoire, rien de plus lumineux que les tableaux peints ainsi d'un pinceau qui ne recule jamais devant la nécessité de tout décrire. Ce passé déjà nous était connu. Mais le narrateur, c'est là son mérite, lui imprime tout l'intérêt de l'inédit. L'œuvre, qui, dans sa pensée, ne devait être qu'un document pour l'histoire, devient elle-même de l'histoire et égale, à ce titre, les récits les plus illustres et les plus autorisés.

Entre les événements qui s'y trouvent retracés, le plus important, le plus grave en ses conséquences, est, sans contredit, la chute du second ministère Richelieu. L'homme qui dirigeait ce ministère, ceux qui, sous sa direction, en faisaient partie, MM. de Serre, Pasquier, Roy, Portal, pour ne citer que les principaux, étaient les partisans et les représentants les plus autorisés des idées libérales, telles qu'on les comprenait alors, ce qui est resté la bonne manière de les compren-

dre, c'est-à-dire dans ce qu'elles ont de compatible avec les institutions monarchiques.

Plusieurs d'entre eux avaient d'autant plus de mérite à les défendre qu'ils étaient par leur naissance, leur éducation, leur passé, des hommes d'ancien régime, le duc de Richelieu surtout. Au commencement de la Révolution, il avait émigré, et durant un quart de siècle, il avait vécu en Russie, objet de la faveur des Tsars. Nommé par Alexandre Ier gouverneur d'Odessa, il semblait s'être désintéressé des affaires de son pays et n'avoir rien compris au mouvement irrésistible qui jetait la société française dans des voies nouvelles.

Ces précédents, à ce qu'il semble, n'étaient pas pour le disposer à embrasser les idées libérales. Il n'en devint pas moins, une fois rentré en France, après la Restauration, le champion le plus intrépide et le plus convaincu. Lorsque, pour la seconde fois, après l'assassinat du duc de Berry, au commencement de 1820, le pouvoir lui fut offert, il ne l'accepta qu'avec le dessein de raffermir le principe d'autorité sans rien sacrifier de ces idées qu'il croyait nécessaires à la consolidation du trône des Bourbons. Il ne se dissimulait pas les

difficultés de sa tâche. Il y avait alors une droite intransigeante qui tirait vanité de s'inspirer des idées de Monsieur, comte d'Artois, mais qui, en réalité, ne cherchait qu'à lui imposer les siennes. Composée d'hommes honorables, mais aigris et fanatisés par les longues souffrances du passé, elle était convaincue que le mal dont le crime de Louvel venait d'affirmer tragiquement l'existence ne pouvait être enrayé que par des mesures de compression et de rigueur, par un retour à cet ancien régime dont la France ne voulait plus. Le duc de Richelieu savait que de ce côté lui viendrait une opposition ardente à laquelle il ne pourrait résister.

Aussi, quand Louis XVIII, qui partageait ses opinions, lui offrit le pouvoir, ne voulut-il l'accepter qu'autant que le comte d'Artois, qui l'y poussait de tout son effort, prendrait l'engagement d'empêcher ses amis de le combattre. Cet engagement, le prince le prit net et formel. Rassuré de ce côté, le duc de Richelieu consentit à diriger les affaires. Moins de deux ans après, l'extrême-droite et la gauche se coalisaient contre lui et le plaçaient dans la nécessité de donner sa démission ou de dissoudre la Chambre. Cette se-

conde solution fut tout d'abord écartée par le roi et par lui-même. Ce fut par d'autres moyens qu'il tenta de se maintenir.

Par malheur, à cette époque, affaibli par l'âge et la maladie, Louis XVIII subissait depuis longtemps l'ascendant d'une femme dont les adversaires du duc de Richelieu n'avaient pas craint d'acheter l'influence. Elle était auprès du vieux roi l'incessant écho de leurs griefs et l'avait détaché peu à peu de ses ministres. Cette femme était Mme du Cayla, sur laquelle le chancelier nous donne de bien piquants détails. L'origine de ses relations avec le roi sont restées enveloppées de mystère. On prétendait alors qu'elle s'était introduite aux Tuileries en y rapportant des papiers relatifs à l'affaire Favras, à l'effet de s'assurer la faveur royale en vue d'un procès en séparation qu'elle intentait à son mari.

Le chancelier ne croit pas que ces suppositions fussent fondées. Il constate seulement qu'après avoir eu accès une première fois auprès de Louis XVIII, elle n'avait jamais cessé d'obtenir des audiences plus ou moins rapprochées, devenues ultérieurement fréquentes et régulières. « Elles avaient lieu au moins trois fois par semaine, de

trois à cinq heures du soir. Le roi alors faisait fermer sa porte ; il avait prévenu ses ministres qu'à moins d'affaires urgentes il désirait n'être pas dérangé à ce moment de la journée. »

C'est cette femme, dont les adversaires de M. de Richelieu s'étaient assuré le concours par l'intermédiaire d'un aide de camp de Monsieur. Dès lors, elle fut toute à eux. Elle détermina le roi à se priver de ces ministres qu'ils accusaient d'ameuter contre son gouvernement les amis les plus dévoués de sa couronne, et le roi, circonvenu, cessant tout à coup de soutenir ces fidèles serviteurs, les abandonna à eux-mêmes.

Le duc de Richelieu ne se tint pas pour battu, non qu'il attachât quelque prix à la possession du pouvoir, mais parce que, ayant entrepris d'accomplir une tâche patriotique, il mettait son orgueil à la mener à bonne fin. Se rappelant le formel engagement pris envers lui par le comte d'Artois, il alla trouver ce prince.

Après un court et énergique exposé de toutes les indignes manœuvres qui se pratiquaient dans la Chambre des députés et des déplorables conséquences qu'elles avaient eues, il finit par dire que tout ce tumulte ne serait qu'un vain bruit si

Monsieur voulait bien employer son influence pour ramener à la raison les membres de cette Chambre qui faisaient plus particulièrement profession d'être ses serviteurs, de n'agir que suivant ses ordres, de n'obéir qu'à ses volontés.

Sur quoi, Monsieur lui répondit qu'il se trompait fort en lui supposant un tel pouvoir, que, d'ailleurs, il s'était imposé la loi de ne plus se mêler désormais de rien.

— Je parle trop sérieusement, répliqua le duc, pour que Monsieur puisse croire que j'accepte une telle réponse. Je viens lui demander de tenir une parole donnée. Il ne peut avoir oublié que, dans les premiers moments qui suivirent la mort de son fils, il employa les plus vives instances pour me décider à reprendre, au milieu de cette horrible crise, la direction des affaires. Je ne cédai que sur sa parole formellement donnée que, tant que je conserverais cette direction, lui et tous les siens me seconderaient de tout ce qui dépendrait d'eux, et que je pouvais compter sur sa fidèle assistance et sur la leur. Monseigneur, c'est cette parole de prince donnée à un gentilhomme que je réclame.

— Ah ! mon cher duc, s'écria le comte

d'Artois, vous avez pris aussi les syllabes par trop à la lettre, et puis les circonstances étaient si difficiles...

« M. de Richelieu, pour toute réponse, le regarda en face, raconte le chancelier, puis, tournant le dos, sortit de l'appartement en tirant la porte après lui avec une violence qui surprit les gens de service. »

Quelques jours après, le ministère Richelieu se retirait, cédant la place aux hommes les plus ardents de l'extrême-droite, parmi lesquels, heureusement, se trouvait, prisonnier de leurs passions qu'il désapprouvait, mais plus habile qu'aucun d'eux, M. de Villèle, à qui le gouvernement de la Restauration allait être redevable de quelques années prospères.

Ces temps sont loin de nous. Des événements plus tragiques survenus depuis en ont affaibli le souvenir ou même l'ont effacé. Mais le récit ne laisse pas d'en être émouvant quand c'est la plume éloquente du témoin le plus impartial qui le retrace, en accusant des erreurs et des fautes qu'il est impossible d'oublier quand on veut remonter aux origines de nos malheurs.

AUTOUR DU CONCORDAT

Ce qu'était la situation de l'Église de France après la Révolution, on le sait trop bien pour qu'il y ait lieu de s'attarder à le décrire. Les biens ecclésiastiques confisqués et vendus; les temples fermés ou désaffectés; le clergé du régime précédent proscrit ou décimé par la guillotine; le clergé constitutionnel, qui l'avait remplacé, proscrit à son tour; les évêchés sans évêques; les paroisses sans curés; le recrutement des prêtres partout suspendu; les relations avec Rome brisées, tel est le tableau du catholicisme français au lendemain du 9 Thermidor. Après la chute de Robespierre, les ecclésiastiques émigrés commencent à rentrer. Ils veulent réoccuper leurs anciennes fonctions. Mais, ils les trouvent prises par les prêtres assermentés. De là d'innombrables conflits auxquels met fin une persécution re-

ligieuse nouvelle exercée par le Directoire et qui ne se termine qu'au 18 Brumaire. A dater de ce jour, dans quarante mille paroisses, le culte catholique est restauré. Le fait est consolant. Il prouve que la France a soif de croyances religieuses. Mais, il ne se produit pas sans créer une inextricable confusion, née de la révolte persistante entre les assermentés et les non-assermentés et des obscurités intentionnelles de la législation, difficultés qui ne peuvent être résolues que par l'accord du chef de la catholicité avec le chef du gouvernement français.

C'est ce que comprenait merveilleusement Bonaparte, dont le génie désormais va s'attacher à renouer les rapports interrompus entre Rome et la France. Vainement, autour de lui, se multiplient les conseils contraires. On lui vante les avantages d'un gouvernement désintéressé de toute religion; on l'incite à faire de la France une nation protestante. Mais, conviction ou calcul, il résiste et, le 5 juin, à Milan, il déclare aux curés de la ville, réunis autour de lui, que, « persuadé que la religion catholique, apostolique et romaine est la seule qui puisse procurer un bonheur véritable à une société bien ordonnée et af-

fermir les bases d'un gouvernement, il leur assure qu'il s'appliquera à la protéger et à la défendre dans tous les temps et par tous les moyens ».

Que plus tard l'Empereur ait oublié ces solennels engagements du Premier Consul, ou que même ils aient été intéressés, au moment où il les formulait, ils n'en constituent pas moins, dans les circonstances où ils furent pris, les seuls dignes d'un grand homme d'État. Quelques jours plus tard, au lendemain de Marengo, le Premier Consul fait demander au pape Pie VII d'accréditer près de lui, à titre de négociateur et en vue d'un concordat, Mgr Spina, archevêque *in partibus* de Corinthe, l'ancien compagnon de Pie VI captif et qu'il a connu à Valence, en revenant d'Égypte.

Mgr Spina arrive à Paris ; on le met en relations avec l'abbé Bernier, un ancien chouan, jadis curé à Angers, réconcilié avec le gouvernement et devenu l'ami de Bonaparte. Dès les premiers pourparlers, éclatent trois difficultés. La première résulte du désir exprimé par le représentant de Rome de faire insérer dans le Concordat que la religion catholique est la religion de l'État, et de la volonté formelle de Bonaparte de ne pas céder

à cette prétention ; la seconde de l'impossibilité de faire, ainsi qu'il le dit, table rase de toute l'organisation diocésaine, léguée par l'ancien régime et de nommer à nouveau soixante évêques, quand il en existe déjà cent cinquante-huit, ce qui ne peut se faire que par la démission de ces derniers ; la troisième enfin, du parti pris du Premier Consul de nommer aux évêchés nouveaux quelques-uns des évêques constitutionnels en exercice, sans exiger d'eux des rétractations humiliantes envers le Saint-Siège, qui les considère comme sortis de la communion des fidèles.

Faute de pouvoirs suffisants pour résoudre ces graves questions de discipline ecclésiastique, Mgr Spina refuse de céder à ce qu'on exige de lui. Sa résistance irrite Bonaparte. Il fait rédiger un projet de concordat et l'envoie à M. Cacault, représentant de la France à Rome, en lui ordonnant de le soumettre à la signature du Saint-Père et de quitter Rome si, au bout de cinq jours, il n'a pas obtenu cette signature. Mais Cacault n'est pas seulement un diplomate du plus rare mérite. C'est aussi un homme de cœur. Il se garde bien de procéder par l'intimidation. Il invite seulement le Pape à envoyer à Paris son secré-

taire d'État, le cardinal Consalvi, pour prendre la direction des négociations.

Ce conseil est suivi. Le 6 juin, le cardinal et l'ambassadeur partent ensemble pour la France et, le 15 juillet, à minuit, après des négociations laborieuses et presque dramatiques dont il faut lire le récit dans les livres de Thiers et du comte d'Haussonville et dans les mémoires de Consalvi, le Concordat est définitivement conclu et signé.

De toutes les questions que soulevait sa conclusion, il n'en était pas de plus difficile à résoudre que celle de la réorganisation diocésaine. A côté de celle-là, toutes les autres étaient, en quelque sorte, sans importance, même celle de l'admission, parmi les nouveaux évêques, de douze membres du clergé constitutionnel, que Bonaparte exigeait impérieusement. La preuve en est qu'elles furent toutes bientôt résolues d'un commun accord. La réorganisation diocésaine fut seule à créer des difficultés presque inextricables, lesquelles, durant plusieurs mois, donnèrent lieu à de laborieuses négociations entre l'abbé Bernier, promu à l'évêché d'Orléans, assisté de Portalis, le directeur des cultes, et le

cardinal Caprara, envoyé à Paris par la Cour de Rome, comme légat, pour la représenter auprès du Premier Consul.

Ce que le Saint-Siège avait accepté de faire, c'est-à-dire d'exiger la démission des anciens archevêques et évêques, ne s'était jamais fait. Le vénérable pape Pie VII ne s'y résigna pas sans résistance et sans angoisses. Mais après qu'il eut cédé, il mit tout son cœur à réaliser l'engagement qu'il avait pris. Il est consolant de penser que parmi l'épiscopat, il y eut, dans cette croisade du sacrifice, la plus noble émulation.

Le premier exemple fut donné par l'évêque de Marseille, Mgr de Belloy, un vieillard de quatre-vingt-douze ans, nommé quelques mois plus tard archevêque de Paris. Après un long séjour hors de France, il venait d'y rentrer. En réponse à la demande du Pape, il envoya sa démission et alla lui-même en avertir Bonaparte en le remerciant d'avoir conclu le Concordat. Presque tous les autres suivirent, quelques-uns en accompagnant leur démission de lettres admirables.

Il ne resta que vingt et un prélats qui, à la prière des princes émigrés, refusèrent de donner

leur démission. On procéda à la nomination des nouveaux archevêques et évêques. On en prit dix-sept dans l'ancien épiscopat, douze parmi les prêtres assermentés, et le reste fut choisi parmi d'honorables ecclésiastiques.

On a beaucoup loué le Concordat, on l'a beaucoup critiqué. La constitution d'un clergé « salarié » même quand il est évident que ce « salaire » ne représente que bien insuffisamment le dédommagement légitime de la confiscation des biens ecclésiastiques, blesse encore aujourd'hui beaucoup d'âmes pieuses. Elles se prêteraient volontiers à une autre organisation, si elles pouvaient en espérer une meilleure et plus digne. Il faut cependant considérer que le saint pape Pie VII a toujours considéré le Concordat, tel qu'il est, comme le plus grand acte de son pontificat et du règne de Napoléon.

Le 4 juin 1803, il écrivait à ce dernier: « C'est à vous, après Dieu, que nous devons rapporter tout ce qui a été fait, ordonné et exécuté en France pour la gloire et le bien de la religion. » Et, comme pour prouver que ce n'était pas dans le but de flatter le tout-puissant Empereur qu'il lui avait prodigué ce magnifique éloge, le 6 oc-

tobre 1817, ordonnant à Consalvi de demander aux puissances d'améliorer le sort de l'Empereur déchu, captif à Sainte-Hélène, il disait: « Après Dieu, c'est à lui principalement qu'est dû le rétablissement de la religion dans ce grand royaume de France. La pieuse et courageuse initiative de 1801 nous a fait oublier et pardonner depuis longtemps les torts subséquents. Le Concordat fut un acte chrétiennement et héroïquement sauveur. »

LES ROMANS DE L'EMPEREUR

C'est de Napoléon Ier qu'il s'agit.

Un livre qui n'est à vrai dire qu'une compilation, mais une compilation très habile et merveilleusement ordonnée, éclaire la géniale figure du fondateur de la dynastie impériale d'une lumière très ardente et très vibrante, sous laquelle elle nous apparaît vraiment superbe, dans le cadre légendaire où l'a mise déjà, depuis longtemps, la postérité. Je ne veux pas examiner si dans le *Napoléon intime* qu'a dressé sur le plus brillant piédestal M. Arthur Lévy, il n'a pas fait une part trop grande à l'apologie et à l'admiration, et s'il n'eût pas été plus conforme à la vérité de l'histoire comme au devoir de l'historien de sillonner tout au moins de quelques réserves ce large tableau d'une vie si bruyante et si passionnante. Je constate seulement que, dans son ardeur à nous faire connaître, tel qu'il lui est

apparu à lui-même, le plus grand héros de ce siècle, l'auteur a puisé à toutes les sources.

Il est vrai que de toutes, il ne s'est pas également servi. Loin de les utiliser au même degré, il a écarté tout ce qui aurait pu mettre une ombre sur le visage de son modèle. Je n'ai pas à critiquer le procédé et pas davantage à le louer. M. Arthur Lévy a fait pour l'Empereur ce que les hagiographes ont fait pour les saints et les saintes dont ils nous ont parlé. Il s'est surtout appliqué à faire tourner à la gloire de son personnage les moindres traits de cette existence si pleine. Le mal qu'on a dit de Napoléon, ce qui a été écrit sur ses défauts, ce qu'on a constaté de ses fautes, M. Arthur Lévy ne le rappelle que pour en laver sa mémoire. Encore une fois, c'est un système. Bon ou mauvais, je l'accepte tel que l'auteur nous l'impose, et de ce suggestif volume, je ne veux retenir que ce qui contribue à marquer la place que tient l'amour dans l'existence de l'Emperenr.

Aussi bien, l'occasion est propice pour restituer au souvenir de cet homme qui, dans ses conceptions, dépassa parfois la mesure de l'effort intellectuel au point de paraître surhumain,

les traits par lesquels il fut humain comme vous et moi. Au lendemain de sa chute, il a été l'objet des plus atroces calomnies. Il y a eu d'abominables pamphlets écrits pour salir sa mémoire. Dans son livre sur le *Rhin*, Victor Hugo raconte qu'un soir, au fond d'une armoire, dans une auberge d'Allemagne, il découvrit un de ces libelles infâmes. On en avait, en effet, répandu un peu partout et à profusion. Avant, on en avait fait autant pour d'autres souverains morts ou déchus. Depuis, on l'a fait encore. La calomnie est une arme facile à manier. Il n'était pas malaisé de démontrer que Napoléon avait été un débauché et un sadique. Mais, depuis, l'histoire est venue; elle a vengé la vérité, et si elle n'a pu dissiper certains soupçons qui pèsent encore sur la mémoire de l'Empereur, elle a du moins, par le récit même des faiblesses de son cœur ou de ses sens, prouvé que ces soupçons, rien dans sa manière de voir, d'aimer, de sentir, ne les a justifiés.

Le premier amour de Napoléon lui fut inspiré par Joséphine de Beauharnais. Jusqu'à ce jour, il avait vécu pauvre, obscur, uniquement occupé de sa fortune et de ses ambitions. Après la jour-

née du 13 vendémiaire seulement, il devient un personnage. Commandant en chef de l'armée de Paris, c'en est fait des jours de privations et de misères. Reçu partout, choyé, flatté, il peut croire à l'avenir. « Le petit général ,» comme l'appelle Lareveillère-Lépeaux, est la coqueluche des salons. Barras le vante et le prône. C'est alors que, chez Mme Tallien, il rencontre Joséphine et s'en éprend. « C'était, selon l'apparence, sa première passion, dit Marmont dans ses Mémoires, et il la ressentit avec toute l'énergie de son caractère. » Bonaparte avait vingt-sept ans, Joséphine trente-deux ; mais elle était exquise avec son teint mat, ses yeux bleu foncé, ses cheveux châtains aux reflets cuivrés, ses bras adorables et sa souplesse nonchalante, sa langueur de créole, noyée dans une robe en mousseline des Indes, le corsage drapé à gros plis, arrêté aux épaules par deux têtes de lion. Il la voit et il l'adore. Mais, d'abord, il en a peur. Il la fuit. Et elle d'écrire : « Vous ne venez plus voir une amie qui vous aime ; vous l'avez tout à fait délaissée; vous avez bien tort, car elle vous est tendrement attachée. Venez demain, septidi, déjeuner avec moi ; j'ai besoin

de vous voir et de causer, avec vous, sur vos intérêts. Bonsoir, mon ami; je vous embrasse. » Et il y va; et quelques mois plus tard, il l'épouse.

C'était le 9 mars 1796. Deux jours après, il part pour aller prendre le commandement de l'armée d'Italie. C'est à cette circonstance que nous devons de connaître de quelles flammes il est consumé. Après un siècle, les lettres qu'il écrivait en restent encore brûlantes : « Tu es l'objet perpétuel de ma pensée; mon imagination s'épuise à chercher ce que tu fais. Si je te vois triste, mon cœur se déchire. » Loin d'elle, il dit encore: « Je ne vis plus. J'ai perdu plus que la vie, plus que le bonheur, plus que le repos... Sans appétit, sans sommeil, sans intérêt pour l'amitié, pour la gloire, pour la patrie; toi, toi, et le reste du monde n'existe pas plus pour moi que s'il était anéanti. » Puis, une autre fois: « Sans cesse je repasse dans ma mémoire tes baisers, tes larmes, ton aimable jalousie, et les charmes de l'incomparable Joséphine allument sans cesse une flamme vive et brûlante dans mon cœur et dans mes sens. » Elle est exprimée en toutes lettres, cette dévorante passion. Est-

elle partagée? Hélas! non! C'est plus tard, après que Napoléon aura ceint la couronne, que Joséphine l'aimera, alors que lui-même se sera lassé de n'avoir pu échauffer ce beau marbre. Mais, encore à cette heure, ces cris de tendresse ne l'émeuvent pas, l'inhumaine. Après avoir entendu les plus éloquents et les plus sincères, elle dira, railleuse: — Est-il drôle, ce Bonaparte!

Lui-même, commençant à comprendre et à se plaindre, poussera ce gémissement: « Mille baisers aussi brûlants que tu es froide. »

Quelques mois encore et il versera de fiévreuses larmes en apprenant qu'à Milan, où elle est venue attendre son retour, Joséphine est toute au plaisir de se laisser aduler, choyer, faire la cour. Sa jalousie maintenant s'éveille: « Adieu, adorable Joséphine; une de ces nuits, les portes s'ouvriront avec fracas: comme un jaloux, et me voilà dans tes bras. » Joséphine ne comprit pas combien elle était aimée. Ce fut ainsi qu'elle cessa de l'être. En Égypte, il y eut une favorite, spirituelle, sémillante, mariée. La liaison fut brève. Quand Napoléon revint à Paris, les deux époux avaient des torts mutuels. Ils se réconcilièrent. Mais

le charme était rompu, et, dès ce moment, Napoléon ne fut plus pour Joséphine que son « meilleur ami ».

Tel fut le premier roman du futur Empereur, on pourrait dire le seul si, un peu plus tard, en Pologne, il n'avait rencontré Mme Walewska sur laquelle M. Frédéric Masson nous a donné de si piquants détails. Après sa déception avec Joséphine, il n'y a guère que des fantaisies dans cette vie, d'ailleurs si pleine : une cantatrice, Mme Branchu, de l'Opéra ; Mlle Georges, de la Comédie-Française ; la Grassini. Ce tribut payé aux femmes de théâtre, il alla aux femmes du monde. Il y en eut trois ou quatre. Elles sont toutes nommées dans les mémoires du temps. C'est d'après ces mémoires que M. Arthur Lévy les nomme aussi. Laissons-lui la responsabilité de la désignation. Du reste, aucun de ces liens n'était pour enchaîner l'Empereur. Ce fut passe-temps, distraction, et rien de plus. On doit lui rendre ce témoignage que ces éphémères maîtresses n'ont rien coûté à la France. Elles le conduisirent au second mariage. Ici, on peut parler de raison d'État, de convenances, de considération, d'affection, de bonté, mais pas d'amour.

L'Empereur fut le plus parfait époux pour Marie-Louise. Elle-même demeura impeccable tant qu'elle fut à ses côtés. Mais elle l'oublia si vite, quand il fut tombé, qu'on peut affirmer qu'elle ne l'avait pas aimé.

C'est dans l'intervalle qu'il faut placer la liaison avec la comtesse Walewska, « une femme charmante, un ange, écrivait-il. On peut dire que son âme est aussi parfaite que sa figure ». Elle avait vingt-deux ans quand il la rencontra à un bal offert par la noblesse de Varsovie. Elle était blonde, la peau d'une blancheur éblouissante, petite, bien faite, et, sur le visage, une teinte de mélancolie. Mariée à un vieux gentilhomme d'humeur maussade, elle apparut à l'Empereur comme une sacrifiée. D'abord, elle résista. Puis il lui écrivit en termes si touchants et si tendres qu'elle finit par céder, convaincu d'ailleurs qu'en se donnant au maître du monde, elle hâterait la délivrance de la Pologne sa patrie. Il fallut se séparer. L'amour survécut à l'absence, amour fortifié par la naissance d'un fils. Si les deux amants se revirent peu, ils ne cessèrent de se chérir. Quand, accablé par la mauvaise fortune, l'Empereur eut besoin d'être consolé, c'est la

chère aimée de Varsovie qui le consola par son désintéressement, sa constance et cette fidélité qui la conduisit un jour à l'île d'Elbe, empressée à se rappeler au souvenir du grand vaincu.

A cela se réduisent les amours de Napoléon. Ils révèlent une âme de feu et parent de je ne sais quel charme attendri, sympathique et souriant l'épopée napoléonienne.

PROSPER DE BARANTE

A cette époque, il y a de cela plus de vingt ans, l'Assemblée nationale siégeait à Versailles. Tous les jours, entre midi et deux heures, deux trains partaient successivement de la gare Saint-Lazare, conduisaient au palais de Louis XIV les députés et, avec eux, tous les fonctionnaires et journalistes que leurs occupations professionnelles faisaient les témoins, les collaborateurs ou les historiens des débats parlementaires.

Quoique le trajet ne durât qu'une demi-heure, chacun se choisissait pour l'accomplir des compagnons selon son cœur, ses sympathies, ses goûts. Il avait suffi de quelques semaines pour opérer un classement, pour accoutumer les gens de même opinion à voyager ensemble ; dans un wagon, Gambetta, Spuller, Jules Ferry, Clément Laurier, toute la jeune république ; dans un autre, les vieilles barbes de 1848, Garnier-Pagès,

Madier de Montjau, Jules Favre ; ailleurs, le centre-gauche, très en cour, Dufaure, Léon Say, Ribot, Étienne Lamy ; ici, MM. de Franclieu, de Lorgeril, Dahirel, de Belcastel, la fine fleur de l'ultra-royalisme, auxquels se réunissaient volontiers le duc de Bisaccia, M. de Rességuier, M. de Larcy, le marquis et le comte de Juigné, M. Audren de Kerdrel, M. Lucien Brun; le centre droit, les ducs Pasquier, Decazes, de Broglie, MM. Édouard Bocher, Lambert de Sainte-Croix, Othenin d'Haussonville, Antoine de Castellane, de Chaudordy, de la Guiche, de Bondy, Raoul Duval, d'autres que j'oublie, parmi lesquels la mort, hélas! a, depuis, rageusement fauché.

Dans ce dernier groupe qu'il ne quittait guère, on remarquait un homme de petite taille, allant vers la soixantaine qu'il portait allègrement, et dont l'œil très fin, très doux, exprimant droiture et bienveillance, éclairait le visage un peu lourd, balafré de quelques rides et d'une épaisse moustache grise. C'était le baron de Barante, député du Puy-de-Dôme, un des amis les plus dévoués de la maison d'Orléans, fils de cet autre Barante, l'historien des ducs de Bourgogne, de la Convention et du Directoire, l'auteur de la vie de Royer-

Collard, écrivain de haute allure, préfet sous l'Empire et sous la première Restauration, secrétaire général du ministère de l'intérieur, au début de la seconde, l'un des plus ardents promoteurs de l'opposition constitutionnelle sous le règne de Charles X, devenu plus tard, pendant la monarchie de Juillet, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, pair de France et membre de l'Académie française.

Bien des fois, sur la route de Versailles, son fils, le député à l'Assemblée nationale de 1871, m'a entretenu de cet illustre père, dont il avait, certes, le droit d'être fier. C'est ainsi que j'ai entendu parler, bien avant qu'il ne fût question de les éditer, de ces mémoires de Prosper de Barante, que son petit-fils, M. Claude de Barante, a entrepris de publier.

Je savais de même que ces précieux manuscrits se composaient d'une première partie entièrement achevée et d'une seconde partie ébauchée seulement, mais aisée à compléter, grâce à la volumineuse correspondance laissée par l'auteur, — correspondance datant de toutes les époques de sa vie si pleine, si mêlée aux événements de ce siècle, — et aussi intéressante par

les lettres qu'il écrivait que par celles qu'il recevait. Dans les mémoires livrés maintenant à la publicité, j'ai retrouvé cette première partie dont Prosper de Barante entreprit la rédaction à l'âge de quatre-vingts ans et toute une partie de la seconde, formée surtout des lettres de ses correspondants et des siennes.

La génération contemporaine ne laisse pas d'être ingrate envers ses aînées. Ce n'est pas seulement les hommes les plus illustres des siècles précédents qu'elle néglige et oublie; c'est aussi quelques-uns des plus éminents de celui-ci. Parmi ceux-là, je n'en sais pas qui aient moins mérité un tel traitement que Prosper de Barante. Sans parler du maître livre dans lequel il a raconté l'histoire des ducs de Bourgogne et qui constitue une véritable résurrection, grâce aux documents qu'il sut découvrir et fouiller, personne n'a porté plus de lumière que lui sur les temps de la Révolution. Je sais bien qu'il a été de mode de dénigrer ses belles études sur la Convention et le Directoire, d'y opposer son premier ouvrage, celui qui avait fait sa réputation et lui ouvrit les portes de l'Académie. Mais, aujourd'hui, quand tant de livres sur la même époque nous sollici-

tent et nous retiennent, on ne saurait nier ce qu'ils doivent à ceux de Prosper de Barante. Je n'en connais pas de plus substantiels, de plus nourris de faits et de portraits, ni de plus propres à nous guider dans le dédale créé par le nombre, par l'importance des acteurs et par l'abondance des incidents dramatiques.

Ajoutez à cela que M. de Barante avait, au plus haut degré, le sens de la vie et de l'action, et surtout que c'était un écrivain. Il l'a été jusque dans ses dépêches diplomatiques, celles, notamment, qui sont datées de Saint-Pétersbourg. Elles ne sont pas coulées dans le moule ordinaire des documents de ce genre. « Ce sont, dit avec raison son petit-fils, des narrations alertes et rapides de ce qu'il voit, de ce qu'il entend, mêlées de récits anecdotiques, d'études de mœurs et de caractères. » Tout son œuvre mérite le même jugement,

Dans ses Mémoires, qui sont sous nos yeux, se retrouvent des qualités pareilles. Dès le début, il y a, sur les premières années de la Révolution et sur la Terreur, des récits émouvants, celui, par exemple, où il raconte comment, son père étant arrêté comme suspect bien qu'il eût

refusé d'émigrer et détenu dans les prisons de Thiers, sa mère partit du fond de l'Auvergne, pour aller solliciter, à Paris, l'élargissement de son mari. « Il faut se reporter à ce temps-là pour se figurer ce qu'était un semblable projet. Dans un moment où chacun se cachait dans son asile, où l'on éveillait les soupçons en se déplaçant de quelques lieues, où, dans chaque ville, chaque bourgade, des agents énivrés par l'exercice d'un pouvoir sans règle et sans limite envoyaient à leur gré qui que ce fût en prison, une femme jeune encore, sans appui, sans défenseur, imaginait de faire une route de plus de cent lieues pour aller à Paris, que tout le monde fuyait comme un gouffre dévorant. Ni les conseils de ses amis, ni les prières de mon père ne la détournèrent de ce dessein. Elle avait une vivacité de souffrance que rien ne pouvait calmer. Elle partit dans une charrette couverte et non suspendue avec son enfant et sa femme de chambre, laissant ses quatre fils aux soins de ses parents. »

Mme de Barante arrive à Paris en pleine Terreur, prisons remplies d'innocents, tribunal révolutionnaire fonctionnant sans répit, écha-

faud en permanence. Les députés de son département l'engagent à repartir au plus vite. Ils ne peuvent rien pour son mari. En intervenant en sa faveur, ils se perdraient sans le sauver. Elle ne les écoute pas. Elle veut parler à Robespierre et n'y parvient pas, voit Couthon qui lui promet de s'occuper de cette affaire quand il ira en Auvergne, ce qui constituait le pire danger et finalement intéresse à son sort le conventionnel Élie Lacoste. C'est par lui qu'à la faveur de la joie déchaînée dans la Convention par la nouvelle de la victoire de Fleurus, elle obtient la mise en liberté de son mari. Rien de plus attachant que ce simple épisode de la vie privée sous la Terreur, ni de plus pathétique.

Il en est vingt autres dont l'intérêt n'est pas moindre, ceux surtout qui nous mettent en présence de Napoléon auprès duquel Prosper de Barante, devenu auditeur au conseil d'Etat, avait fréquemment accès. Dans les mémoires de Marbot, dans ceux de Macdonald, nous avons vu de près le Napoléon des champs de bataille, le César tonnant et fulgurant, tantôt vainqueur, tantôt vaincu. Celui-là, M. de Barante nous le montre aussi ; mais, le soir venu, à la fin des

rudes journées, quand il faut en établir le gain ou la perte et quand, rentré dans la coulisse, le redoutable personnage laisse tomber son masque de froideur, d'intrépidité, d'autorité, et ne dissimule ni sa joie, ni ses angoisses, ni ses espérances, ni ses regrets.

Il nous le montre encore dans les grandes négociations diplomatiques, celles du Concordat, ou dans les délibérations du conseil d'État, toujours maître de lui, naturellement comédien, mais le cerveau lucide, écoutant, discutant et concluant, après s'être si prodigieusement assimilé les arguments des uns et des autres, qu'il semblait avoir appris depuis longtemps ce qu'il n'avait jamais su. Tout cela est saisi sur le vif et transporté de la réalité dans le récit qui en consacrera le souvenir, sans rien perdre de son intérêt, grâce à la plume qui le raconte et qui est celle d'un écrivain consommé, d'un observateur judicieux et d'un peintre que sa vision ne trompe pas. C'est à l'aide de procédés analogues qu'il nous décrit la fin de l'Empire et la première Restauration. Mais ici, déjà, sa narration personnelle n'a plus la même suite ni la même unité, et c'est la correspondance, habilement

intercalée entre les pages rédigées, qui supplée à tout ce qu'il ne dit pas.

Au reste, l'intérêt du livre n'en est pas amoindri, loin de là; car, écrites par l'auteur ou par d'autres, ces lettres, presque toutes signées de noms illustres, ont un caractère historique et révélateur, et, qu'elles s'occupent de vie publique ou de vie privée, nous initient à ces temps durant lesquels nous n'avons pas vécu, mais qui ont laissé sur le nôtre une si forte empreinte.

L'ALLIANCE RUSSE

SOUS LE PREMIER EMPIRE

Voici près de six ans que M. Albert Vandal, continuant la série des œuvres révélatrices qu'il avait entreprises sur la Russie, offrait au public sous ce titre: *Napoléon et Alexandre I*^{er}, le premier volume de son histoire de l'alliance russe sous l'Empire. Ce volume fit sensation. Il était comme la première assise d'un vaste édifice et le faisait pressentir superbe. Pour l'écrire, une longue préparation avait été nécessaire. Il représentait plusieurs années de laborieuses recherches et de travail ininterrompu. Depuis cette époque, l'auteur n'a guère délaissé sa tâche. Il l'a continuée avec persévérance et aussi avec l'ardeur passionnée dont nous nous inspirons pour mener à bonne fin ces ouvrages de longue haleine qui sont, — ceux qui en ont écrit de semblables le savent bien, — notre tourment et notre joie. En

1893, un second volume vint s'ajouter au premier, et, plus tard, un troisième, le dernier, a complété cette œuvre magistrale et lumineuse. Elle est maintenant tout entière sous nos yeux. Nous pouvons en mieux comprendre l'objet, en mieux saisir la portée, en mieux admirer l'ordonnance et les belles proportions. Elle constitue pour M. Albert Vandal un titre éclatant à l'estime des lettrés et de tous ceux dont l'histoire de leur pays n'épuise jamais la patience et ne lasse pas la curiosité.

Le public qui lit de tels livres ne se doute pas toujours de ce qu'il a fallu de volonté persistante et acharnée pour en venir à bout. Il ne sait pas de combien d'études multipliées est sortie la page qui l'attache, encore qu'aucun effort de travail n'y apparaisse, ni à quelles recherches s'est livré l'auteur avant de l'écrire, et pas davantage de combien d'heures passées sur les documents jaunis et poudreux, véritable poussière du passé, il a payé la satisfaction de pouvoir affirmer un fait contesté avant lui ou inexactement connu. Seul, l'historien sait à quel prix il est parvenu à tirer de l'obscurité ou de l'oubli les événements et à les éclairer d'une lumière nouvelle. Il faut avoir

l'expérience de ces procédés nécessaires et de ce mode de travail pour apprécier à leur réelle valeur les œuvres historiques. Celle de M. Albert Vandal se recommande, indépendamment de ce qu'il a jeté de beau style, de couleur et d'image, par une documentation d'une rare sûreté. Il a su lui imprimer à la fois la vérité et la vie.

Le sujet n'était pas absolument inédit. Les historiens du premier Empire et ceux de la Russie y avaient déjà mis la main. M. Thiers, notamment, l'a traité et développé en de longues et mémorables pages. On sentait bien cependant qu'il ne nous avait pas donné la version définitive. On le sentait d'autant plus qu'un certain discrédit s'est attaché depuis quelques années à ses récits. Trop souvent, il a été pris en flagrant délit d'erreur, d'oubli ou de fausse interprétation, pour pouvoir faire absolument autorité ; et quoique tout ce qui a trait aux relations de Napoléon et d'Alexandre tienne une grande place dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, nous avions tous le pressentiment que, même après lui, cet émouvant épisode de l'épopée impériale était à reprendre, et que le succès, un succès retentissant et certain, attendait l'écrivain qui en entreprendrait la

reconstitution à la lueur des documents trop légèrement traités par M. Thiers, en y apportant plus d'attention, de scrupules et de conscience.

C'est animé de cet esprit que M. Albert Vandal s'est mis à l'œuvre, — première condition pour réussir. Il n'a épargné ni son temps, ni sa peine, et, à force de vivre avec les hommes et les choses de ce temps, à travers les documents où ils ont laissé leur empreinte, il est arrivé à les connaître tout aussi bien que s'il avait été le compagnon des uns et le témoin des autres. J'oserais dire que c'est là tout le secret du mérite de son livre, si ses qualités d'écrivain n'entraient pour une grande part dans ce mérite universellement constaté. Sa plume est créatrice en ce sens qu'elle ne se contente pas de raconter; elle évoque et fait revivre. Des événements qu'il exhume de ce lointain passé, on peut dire qu'il leur donne au plus haut degré le relief de l'action. Depuis quelques semaines, un entrepreneur de spectacles, habile à tirer parti des plus récentes découvertes scientifiques, présente aux Parisiens des photographies animées. Les images instantanément fixées sur les plaques, et qui jusqu'ici y restaient

immobiles dans la fixité où elles avaient été saisies, se meuvent soudain, deviennent vivantes sans qu'on puisse comprendre par suite de quel phénomène. C'est la même illusion que nous donne la lecture des récits de M. Albert Vandal. Nous voyons marcher et agir ses personnages dans un décor que nous sentons non moins exact que ce qu'il encadre, et les événements auxquels ils sont mêlés prennent à nos yeux l'importance et le relief des choses vécues.

Voilà, disons-le, la vraie manière d'écrire l'histoire. C'est celle de Michelet et d'Augustin Thierry. Il n'en est pas de plus sensationnelle, de plus révélatrice des âmes qu'il faut connaître dans tous leurs dessous si l'on veut expliquer les événements et se les expliquer; il n'en est pas de plus féconde. M. Albert Vandal a le droit de se rendre cette justice qu'il a épuisé le sujet qu'il avait voulu tirer au clair. Après lui, tout est dit, et nous ne saurions lui décerner plus juste éloge.

Dans l'histoire générale du premier Empire, tout ce qui a trait aux relations de la France avec la Russie forme un épisode spécial, dont les péripéties tantôt résultent des autres événements de cette époque et tantôt les modifient. Tel le cou-

rant du Gulf-stream qui circule à travers l'Océan sans y confondre ses eaux, encore qu'il lui communique quelque chose de leur chaleur. Cet épisode se déroule en quelque sorte en marge de l'histoire impériale ; il y exerce une action décisive. Il pourrait cependant en être détaché sans rien perdre de son intérêt. Il en fait partie et il est à part. C'est ce caractère qu'en le racontant M. Albert Vandal a merveilleusement saisi.

En se rapprochant de la Russie, en lui imposant son alliance, à coups d'épée et à force de victoires, Napoléon n'avait d'autre objectif que de contraindre l'Angleterre à faire la paix avec lui. Cette paix nécessaire, qui fut le but suprême de sa politique et que les conditions qu'il y mettait devaient l'empêcher d'obtenir, il espérait y arriver par la Russie, comme il avait espéré l'atteindre par l'Espagne. Il lui semblait qu'une fois qu'au nord et au midi, il serait le maître de l'Europe et l'arbitre souverain de ses destinées, l'Angleterre, désormais isolée, ne pourrait plus se dérober à cette paix et devrait renoncer à toute résistance. La conception ne laissait pas d'être grandiose. Par malheur, en Espagne, Napoléon en détruisit lui-même les effets. En imaginant

de substituer à la dynastie des Bourbons une dynastie de son choix, en humiliant ainsi les Espagnols dans leur orgueil, en les frappant dans leur indépendance, en supprimant leur roi pour leur en donner un à sa guise, il déchaîna la plus effroyable et la plus destructrice des guerres. D'un peuple qui serait facilement devenu son ami, il fit le plus intraitable de ses ennemis.

En Russie, il n'était pas exposé aux mêmes tentations, ni par conséquent aux mêmes périls. L'alliance avec le Tsar constituait au nord de l'Europe l'unique but de sa politique, parce qu'il la considérait comme un moyen efficace et sûr de paralyser les efforts des Anglais. Cette alliance, il en opéra la conquête comme s'il se fût agi d'une province à annexer à son Empire. Eylau et Friedland en furent les premiers instruments. Pour prix de ses victoires sur Alexandre, il ne voulut pas autre chose. En se combattant, les Français et les Russes avaient appris à s'estimer. L'entente des deux empereurs sortit de leurs luttes. A Tilsitt, les adversaires de la veille se retrouvèrent dépouillés de toute animosité, de toute rancune, tout prêts pour s'unir. Là, Napoléon, après avoir rassuré Alexandre, s'attacha surtout

à le dominer. Vaincu, Alexandre voulait la paix. Il s'attendait à la payer au prix de cruels sacrifices. Il fut heureusement détrompé par les attentions et les égards dont l'environna son vainqueur. Quand, au lieu d'entendre dans sa bouche les conditions léonines qu'il avait redoutées, il se vit non seulement l'objet des plus flatteurs hommages, mais encore incité à tourner ses regards du côté de l'Orient et de la route de Constantinople, à marcher allègrement et en toute confiance vers ces contrées de lumière ou tout s'offrait aux vieilles ambitions des Romanof, il fut ébloui, convaincu qu'il allait désormais être associé aux glorieuses destinées de Napoléon. Ainsi se créa le malentendu qui devait se prolonger jusqu'après Erfurt.

Alexandre poussa l'illusion jusqu'à se leurrer de l'espoir que, non content de lui livrer l'Empire turc en le laissant libre d'y agir à son gré, Napoléon consentirait à rejeter la Pologne dans l'immobilité et l'impuissance d'où il l'avait tirée. Telle n'était point l'intention du souverain français. Pour vaincre Alexandre, il avait dû faire appel aux ennemis de celui-ci, leur rendre force, confiance et courage. Il avait ressuscité la Polo-

gne, ranimé son patriotisme, fait briller à ses yeux des perspectives d'indépendance et de délivrance ; il lui avait même donné l'avant-goût de la liberté, en reconstituant le duché de Varsovie qui, dans ses étroites limites, restait comme une menace permanente pour les puissances copartageantes, comme le pivot de combinaisons qui, selon les directions qu'on leur imprimerait, pourraient aboutir au rétablissement de la nationalité polonaise, disparue de la carte européenne depuis le triple partage ; il avait enfin tenté de réveiller la Turquie, de secouer sa torpeur et de l'exciter contre la Russie.

Ce qu'il s'était attaché à faire quand il était en guerre avec celle-ci, il n'était pas en son pouvoir, une fois la paix conclue, de le défaire aussi complètement ni aussi vite que l'eût souhaité Alexandre. Il devait des égards à ses alliés d'hier. Il ne pouvait, sans se déshonorer, les livrer en pâture à son allié d'aujourd'hui. S'il n'éprouvait pas ce scrupule en ce qui concernait la Turquie, de laquelle il n'avait rien à attendre, il l'éprouvait au contraire pour la Pologne où il avait trouvé sympathies, concours, des alliés fidèles et de vaillants soldats. Il ne voulait

pas, il ne voulut jamais la sacrifier. La campagne de 1809, contre l'Autriche, que peut-être Alexandre aurait pu prévenir s'il eût, ainsi que Napoléon l'en conjurait à Erfurt, tenu à cette puissance un langage sévère, fortifia les sentiments que l'Empereur des Français avait conçus pour la Pologne. Celle-ci força sa reconnaissance en combattant à nos côtés sur des champs de bataille où les Russes s'abstinrent de paraître. Le duché de Varsovie fut maintenu ; non seulement maintenu, mais encore agrandi. Il créa entre les deux souverains alliés, ainsi que le dit justement M. Albert Vandal, un point douloureux et sensible. Notre auteur ajoute, avec non moins de raison, que, du fait de cette guerre, l'alliance reçut un coup funeste. Napoléon y trouva de justes motifs pour ne satisfaire qu'à demi Alexandre. Ils eurent alors l'un et l'autre la conviction que la Pologne demeurait entre eux comme une cause permanente de dissentiment.

C'était là, cependant, une cause accessoire et non la principale. Une autre, de plus en plus, s'accusait, qui devait contribuer plus encore à empêcher l'alliance de se développer et de por-

ter ses fruits, et celle-là, c'était la puissance démesurée de Napoléon, « le progrès d'une frontière mobile qui se déplaçait et avançait sans cesse, » tout ce qui prouvait à Alexandre qu'on ne pouvait être et rester l'allié de l'empereur qu'à la condition de subir ses lois.

Telle était la situation à la fin de 1809. Dès cette époque, on le voit, l'alliance se désagrégeait. Quelles que fussent les apparences, elle subissait les contre-coups de la défiance réciproque que conservaient au fond du cœur les deux souverains. Ils n'étaient convaincus ni l'un ni l'autre que, dans un avenir rapproché, ils ne seraient pas obligés d'en venir aux mains. Les incidents qui précédèrent et suivirent le mariage de Napoléon avec une archiduchesse d'Autriche aidèrent rapidement à aggraver cet état de choses. Ces incidents tiennent une place considérable dans l'ouvrage de M. Albert Vandal. Il en a tracé un récit de haute valeur où, avec encore plus de méthode, de clarté, d'autorité, que M. Thiers dans le sien, et avec une abondance de documents inédits d'un prix inestimable, il a fait revivre les innombrables intrigues qui conduisirent Napoléon à substituer à son

projet primitif de resserrer, en épousant la grande-duchesse Anne, les liens qui l'unissaient à la Russie, le projet d'épouser l'archiduchesse Marie-Louise, et, après l'avoir conçu en quelques heures, à le réaliser en quelques jours.

Ici, la vérité oblige à reconnaître que tous les torts furent du côté d'Alexandre. Quand Napoléon lui demandait la main de la princesse russe, il y était autorisé par les propos tenus à Tilsitt, et il devait croire que cette demande ne rencontrerait pas d'obstacles. Ce fut le premier tort du souverain russe de manquer de décision et de sincérité, de ne savoir dire ni oui ni non, et, alors qu'il était résolu à dire non, de laisser supposer qu'il pourrait dire oui. Napoléon avait exprimé le désir d'obtenir une réponse en peu de jours. On la lui fit attendre près de deux mois, et il eût souffert toutes les humiliations d'un refus si, l'ayant pressenti, il n'avait tout à coup prêté l'oreille aux ouvertures de l'Autriche et précipité une solution de ce côté sans attendre une réponse qui n'arrivait jamais. Elle n'arriva que lorsque sa décision en avait déjà conjuré les effets. En cette affaire, son orgueil fut blessé,

moins par le refus lui-même que par les circonstances en lesquelles il s'était produit. Alexandre, de son côté, bien qu'il fût l'auteur de ce refus, conçut le plus vif dépit du choix de son allié et de l'événement qui ne rapprochait soudain la France de l'Autriche qu'en dépouillant l'alliance franco-russe du caractère amical et quasi-fraternel qu'elle présentait au moment où elle s'était conclue, et ne lui laissait plus qu'un caractère purement politique. Au début, elle avait exprimé l'union de deux nobles cœurs, hier adversaires, aujourd'hui réconciliés, leur mutuel attrait, leur sympathie réciproque tout autant que la communauté d'intérêts et l'identité de vues qui la justifiaient. Elle était alors un gage de tendre amitié. Maintenant, sous l'aiguillon de blessures secrètes dont chacun rejetait sur l'autre la responsabilité, elle ne conservait plus qu'une physionomie d'entente officielle, uniquement imposée par des circonstances que, d'un jour à l'autre, pouvaient modifier les événements.

Ces circonstances, que nous sommes contraints de résumer en peu de phrases, M. Albert Vandal les a développées tout autant que l'exigeait la part qu'elles eurent dans la désagrégation de l'al-

liance russe. Il faut en suivre le cours à la lumière des documents dont il a éclairé sa route, pour comprendre ce que nous ne saurions, faute de place, établir complètement ici, à savoir que les plus graves résultats sont souvent préparés par de très minimes causes dont il est rare qu'à l'heure où elles se produisent, on puisse apercevoir toutes les conséquences. L'alliance des deux empereurs se brisa non sur un fait, mais sur un ensemble de faits, dont quelques-uns, bien qu'ils pussent être considérés comme sans grande portée, depuis longtemps en préparaient la rupture. Lorsqu'elle semblait encore debout et conservait, aux yeux des gouvernements et des peuples, ses apparences et ses effets, elle était déjà sapée dans sa base. Pas plus que Napoléon, Alexandre ne conservait l'espoir de la faire durer. Peut-être même ne le voulait-il plus. Au commencement de 1811, — c'est à cette date que s'ouvre le troisième volume de l'ouvrage de M. Albert Vandal, — il se préparait secrètement à attaquer la France, sans avoir même pris soin de dénoncer l'entente qui unissait leurs destinées, tant il était constant que cette entente, dans la forme qu'elle gardait encore, n'était

qu'une comédie qui ne pouvait tromper personne.

Le grief apparent d'Alexandre, c'était « l'incorporation à l'Empire français de l'Oldenbourg, apanage d'un prince étroitement apparenté à la maison de Russie ». Mais le grief réel résultait de la persuasion où il était que Napoléon voulait faire du duché de Varsovie une Pologne nouvelle qui attirerait à soi les provinces échues à la Russie lors du triple partage. Cette reconstitution, Alexandre était résolu à ne pas la laisser s'opérer contre lui. Voulant, s'il ne pouvait l'empêcher, la faire tourner à son profit, il commençait à ouvrir des négociations mystérieuses avec les personnages les plus influents du duché à l'effet de leur offrir son concours pour transformer l'État varsovien en royaume uni à son Empire, « s'ils voulaient se joindre aux deux cent mille Russes qu'il avait silencieusement rassemblés et s'élancer avec eux à la délivrance de l'Europe ». Ainsi, cette Pologne que sa grand'mère Catherine, d'accord avec l'Autriche et la Prusse, avait morcelée et mutilée, il était prêt à la faire renaître s'il y trouvait des soldats et des armes contre Napoléon, qu'il trai-

tait encore en allié, mais qu'il tenait pour son pire ennemi.

Les dispositions en lesquelles M. Albert Vandal nous le montre étaient aussi, à la même heure, celles de Napoléon. En apparence maître de tout, l'Empereur se rendait mieux compte chaque jour de l'inefficacité des moyens employés jusqu'alors pour réduire l'Angleterre et conquérir la paix générale. L'inefficacité du blocus continental résultant de ce qu'il ne parvenait pas à le rendre universel, l'échec des armées impériales en Espagne et en Portugal, où les Anglais arrêtaient Masséna, l'impossibilité de porter un coup décisif de ce côté, d'y pouvoir jeter assez de troupes, la nécessité de garder dans le Nord des effectifs considérables, la certitude que la Russie se détachait de lui, la crainte de la voir s'unir à l'Angleterre, toutes ces choses entretenaient en Napoléon le désir de couper court à une situation dont les périls s'augmentaient sans cesse, de jeter bas le masque et d'aller attaquer la Russie jusque dans ses steppes. Nous ne savons à quel moment lui était venue l'idée d'une expédition. Mais, en ces premiers mois de l'année 1811, il caressait

déjà cette idée depuis longtemps, puisque, de toutes parts, les mouvements de ses troupes en Allemagne, dont M. Albert Vandal nous livre les secrets d'après les ordres conservés aux Archives du dépôt de la Guerre, tendaient à les rapprocher des frontières russes.

Entre tous les épisodes que fait revivre le beau livre que nous présentons à nos lecteurs, il n'en est pas de plus émouvant que celui où se déroulent et sont exposés les préparatifs secrets des deux empereurs. Il y a là des pages d'une puissance shakespearienne. La comédie que se jouent mutuellement, sous les dehors d'une amitié expirante, les adversaires, est féconde en péripéties. Il faut savoir gré à M. Albert Vandal des ressources qu'il a déployées, — elles révèlent un artiste consciencieux autant qu'inspiré, — pour nous transporter sur ce vaste et tumultueux théâtre, pour nous en révéler tous les dessous et, en nous mêlant aux acteurs qui s'y meuvent, pour nous ouvrir leurs âmes. Ne vous y trompez pas ; quoi que disent Napoléon et Alexandre, quoi qu'ils fassent, quels que soient les mensonges dont ils voilent leurs pensées, leur parti est pris. Chacun d'eux est convaincu que l'autre ne

cédera rien, ni en rien ni sur rien, que les expédients diplomatiques auxquels ils ont recours n'aboutiront qu'à d'irritantes déceptions et qu'avant peu, ils se porteront des coups mortels. Tous deux s'agitent et s'évertuent à se tromper, cachant encore à leurs ambassadeurs respectifs le fond de leur cœur où tout est ressentiment, colère, désir ardent de prendre l'offensive à l'heure opportune, tout en s'arrangeant de manière à n'avoir pas la responsabilité des premières attaques.

Tandis qu'Alexandre s'ingénie à intéresser la Suède à sa cause, à détacher l'Autriche de l'alliance française, à ramener à lui l'Angleterre qu'il s'est aliénée depuis Tilsitt et enfin à convaincre le duché varsovien des avantages que contiennent les propositions qu'il multiplie pour le séduire, Napoléon, par d'autres procédés, poursuit le même but, poussant l'effort jusqu'à plaider auprès des Turcs le profit qu'ils trouveront à ne pas désarmer devant la Russie, alors qu'antérieurement il avait paru les sacrifier à elle. Ce prologue de la guerre, dans les récits de M. Albert Vandal, égale en intérêt dramatique la guerre elle-même, cette guerre qui va bientôt s'ouvrir et

qui précipitera la chute de Napoléon. C'est assurément l'heure la plus pathétique de son règne. Les dépêches qu'il adresse à son ambassadeur Caulaincourt, celles qu'il reçoit de lui, les propos qu'il tient à l'ambassadeur d'Alexandre, le lent travail d'espionnage auquel l'attaché militaire russe Tchernitchef se livre à Paris, celui du représentant de la France à Saint-Pétersbourg, les tentatives faites de part et d'autre pour se duper, tromper sur les véritables intentions et enfin sous les apparences, la brutale réalité des préparatifs militaires, l'âpreté des discussions qui s'envenime nt, les récriminations et les reproches qui commencent, tels sont les éléments du plus saisissant sujet de tableau qui se soit jamais offert aux pinceaux d'un maître historien. Ce tableau, M. Albert Vandal nous l'a donné et tel que nous pouvions l'attendre de lui.

Ce qui en rend si puissant l'attrait, c'est qu'au moment où tout nous y révèle les décisions irrévocablement prises et y annonce les catastrophes finales sous lesquelles s'écroulera la puissance de Napoléon, l'auteur, dans la dualité de narration que lui impose la marche des événements, nous en présente un autre non moins saisissant où cette

puissance, si près de sa fin, apparaît à son apogée. De cette contradiction entre ce qui est et ce qui va être, entre les sommets où se meut l'Empereur et l'abîme qui se creuse sous ses pieds, surgissent, par la force des choses, les effets les plus inattendus. Jamais autant qu'à cette heure, où la fin de son règne est déjà marquée, Napoléon n'a pu se croire le maître de l'Europe. Elle est à ses pieds. A Dresde, elle lui rend un hommage éclatant. Ses troupes ont encore le droit de se proclamer invincibles. La naissanee du roi de Rome vient de lui donner la foi dans la perpétuité de sa dynastie. C'est à ce point précis, alors que tout semble lui prédire de nouveaux succès et un avenir digne de ses débuts, qu'éclate enfin la rupture qui depuis si longtemps se préparait. La question polonaise en est le prétexte ; mais nous avons marqué déjà que ce prétexte n'en révélait qu'une des nombreuses causes. C'en est fait de l'alliance. A son déchirement, la guerre succède sans transition. L'Empereur a dit : « Je ne signerai la paix qu'à Moscou, » et le 23 juin la Grande Armée passe le Niémen.

Cet acte décisif, qui marque l'ouverture des hostilités, a trouvé dans M. Albert Vandal le plus

entraînant des narrateurs. Il prend soin, du reste, de nous avertir que des documents inédits, émanant de l'un des principaux membres de l'état-major impérial, lui ont permis de reconstituer la vie de Napoléon pendant les heures qui précédèrent le passage, et le tableau de cette vie, en ces heures solennelles, emprunte à tant de traits que nous ne connaissions pas et que, grâce à ces documents, notre historien est le premier à nous révéler une grandeur sombre qui tient de l'épopée. A citer notamment cette galopade de l'Empereur à la recherche du Niémen, quelques heures avant de le franchir, quand, suivi de son état-major, il opère une reconnaissance en amont de Kowno, afin de trouver et de fixer le point le plus favorable. « Il allait toujours, lancé comme d'habitude à toute bride, infatigable de corps et d'esprit, arrêtant son plan, songeant à ses dispositions. » Ses généraux le suivaient et galopaient à peu de distance. Ils virent tout à coup son cheval faire un brusque écart, lui-même tourner sur sa selle, tomber et disparaître. On s'élance. Il est déjà debout ne s'étant fait aucun mal qu'une contusion à la hanche, « droit et immobile près de son cheval frémissant ». Et M. Albert Vandal,

après avoir rappelé que Napoléon, coutumier de ces sortes d'accidents, se courrouçait d'ordinaire, s'emportait contre son cheval, son grand écuyer, ses serviteurs, nous le montre cette fois silencieux, « subitement assombri ». C'est que le superstitieux qu'il était s'éveillait en lui et que, peut-être, il ressentait déjà cette appréhension que Berthier exprimera tout à l'heure à Caulaincourt en lui disant : « Nous ferions mieux de ne pas passer le Niémen. Cette chute est d'un mauvais augure. » Notre historien excelle à mettre en scène ces menus objets et à faire ressortir l'importance qu'ils prennent parmi d'autres, plus considérables, sans doute, mais qui n'exercent pas une influence égale sur les dispositions de son héros. Et il est en effet bien vrai, ainsi qu'il est conduit à le prouver à plusieurs reprises, que durant toute la campagne le souvenir de cette chute hanta l'esprit de l'Empereur.

Dans la conclusion de son livre, M. Albert Vandal décrit en larges coups de pinceau les débuts de la fatale guerre de Russie. Il le ferme au moment où Napoléon, en avançant au cœur de l'empire des tsars, s'irrite de voir l'ennemi qu'il poursuit se dérober sans cesse à ses coups, fuir

la bataille et faire le vide devant lui. Entre ces pages finales, il faut citer encore celles où est racontée la mission Balachof, dernière scène de la comédie qu'avant d'en venir aux mains se sont jouée Napoléon et Alexandre, pour se donner le change sur leurs réelles intentions et se prouver, au mépris de toute vérité, qu'ils veulent encore la paix. Nul drame contemporain ne nous donne l'équivalent de l'entretien qui s'engage entre l'Empereur et l'envoyé russe, et au cours duquel Caulaincourt, que son patriotisme, sa sagesse, ce qu'il sait des dispositions d'Alexandre ont excité à détourner son maître de ses projets, se voit accusé tout à coup par lui d'être plus Russe que Français. Caulaincourt est révolté par ces reproches. Il s'écrie qu'il se croit meilleur Français que ceux qui ont poussé l'Empereur contre la Russie. Rien de plus vrai. Mais cette guerre était devenue inévitable, et peut-être faut-il reconnaître, avec M. Albert Vandal, qu'elle l'était depuis le jour où avait été conclue l'alliance. « Cette alliance, dit-il, portait en soi un germe de mort, le principe de sa destruction, parce que c'était une alliance pour la guerre et la conquête, une association spoliatrice et dévorante, et que ces

pactes ne se concluent jamais sans arrière-pensées respectives, sans méfiances réciproques, d'où renaissent à coup sûr les rivalités et les haines. »

UNE AFFAIRE DE TRAHISON
EN 1812

Au commencement de cette tragique année 1812, entre la Russie et la France alliées depuis Tilsitt, la guerre se préparait. Les exigences de Napoléon, la résistance l'Alexandre l'avaient rendue fatale. Tandis que les diplomates s'épuisaient en de suprêmes efforts pour empêcher une rupture, les deux Empereurs, l'un à Paris, l'autre à Saint-Pétersbourg, mobilisaient leurs armées.

Depuis longtemps, Napoléon prévoyait ces éventualités redoutables. A la faveur des négociations au succès desquels il ne croyait pas et qu'il ne prolongeait que pour gagner du temps, il activait ses armements. Les bureaux de la guerre étaient sur les dents. On y formait le corps d'expédition qui, sous la dénomination d'armée d'Allemagne, allait s'avancer jusqu'au Niémen, prêt à le franchir aux premiers ordres.

A cette époque, il y avait à l'ambassade de Russie, comme attaché militaire, un colonel russe le comte Tchernichef, aide-de-camp de l'Empereur Alexandre, moitié diplomate, moitié soldat, et qui déjà, plus d'une fois, avait été chargé de missions secrètes de souverain à souverain. C'était un brillant officier, très répandu dans la société de Paris, habitué de nos salons et de nos théâtres ; grand coureur d'aventures, coqueluche des femmes et en relations étroites — intimes, disait la chronique scandaleuse — avec la belle princesse Pauline Borghèse, sœur de Napoléon.

Depuis un certain temps, la police le surveillait. Elle le soupçonnait d'exercer, au profit de son gouvernement, un espionnage actif dans les milieux militaires. Des élèves de nos écoles spéciales, de jeunes officiers avaient été de sa part, à diverses reprises, l'objet de questions au moins singulières. L'un d'eux ayant paru vouloir répondre à ses ouvertures suspectes, Tchernichef lui avait posé des demandes précises sur les effectifs de notre cavalerie.

La police s'était inquiétée. C'est seulement sur l'ordre de l'Empereur, à qui le crédit dont jouissait le colonel auprès d'Alexandre paraissait bon

à utiliser, qu'elle s'était abstenue de pousser plus loin son enquête, se contentant de veiller aux relations de Tchernichef. Elle sut bientôt qu'il voyait assez fréquemment un obscur employé de la Guerre, le sieur Michel ; qu'il s'était rendu chez cet homme avec un déguisement et que, parfois, il le rencontrait, le soir, aux Champs-Élysées. Elle n'agissait pas, cependant, les égards dont, par la volonté de l'Empereur, était environné le personnel de l'ambassade, rendant difficiles et dangereuses des recherches plus actives.

Ce fut dans ces circonstances que le comte Tchernichef quitta Paris assez brusquement, le 14 février. S'il faut en croire M. Thiers, ce départ était motivé par une mission dont Napoléon avait chargé Tchernichef auprès d'Alexandre. D'après le général de Marbot, le colonel prit la fuite, averti par une femme, Pauline Borghèse, semble dire la version russe, qu'il allait être arrêté.

Quoi qu'il en soit, il était à peine parti que la police se présenta au domicile qu'il avait occupé durant son séjour dans la capitale. C'était à l'hôtel d'Anvers, rue Taitbout. Bien qu'elle dût croire qu'il ne laissait derrière lui rien de com-

promettant, elle procéda à des recherches dans l'appartement qu'il venait de quitter et s'empara de quelques débris de billets écrits les uns en russe, les autres en français. Parmi ceux-ci, elle en découvrit un de Michel, prévenant le colonel qu'il avait donné pour le même jour rendez-vous dans un café au sieur Wustinger, le portier de l'ambassade, leur intermédiaire accoutumé, et qu'il lui remettrait des pièces importantes.

On arrêta sur-le-champ les deux complices, Michel chez lui, Wustinger au café où il attendait. Ils furent envoyés à Vincennes. Disons tout de suite que l'ambassadeur de Russie, le prince Kourakin, ne fut pas averti de l'arrestation de son portier. Il signala à la police la disparition de cet homme. Mais celle-ci, tout en feignant de le rechercher, ne révéla pas qu'il était incarcéré.

Dès son premier interrogatoire, Michel, accablé par l'évidence, fit les aveux les plus complets. Il avoua que, depuis huit ans, il était en relations secrètes avec l'ambassade, à laquelle il avait fourni divers renseignements. Il reconnut avoir livré au comte Tchernichef une copie des pièces relatives à l'armée d'Allemagne, les effectifs, le nombre et la position des corps, les or-

dres de marche, d'autres ordres spéciaux aux mouvements de la garde impériale. Enfin, il désigna ses complices, d'abord Wustinger, le portier, puis un sieur Saget, employé au bureau de l'armée d'Espagne, Salmon, expéditionnaire, et Mosès, garçon de bureau.

Ces divers individus furent aussitôt emprisonnés. Tous étaient Français, sauf Wustinger, sujet hanovrien. Ce dernier raconta que le colonel Tchernichef lui ayant demandé un jour s'il ne connaissait pas quelque employé de la Guerre ayant besoin d'argent, il avait songé à Michel, qu'il connaissait de longue date. Celui-ci, par son entremise, s'était abouché avec l'officier russe et occupé, d'accord avec lui , de recruter des complices.

Son emploi ne lui donnant pas accès dans les bureaux de mobilisation, il avait eu recours à Saget et obtenu communication de pièces assez nombreuses, dérobées par ce dernier dans les cartons de ses camarades, le soir, après qu'ils étaient déjà partis. C'est un service analogue que Michel avait demandé au garçon de bureau Mosès et que ce dernier avait rendu.

Il était d'usage à cette époque d'envoyer plu-

sieurs fois par semaine chez le relieur du Ministère des pièces qui devaient être soumises à l'Empereur. Elles parvenaient à ce relieur dans un portefeuille dont il avait une clef et dont le chef de bureau qui faisait l'envoi gardait l'autre. Mosès, chargé de porter ces documents et d'aller les reprendre après le brochage, s'arrêtait chez Michel, qui ouvrait le portefeuille à l'aide d'une troisième clef qu'il s'était procurée, en examinait le contenu et y relevait les renseignements que l'expéditionnaire Salmon recopiait ensuite pour être remis au comte Tchernichef.

Avant tout, on s'occupa de conjurer les effets de ces menées criminelles. Encore qu'on eût vite acquis la conviction que les documents fournis par Michel à Tchernichef étaient inexacts ou incomplets, le major général Berthier, prince de Neufchatel, remania sur l'heure le plan de mobilisation primitif. En même temps, un article rédigé par ordre de l'Empereur, et communiqué aux journaux, dénonçait à la France et à l'Europe les actes du comte Tchernichef, sans d'ailleurs en imputer la responsabilité au gouvernement russe, qu'on affectait, au contraire, d'y croire étranger.

Enfin, Michel, Saget, Salmon et Mosès étaient renvoyés en Cour d'assises. Wustinger n'y devait être entendu qu'à titre de témoin, les charges relevées contre lui n'ayant pas paru suffisantes pour justifier sa mise en accusation. Mais après le procès, il fut, en sa qualité d'étranger, expulsé de France. Michel fut condamné à mort et fusillé ; ses trois complices à deux ans de prison, ainsi qu'à l'exposition et au carcan, peines infamantes disparues depuis de nos Codes. On remarquera d'ailleurs qu'ils n'appartenaient pas à l'armée.

Marbot raconte que, lorsqu'on arrêta Michel, qu'il ne nomme pas, « il comptait la somme de trois cent mille francs en billets de banque qu'il avait reçue pour prix de sa trahison ». Ce détail est aussi romanesque qu'inexact. Michel reconnut qu'on lui avait fait de brillantes promesses, mais qu'en réalité il n'avait touché que quatre mille francs en trois mois. Deux ans après sa condamnation, sa femme pétitionnait pour obtenir la restitution de son pauvre mobilier confisqué et saisi par arrêt de justice. Quant aux autres accusés, leur peine accomplie, ils furent maintenus en détention jusqu'en 1814. L'entrée des alliés dans Paris les rendit à la liberté.

Ce récit serait incomplet si je n'ajoutais qu'au moment où, à Paris, le colonel Tchernichef excitait à la trahison quelques employés obscurs et misérables, à Saint-Pétersbourg, notre ambassadeur, le général de Lauriston, usait des mêmes procédés, dans un but analogue, et payait à prix d'or tous les renseignements qu'il pouvait obtenir sur le placement et les forces de l'armée russe. Il parvint ainsi à se procurer et à expédier en France les cuivres gravés qui avaient servi à dresser la carte géographique de l'empire moscovite. Ils servirent à dresser celle qui fut remise à nos généraux à leur entrée en campagne. Ce sont là coutumes en usage entre nations qui guerroient l'une contre l'autre ou vont guerroyer et, dès ce moment, la rupture entre la Russie et la France était devenue inévitable.

La conduite de Tchernichef en ces circonstances n'ajouta rien à l'estime que ses camarades pouvaient professer pour lui. Elle lui valut au moins ouvertement plus de blâmes que d'éloges. Mais elle ne lui nuisit pas. Sous le règne de Nicolas Ier, il devint ministre de la guerre. C'était d'ailleurs un personnage assez excentrique, sur lequel on raconte encore en Russie de plai-

santes histoires, entre autres celle qui suit :

Devenu vieux et voulant paraître jeune à tout prix, il avait contracté l'habitude de se farder, de se peindre et de se teindre. Chaque matin au saut du lit, il consacrait un long temps à sa toilette. A moins qu'il ne fût sollicité par des affaires urgentes, on n'avait jamais accès auprès de lui avant onze heures. Aucun officier ne se fût présenté plus tôt sans s'exposer au mécontentement du ministre ou même à des mesures de rigueur.

L'un d'eux, qui fut tué plus tard à la bataille d'Inkermann, dut cependant un avancement aussi rapide qu'inespéré à la présence d'esprit qu'il sut déployer en une circonstance où les nécessités du service l'avaient obligé à forcer avant l'heure la porte de Tchernichef.

Chargé d'un message pressé, il s'était audacieusement introduit, à ses risques et périls, dans les appartements privés de Son Excellence. Soudain, dans un corridor, il se trouva en présence d'un vieillard décrépit, déplumé, ridé, affreux à voir. C'était Tchernichef, qui n'avait pas eu le temps de « faire sa tête ». Il allait s'emporter contre l'importun, le condamner peut-être

aux arrêts. Mais l'officier prévint sa colère, et s'avança bravement vers lui :

— Jeune homme, lui demanda-t-il, pourriez-vous me dire où est le ministre de la guerre ?

Tchernichef, ahuri, ne broncha pas et répondit :

— Attendez-le ici ; il vous fera appeler tout à l'heure.

Et il tourna les talons.

Peu de mois après, il récompensait, en le nommant colonel, l'officier qui avait eu l'esprit de ne pas le reconnaître.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Introduction	1
Paris pendant la Révolution	7
Le 22 septembre 1792	24
La diplomatie de la Révolution	36
La statue de Danton	46
Les Muscadins	54
Lereveillère-Lépeaux	62
Une imposture	69
Le roman d'un impératrice	83
Vies d'émigrés	101
Les Ségur	137
Les mémoires de guerre	155
Le chancelier Pasquier	197
Autour du Concordat	223
Les romans de l'Empereur	231
Prosper de Barante	240
L'alliance russe sous le premier Empire	249
Une affaire de trahison en 1812	273

A LA MÊME LIBRAIRIE :

Autour de la Révolution, par Louis Bonneville de Marsangy. Un vol. in-18. Prix. . . . . 3 fr. 50

Mémoires de Larevellière-Lépeaux, publiés par son fils. Trois vol. in-8°, avec un portrait. Prix. . . . . 20 fr.

Le Roman d'une impératrice. — *Catherine II de Russie,* d'après ses mémoires, sa correspondance et les documents inédits des Archives d'État, par K. Waliszewski. 11e édition. Un vol. in-8° avec portrait d'après une miniature du temps. 8 fr.

(*Couronné par l'Académie française, prix Thérouanne.*)

Autour d'un trône. *Catherine II de Russie.* — Ses collaborateurs — Ses amis — Ses favoris, par K. Waliszewski. 5e édition. Un vol. in-8° avec portrait. Prix. . . . . 8 fr.

Mémoires du général baron de Marbot. 41e édition. Trois vol. in-8°. Prix de chaque vol. . . . . 7 fr. 50

Mémoires du général baron Thiébault, publiés sous les auspices de sa fille Mlle Claire Thiébault, d'après le manuscrit original, par Fernand Calmettes. (1769-1820.) 8e édition. Cinq vol. in-8° avec portraits. Prix de chaque vol. . . . . 7 fr. 50

Histoire de mon temps. **Mémoires du chancelier Pasquier,** publiés par M. le duc d'Audiffret-Pasquier, de l'Académie française.

Première partie : 1789-1815. 6e édition. Trois vol. in-8°.
Deuxième partie : 1815-1830. 4e édition. Trois vol. in-8°.
Prix de chaque vol. . . . . 8 fr.

Napoléon et Alexandre Ier. L'alliance russe sous le premier Empire, par Albert Vandal. 3e édition. Trois vol in-8° avec portraits. Prix de chaque vol. . . . . 8 fr.

(*Couronné deux fois par l'Académie française,* grand prix Gobert.)

Journal du maréchal de Castellane, 1804-1862.

Tome Ier : 1804-1823. 3e édition. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure et un fac-simile d'autographe. . . 7 fr. 50
Tome II : 1823-1831. 2e éd. In-8° avec une héliogravure. 7 fr. 50
Tome III : 1831-1847. 2e édition. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure. Prix. . . . . 7 fr. 50
Tome IV : 1847-1853. In-8° avec une héliogravure. . 7 fr. 50

Une conspiration en l'an XI et en l'an XII, par Huon de Penanster. Un vol. in-18. Prix. . . . . 3 fr. 50

Essais d'histoire et de critique, par Albert Sorel, de l'Académie française. 2e édition. Un vol. in-18. Prix. . . . 3 fr. 50

PARIS. TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1411.